

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 30 novembre 2023**  
(Convocation du 14 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

|  |     |
|--|-----|
| <b>Conseillers en exercice</b>                 |     |
| • Nombre                                       | 54  |
| • Voix   | 323 |
| <b>Présents</b>                                |     |
| • Nombre                                       | 32  |
| • Voix   | 145 |
| <b>Pouvoirs</b>                                |     |
| • Nombre                                       | 1   |
| • Voix   | 14  |
| Majorité simple selon article 11.2 des statuts |     |

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| <b>Suffrages exprimés</b> |     |
| <b>Pour</b>               |     |
| • Nombre                  | 33  |
| • Voix                    | 159 |
| <b>Contre</b>             |     |
| • Nombre                  | 0   |
| • Voix                    | 0   |
| <b>Abstention</b>         |     |
| • Nombre                  | 0   |
| • Voix                    | 0   |

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Pierre Cazères, M. Didier Gaugeacq, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Affaires générales - Renouvellement des concessions d'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage**

**Exposé des motifs :**

Le président rappelle que, par délibération en date du 8 mars 2023, le comité syndical a approuvé le principe de la concession de service public de type affermage relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Boues et du sous-bassin de l'Arros-Estéous. Ce contrat incluant des investissements importants, notamment liés à la généralisation des compteurs communicants, la durée d'exploitation est portée à dix ans, soit de 2024 à 2033.

Puis il précise ensuite qu'à la demande du Département du Gers et de la communauté de communes des Luys en Béarn, un groupement de commande a été formalisé avec l'Institution Adour afin de procéder à une consultation groupée de délégation de gestion des ouvrages barrages-réservoirs de réalimentation multiusages de chaque collectivité.

La remise des offres de la consultation s'est achevée le mardi 10 septembre 2023 et une seule offre a été déposée par la compagnie d'aménagement des côteaux de Gascogne (CACG).

La commission de délégation de service public (CDSP) s'est réunie le 21 septembre 2023 pour analyser l'offre et a délibéré favorablement :

- Sur la recevabilité et la complétude du dossier de candidature et des offres pour chacun des 3 lots déposés par la CACG
- Pour autoriser le président de l'EPTB et de la commission de délégation de service public à négocier les termes des contrats de délégation pour les lots 1, 2 et 3
- Pour procéder aux discussions avec le candidat sur la base des remarques et demandes de précisions, justifications et compléments consignés au PV de la commission

Dans le cadre de la négociation du contrat avec la CACG, la CDSP a demandé au président d'entamer les discussions sur la base des demandes de précisions et remarques formulées par ses membres lors de l'ouverture des plis et de l'analyse de l'offre.

La commission a également souhaité voir retravaillées les provisions de maintenance et de renouvellement des équipements et a demandé de négocier une baisse des tarifs proposés sur l'ensemble des sous-bassins, tout en relevant le niveau des reversions proposées.

Les négociations se sont tenues lors de deux réunions en présentiel entre les responsables de la CACG et le président (3 octobre et 11 octobre), sur la base des propositions initiales présentées pour les trois lots mis en concurrence. Chaque réunion a fait l'objet préalablement de demandes écrites auprès du candidat afin d'obtenir des précisions, informations, justifications ou compléments aux clauses contractuelles et aux comptes prévisionnels d'exploitation.

À l'issue des derniers échanges de documents et arbitrages financiers intervenus entre la mi-octobre et la première semaine de novembre, la CACG a proposé une modification à la baisse du compte d'exploitation prévisionnel (CEP) des ouvrages avec une nouvelle structure de la redevance notamment pour intégrer une trajectoire de convergence tarifaire à 5 ans des bassins de l'Arros et de l'Estéous. Comme projeté lors du dernier renouvellement de la DSP pour 2019-2023, il a été décidé d'aligner les principes des différentes composantes, part fixes et parts proportionnelles, à l'ensemble des sous-bassins de l'Adour et affluents rive gauche, de l'Arros et du sous-bassin Midour-Douze. Selon ce principe de solidarité entre les différents sous bassin, l'objectif poursuivi sur les axes réalimentés vise à assurer une mutualisation à l'échelle du bassin, afin d'obtenir une tarification assise sur les quotas autorisés d'un part et d'autre part sur la consommation effective des irrigants.

Les ultimes efforts financiers du candidat, combinés à une diminution de la réversion acceptée par l'Institution Adour sur les trois premières années, permet d'atteindre un équilibre financier global sur le contrat, tel que présenté dans le compte d'exploitation prévisionnel joint en annexe.



Le coût d'exploitation de l'année 2024 s'établit après négociation à 2 444 555€, puis 2 494 555€ (N+1) et 2 544 555€ (N+2), pour se stabiliser ensuite à 2 544 555€ jusqu'en 2033 (pour mémoire la proposition initiale du candidat s'élevait à 2 558 965€/an) avec une réversion annuelle prévisionnelle à la collectivité de 230 000€ en 2024 puis 280 000€ (N+1) et 330 000€ (N+2), pour se stabiliser ensuite à 330 000€ jusqu'en 2033 (pour mémoire la proposition initiale du candidat s'élevait à 156 000€/an), tout en dégageant une enveloppe de travaux de renouvellement et de maintenance de 700 698€ par an, sur la durée contractuelle des 10ans.

Pour les recettes d'exploitation, le produit 2024 s'établit après négociation à 2 471 703€, puis 2 539 783€ (N+1), 2 607 863€ (N+2), 2 675 943€ (N+3), pour se stabiliser ensuite à 2 744 023€ jusqu'en 2033 (pour mémoire la proposition initiale du candidat s'élevait à 2 703 740€/an sur la durée contractuelle des 10 ans)

Concernant la redevance tarifaire, l'augmentation 2023/2024 est contenue sur la base d'une consommation moyenne constatée lors du contrat CSP précédent, à des niveaux moyens tels que ci-dessous :

- Adour et affluents rive gauche :

Entre 7,2 et 7,5% (soit +4,44 à +5,16€/ha) contre 8,1% entre 2022 et 2023 du fait des indexations contractuelles et notamment des hausses de prix des matières premières et des énergies.

- Midour-Douze :

Entre 3,4 et 3,5% (soit +1,66 à +1,67€/ha) contre 8,1% entre 2022 et 2023 du fait des indexations contractuelles et notamment des hausses de prix des matières premières et des énergies.

- Arros- Estéous :

Application de la convergence tarifaire lissée sur les cinq premières années du contrat DSP pour l'Arros amont (valeur 2024 de 27,59€/ha pour 16,72€/ha en 2023) et l'Arros aval (valeur 2024 de 42,01€/ha pour 33,40€/ha en 2023).

Application dès 2024 de la convergence tarifaire pour l'Estéous (valeur 2024 de 74,77€/ha pour 99,78€/ha en 2023)

Sur ces bases, la commission de délégation de service public, réunie le 7 novembre 2023, a délibéré favorablement sur l'économie générale des contrats à l'issue des négociations avec le candidat. Elle a donné un avis favorable :

- Sur les conditions et les clauses contractuelles des trois lots mis en concurrence
- Sur le contenu et le montant des provisions pour renouvellement et maintenance négociées
- Sur le montant de la réversion contractuelle
- Sur les propositions tarifaires en matière de redevances auprès des usagers préleveurs

Vu l'article L.121-3 du code de la commande publique,

Vu la délibération n°2023\_CS\_11 en date du 8 mars 2023, par laquelle le comité syndical a approuvé le principe de la concession de service public de type affermage relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes),

Vu la délibération n°2023\_CS\_12 en date du 8 mars 2023, par laquelle le comité syndical a approuvé la constitution d'un groupement de commande pour la procédure de consultation et négociation relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes),

Considérant la consultation lancée en date du 7 juillet 2023,

Considérant l'avis de la commission de délégation de service public en date du 21 septembre autorisant le président de l'Institution Adour à conduire les négociations avec l'entreprise candidate CACG,

Considérant l'avis favorable de la commission de délégation de service public en date du 7 novembre, avis portant sur le contrat et les conditions tarifaires négociées par le président de l'institution Adour et justifiés dans son rapport de choix à l'issue des négociations avec la CACG,

## LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



## DECIDE

### Article 1

- d'attribuer à la compagnie d'aménagement des côteaux de Gascogne (CACG) la concession de service public pour l'exploitation des réservoirs sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Lées, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Boues et du sous-bassin de l'Arros-Estéous pour la période courant de 2024 à 2033
- de valider les conditions tarifaires et la structure de la redevance telles qu'annexées au contrat
- d'autoriser le président à signer les contrats de maintenance et d'exploitation des équipements gestion de l'eau et des facturations pour les campagnes 2024 à 2033 tels qu'annexés
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



## RAPPORT D'AVIS DE LA COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) DE L'INSTITUTION ADOUR DU 21 SEPTEMBRE 2023

**CSP 07072023**

### Objet de la consultation

**Lot 1 : Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant à l'Institution Adour sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, Midour et Douze, Arros et Bouès :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, déploiement d'équipements, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033**

**Lot 2 : Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant au Département du Gers sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2028**

**Lot 3 : Concession de service public pour l'exploitation du réservoir appartenant à la Communauté des communes des Luys en Béarn sur les sous-bassins du Géés et Luy de Béarn amont :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033**



## I - CONTEXTE - RAPPEL DU PÉRIMÈTRE DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de ses missions, l'Institution Adour œuvre pour une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de leurs usages dans le bassin. Elle possède notamment 22 réservoirs de soutien d'été et gère le volume de 5 autres réservoirs, pour un volume total stocké de 85 Mm<sup>3</sup>.

Dans le cadre de ses statuts, l'Institution Adour assure la gestion des ouvrages hydrauliques situés sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Boues et du sous-bassin de l'Arros-Estéous.

Le Département du Gers est une collectivité territoriale, qui parmi ses nombreuses compétences, participe à une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages sur son territoire.

Dans le cadre de sa compétence générale, le Département du Gers assure la gestion des ouvrages hydrauliques situés sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue.

La Communauté des communes (CC) des Luys en Béarn est une collectivité territoriale, qui parmi ses nombreuses compétences, participe à une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages sur son territoire.

Dans le cadre de ses compétences, la CC des Luys en Béarn assure la gestion de l'ouvrage hydraulique situé sur les sous-bassins du Géés - Luy de Béarn amont.

Les aménagements sont constitués de barrages en remblai compacté et des ouvrages hydrauliques associés (stations hydrométriques, stations et canalisations de transferts, stations pour le remplissage complémentaire des réservoirs, pluviomètres).

La gestion de ces ouvrages (maintenance et exploitation des équipements, gestion de l'eau et des facturations), fait actuellement l'objet :

- pour les ouvrages de l'Institution Adour :

- d'un contrat de concession de service public pour les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023,
- d'un contrat de délégation de service public pour le sous-bassin du Bouès, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023,
- d'un contrat de concession d'aménagement pour le sous-bassin de l'Arros et ses avenants successifs, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023 ;

- pour les ouvrages du Département du Gers : d'un contrat de concession d'aménagement pour les sous bassins versants de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023 ;

- pour l'ouvrage de la Communauté des communes des Luys en Béarn : d'un contrat de concession de service public, pour l'exploitation du réservoir de Serres-Castet, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023.



L'assemblée délibérante de l'Institution Adour réunie en date du 8 mars 2023, a approuvé le principe de la concession de service public de type affermage relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Boues et du sous-bassin de l'Arros-Estéous.

L'assemblée délibérante du Département du Gers, réunie en date du 24 mars 2023 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) sur les sous bassins versants de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue.

L'assemblée délibérante de la communauté de communes des Luys en Béarn, réunie en date du 9 mars 2023 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation du réservoir de soutien d'étiage de Serres-Castet (et ses ouvrages annexes) sur les sous-bassins du Gées et Luy de Béarn.

En complément, l'assemblée délibérante de la communauté de communes des Luys en Béarn, réunie en date du 5 juillet 2023, a décidé de confier au futur concessionnaire la réalisation, la mise en service puis la maintenance et la gestion pendant la durée du contrat, de deux stations automatisées de mesures des débits entrant dans le réservoir sur les ruisseaux du Gées et du Bédar pour améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau. En conséquence de ces investissements, il est proposé de porter la durée de la concession à 10 ans pour ce contrat.

Les trois collectivités ont donc décidé de confier l'exploitation du service public de gestion de leurs ouvrages hydrauliques et de leurs équipements annexes à un opérateur économique, privé ou public dans le cadre d'une convention de concession de service public suivant les dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, et du décret 2016-86 du 1er mars 2016 précisé par arrêté du 21 mars 2016.

### Convention de groupement de commande en date du 20 avril 2023

À la demande du Département du Gers et de la Communauté de communes des Luys en Béarn, un groupement de commande a été formalisé avec l'Institution Adour afin de procéder à une consultation groupée de délégation de gestion des ouvrages barrages-réservoirs de réalimentation multiusages de chaque collectivité.

Les groupements de commande peuvent être constitués entre différents acheteurs publics. Ces groupements de commande ont pour avantage de faciliter la mutualisation des procédures de marchés et de contribuer à la réalisation d'économies sur les achats (article L.3112-1 et suivants du code de la commande publique, articles L.1411-5 et L.1411-5-1 du code général des collectivités territoriales).

Les groupements de commande font l'objet d'une convention constitutive qui est signée entre leurs membres. Elle définit les modalités de fonctionnement du groupement. Cette convention a désigné l'Institution Adour comme coordonnateur du groupement, chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par la procédure concessive, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants dans le cadre de la présente consultation.

Chaque membre du groupement s'engage, dans la convention, à faire délibérer ses instances sur le choix du cocontractant proposé dans le rapport du Président de l'Institution Adour, à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés.

La convention fixe les règles de constitution des membres de la commission de délégation de service public du groupement qui est présidée par le représentant du coordonnateur.

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement, pour ce qui la concerne, reste responsable de signer le marché et de s'assurer de sa bonne exécution.



### Périmètre de la consultation

Dans le cadre de la présente mise en concurrence à conduire en matière de délégation de gestion des réservoirs de soutien d'été à vocation multiusages sont concernés les ouvrages suivants, répartis en trois lots :

Lot 1 : pour l'Institution Adour, la liste des ouvrages à exploiter concerne cinq sous-bassins :

Sur le secteur Midour-Douze : les réservoirs de Saint-Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré sur la Douze; Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros et Arthez sur le Midour ;

Sur le secteur de l'Adour moyen : les réservoirs du Brousseau (+ gestion des eaux de la retenue de Latrille), Lourden, Renung, Miramont, Fargues et Louet ;

Sur le secteur du Luys de France et de Béarn : les réservoirs du Balaing et Ayguelongue (+ gestion des eaux d'une part du réservoir de l'Aubin) ;

Sur le secteur du Louts : le réservoir d'Hagetmau ;

Sur le secteur du Gabas et des Lées : les réservoirs du Gabas (+ gestion des eaux d'une part du réservoir du Gabassot) et Coudures ;

Sur le secteur Arros : le réservoir de l'Arrêt-Darré ;

Sur le secteur du Bouès : les réservoirs de Tillac et Cassagnaou.

Lot 2 : pour le Département du Gers, sont concernées les ouvrages suivants :

Astarac, barrage-réservoir situé sur les communes d'Aussos et Bézues-Bajon sur le bassin versant de l'Arrats,

Bousquetara, bassin versant des Auvignons, barrage-réservoir situé sur les communes de Caussens et Condom,

Candau, bassin versant de la Gélise, barrage-réservoir situé sur les communes de Castillon-Debats et Lupiac,

Lizet, bassin versant de l'Osse, barrage-réservoir situé sur les communes d'Estipouy et Montesquiou,

Saint Laurent, bassin versant de l'Auzoue, barrage-réservoir situé sur les communes d'Armous-et-Cau, Bassoues, Gazax-et-Baccarisse et Peyrusse-Grande.

Lot 3 : pour la communauté de commune des Luys en Béarn, est concernée la retenue du Géés située sur les communes de Navailles-Angos et Serres-Castet.

Pour chaque lot, les prestations de la concession portent sur la maintenance et l'exploitation des équipements, (et installation de nouveaux équipements pour les lots 1 et 3), la gestion de l'eau et des facturations.

La durée de la CSP pour les lots 1 et 3 est de 10 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2033 ; la durée de la CSP pour le lot 2 est de 5 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Au vu de l'avis de la commission, Monsieur le Président de l'Institution Adour ou son représentant, accompagné des représentants élus et techniciens du Département du Gers et de la CC Luys en Béarn pour les lots 2 et 3, engagera librement toute discussion utile avec une ou les entreprises ayant présenté une offre.

Le Président ou son représentant saisira ensuite l'assemblée délibérante de chaque autorité concédante du choix de l'entreprise auquel la commission a procédé. Elle lui transmettra le rapport de la commission ainsi que les motifs de son choix et l'économie générale du contrat.



## II - CONSULTATION

### 1. Lancement de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprenait les pièces suivantes :

- règlement de consultation (RC) ;
- Lot 1 « Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant à l'Institution Adour sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, Midour et Douze, Arros et Bouès :  
Maintenance et exploitation des ouvrages, déploiement d'équipements, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033 » :
  - Projet de contrat de concession
  - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)
- Lot 2 « Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant au Département du Gers sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue :  
Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2028 » :
  - Projet de contrat de concession
  - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)
- Lot 3 « Concession de service public pour l'exploitation du réservoir appartenant à la Communauté des communes des Luys en Béarn sur les sous-bassins du Géés et Luy de Béarn amont :  
Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033 » :
  - Projet de contrat de concession
  - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)

La publicité a été effectuée sur les supports suivants :

- JOUE, avis d'appel public à la concurrence émis le 7 juillet 2023 et publié le 11 juillet 2023 sous le n° 2023/S132-420216
- BOAMP, avis d'appel public à la concurrence émis le 7 juillet 2023 et publié le 10 juillet 2023 sous le n° 23-96446
- Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment émis le 7 juillet 2023 et publié le 21/07/2023
- La plateforme des marchés publics <https://marchespublics.landespublic.org>, le 7 juillet 2023

La remise des offres était fixée au mardi 5 septembre 2023 à 23h55.

### 2. Retrait du DCE

5 retraits du dossier de consultation des entreprises ont été opérés entre le 10 et le 18 juillet, par 4 opérateurs économiques différents (2 retraits consécutifs par la CACG)





| N°    | Raison sociale                      | Nom       | Prénom    | Adresse électronique        | Horodatage       | Identifiant Entreprise | Adresse postale                             | Téléphone      | Fax            | Fichiers téléchargés (attention, en cas d'export Excel le nombre de caractères est limité à 255 caractères. Veuillez exporter le registre au format PDF pour voir l'intégralité des fichiers téléchargés.) | Envois postaux complémentaires | Observations |
|-------|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------------------------|------------------|------------------------|---|----------------|----------------|--|--------------------------------|--------------|
| EI. 1 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GASCOGNE | DAURENSAN | Nicolas   | commercial@cacg.fr          | 10/07/2023 07:57 | FR - 592780233 00017   | CHE DE LALETTE 65000 TARBES France          | 05.62.51.71.49 |                | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 2 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GASCOGNE | DAURENSAN | Nicolas   | commercial@cacg.fr          | 10/07/2023 08:00 | FR - 592780233 00017   | CHE DE LALETTE 65000 TARBES France          | 05.62.51.71.49 |                | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 3 |                                     | HASTOY    | JEAN MARC | administratif@hastoy-btp.fr | 10/07/2023 08:34 | FR -                   | France                                      |                |                | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 4 | SAUR                                | CALAS     | VERONIQUE | saur-be.toulouse@saur.fr    | 10/07/2023 12:03 | FR - 339379984 03889   | 7 AV MERCURE 31130 QUINT-FONSEGRIVES France | 05-62-57-31-82 | 05-62-57-31-78 | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 5 | SOC GERANCE DISTRIBUTIONS EAU       | GIANESINI | CAROLE    | commercial@sogedo.fr        | 18/07/2023 15:21 | FR - 301192803 00262   | 4 PL DES JACOBINS 69002 LYON 2EME France    | 0472778526     |                | DCE intégral   |                                |              |

### 3. Registre des dépôts

L'ensemble des offres reçues a été déposé dans les délais, via la plateforme des marchés publics. Un seul opérateur économique a déposé 2offres :

| N°    | Raison sociale                 | Nom       | Prénom  | Adresse électronique | Horodatage          | Identifiant Entreprise | Adresse postale                        | Téléphone      |
|-------|--------------------------------|-----------|---------|----------------------|---------------------|------------------------|--|----------------|
| EI. 1 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | DAURENSAN | Nicolas | commercial@cacg.fr   | 05/09/2023 11:08:05 | FR - 592780233 00017   | Chemin de l'Alette 65000 TARBES France | 05.62.51.71.49 |
| EI. 2 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | DAURENSAN | Nicolas | commercial@cacg.fr   | 05/09/2023 18:35:33 | FR - 592780233 00017   | Chemin de l'Alette 65000 TARBES France | 05.62.51.71.49 |

### 4. Ouverture des plis :

Selon les dispositions introduites par l'article 65 de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique entrée en vigueur le 28 décembre 2019, il n'est plus nécessaire que la commission de DSP procède à l'ouverture des candidatures et des offres.

Les services de l'Institution Adour ont procédé le 7 septembre au matin à l'ouverture de la deuxième enveloppe déposée par la CACG.

Conformément à l'article 7 du règlement de la consultation, deux plis ayant été adressés ou transmis successivement par le même et seul candidat pour les 3 lots, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des plis a été ouvert.

#### Offres - Lot 1

| N° du pli<br>Horodatage       | Entreprise                     | Statut enveloppe<br><u>Offres - Lot 1</u>                           |
|-------------------------------|--------------------------------|---|
| EI1<br>05/09/2023<br>11:08:05 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | Fermée  |
| EI2<br>05/09/2023<br>18:35:33 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | Ouverte en ligne Le :<br>07/09/2023 10:12<br>Par : Marie-Laure PONS |





## Offres - Lot 2

| N° du pli<br>Horodatage       | Entreprise                        | Statut enveloppe<br><u>Offres - Lot 2</u>                           |
|-------------------------------|-----------------------------------|---|
| EI1<br>05/09/2023<br>11:08:05 | CIE AMENAGEMENT<br>COTEAUX DE GAS | Fermée  |
| EI2<br>05/09/2023<br>18:35:33 | CIE AMENAGEMENT<br>COTEAUX DE GAS | Ouverte en ligne Le :<br>07/09/2023 10:13<br>Par : Marie-Laure PONS |

## Offres - Lot 3

| N° du pli<br>Horodatage       | Entreprise                        | Statut enveloppe<br><u>Offres - Lot 3</u>                           |
|-------------------------------|-----------------------------------|---|
| EI1<br>05/09/2023<br>11:08:05 | CIE AMENAGEMENT<br>COTEAUX DE GAS | Fermée  |
| EI2<br>05/09/2023<br>18:35:33 | CIE AMENAGEMENT<br>COTEAUX DE GAS | Ouverte en ligne Le :<br>07/09/2023 10:14<br>Par : Marie-Laure PONS |

## III - CDSP DU 21 SEPTEMBRE 2023

## 1. Ordre du jour de la CDSP du 21 septembre 2023

La convocation a été adressée par courriel le 15 septembre 2023 aux membres de la commission de délégation de service public.

## Etaient invités :

Les membres titulaires

- Monsieur Paul CARRERE,
- Monsieur Thierry CARRERE,
- Mme Dominique DEGOS
- Monsieur Bernard POUBLAN
- Mme Céline SALLES
- Mme Véronique THIRAUT

L'Inspecteur expert de la DDETSPP - service concurrence, consommation et répression des fraudes

La Payeuse départementale des Landes

Les membres des collectivités associées dans le cadre du groupement de commande :

- Monsieur le Président du Département du Gers ou son représentant
- Monsieur le Président de la Communauté des communes des Luys en Béarn, ou son représentant

## Ordre du jour :

- Rappel de la procédure (Cf I ci-dessus)
- Analyse et admission de la candidature (Cf. 2/ ci-dessous)
- Admission de l'offre pour chacun des 3 lots (Cf. 3/ ci-dessous)
- Autoriser le Président à négocier avec le candidat pour chacun des 3 lots
- Premiers éléments d'analyse (Cf III ci-dessous)





**Etaient présents en visio-conférence :**

Les membres titulaires

- Monsieur Paul CARRERE,
- Mme Dominique DEGOS
- Monsieur Bernard POUBLAN
- Mme Céline SALLES
- Mme Véronique THIRAULT

Les membres des collectivités associées dans le cadre du groupement de commande :

- Monsieur le Président du Département du Gers ou son représentant : Florent BARAT (responsable du service Eau
- Monsieur le Président de la Communauté des communes des Luys en Béarn, ou son représentant : M. CUYAUBE élu, et M. David BRIANCON directeur du pôle Aménagement et développement durable

Les services de l'Institution Adour

- Didier PORTELLI, directeur général des services
- Aurélie DARTHOS, directrice générale des services techniques
- David VERNIER, service administratif et financier
- Marie-Laure PONS, technicienne Ressource en eau
- Stéphane SIMON, responsable du service Ressource en eau

**Etaient excusés :**

Parmi les membres titulaires

- Monsieur Thierry CARRERE,

L'Inspecteur expert de la DDETSPP - service concurrence, consommation et répression des fraudes

La Payeuse départementale des Landes





## 2. Pré-analyse des candidatures amont de la réunion CDSP du 21 septembre 2023

Pour chacun des 3 lots, les services ont vérifié la complétude des pièces (fichier).

### Lot 1 :

|   |   |
|---|---|
| DC1   | lot1 - extrait PV CA : désignation MM. Luis et Daurensan  |
| Attestation sur honneur                             | marché septembre 2023   |
| Extrait kbis  | juillet 2023  |
| Certification régularité fiscale                    | juin 2023   |
| Attestation urssaf                                  | juin 2023   |
| Attestation caisse congés payés                     | cacg non affiliée   |
| Attestation sur honneur ca global et ca prestations | 2020 à 2022   |
| Lettre de motivation                                | adressée au Président de l'IA   |
| DC2   | lot1 avec CA de 2020 à 2022   |
| Bilans comptables                                   | bilans et comptes 2020, 2021 et 2022  |
| Moyens humains - effectif                           | attestation 2021 et 2022  |
|   | organigramme avec interlocuteurs privilégiés, astreinte   |
|   | cv de personnels des agences Tarbes et Cazerès sur Adour  |
| Références  | gestion, exploitation et maintenance, CSP, gestion des eaux, maintenance préventive, gestion de contrat, intervention en période de crise, ingénierie barrages, compétences barrages avec diverses listes d'ouvrages, références hydrométrie et réseaux télégestion, Moe, EDD, VTA et auscultation, énergie, hydroélectricité, panneaux photovoltaïques flottants, topographie, bathymétrie, inspection subaquatique, hydrométrie et jaugeage : très complet stations hydro, piezos |
| Présentation de la CACG                             | plaquette, rapport annuel 2022, RSE, certifications iso9001, agrément barrages jusqu'en 2029, qualification hyperbare, Mase   |

### Lot 2 :

|   |   |
|---|---|
| DC1   | lot2 - extrait PV CA : désignation MM. Luis et Daurensan  |
| Attestation sur honneur                             | marché septembre 2023   |
| Extrait kbis  | juillet 2023  |
| Certification régularité fiscale                    | juin 2023   |
| Attestation urssaf                                  | juin 2023   |
| Attestation caisse congés payés                     | cacg non affiliée   |
| Attestation sur honneur CA global et CA prestations | 2020 à 2022   |
| Lettre de motivation                                | adressée au Président du Département 32   |
| DC2   | lot2 avec CA de 2020 à 2022   |
| Bilans comptables                                   | bilans et comptes 2020, 2021 et 2022  |
| Moyens humains - effectif                           | attestation 2021 et 2022  |
|   | organigramme avec interlocuteurs privilégiés, astreinte   |
|   | cv des personnels des agences Bruch et Castelnau-Magnoac  |
| Références  | gestion, exploitation et maintenance, CSP, gestion des eaux, maintenance préventive, gestion de contrat, intervention en période de crise, ingénierie barrages, compétences barrages avec diverses listes d'ouvrages, références hydrométrie et réseaux télégestion, Moe, EDD, VTA et auscultation, énergie, hydroélectricité, panneaux photovoltaïques flottants, topographie, bathymétrie, inspection subaquatique, hydrométrie et jaugeage : très complet stations hydro, piezos |
| Présentation de la CACG                             | plaquette, rapport annuel 2022, RSE, certifications iso9001, agrément barrages jusqu'en 2029, qualification hyperbare, Mase   |



### Lot 3 :

|   |   |
|---|---|
| DC1   | lot3 - extrait PV CA : désignation MM. Luis et Daurensan  |
| Attestation sur honneur                             | marché septembre 2023   |
| Extrait kbis  | juillet 2023  |
| Certification régularité fiscale                    | juin 2023   |
| Attestation urssaf                                  | juin 2023   |
| Attestation caisse congés payés                     | cacg non affiliée   |
| Attestation sur honneur CA global et CA prestations | 2020 à 2022   |
| Lettre de motivation                                | CCLB  |
| DC2   | lot3 avec CA de 2020 à 2022   |
| Bilans comptables                                   | bilans et comptes 2020, 2021 et 2022  |
| Moyens humains - effectif                           | attestation 2021 et 2022  |
|   | organigramme avec interlocuteurs privilégiés, astreinte   |
|   | cv ; pas agence spécifique, la principale étant Cazères sur Adour; plusieurs sites dans les CV  |
| Références  | gestion, exploitation et maintenance, CSP, gestion des eaux, maintenance préventive, gestion de contrat, intervention en période de crise, ingénierie barrages, compétences barrages avec diverses listes d'ouvrages, références hydrométrie et réseaux télégestion, Moe, EDD, VTA et auscultation, énergie, hydroélectricité, panneaux photovoltaïques flottants, topographie, bathymétrie, inspection subaquatique, hydrométrie et jaugeage : très complet stations hydro, piezos |
| Présentation de la CACG                             | plaquette, rapport annuel 2022, RSE, certifications iso9001, agrément barrages jusqu'en 2029, qualification hyperbare, Mase   |

Sur la base de cette analyse, il ressort que le candidat a remis toutes les pièces administratives demandées et qu'il a présenté les moyens humains et les références suffisantes en rapport avec les missions objet de la présente consultation.

Il est proposé à la commission de se référer au fichier de synthèse (extrait ci-dessus) pour analyser le dossier de candidature et le valider.

### 3. Première analyse des offres amont de la réunion CDSP du 21 septembre 2023

#### Complétude du dossier d'offres

Rappel du règlement de consultation (art 6)

Les offres devront contenir :

0. Le certificat de visite (visite non obligatoire)

1. Une proposition de contrat de concession pour un ou plusieurs lots

2. Un dossier de synthèse décrivant et argumentant les paramètres de l'équilibre financier

3. Un dossier de synthèse décrivant et argumentant le niveau d'engagement sur la qualité du service et l'exploitation de ce service

4. Les différentes annexes au contrat, annexes à fournir ou compléter tel qu'indiqué dans le projet de contrat

5. Le plan de prévention des risques spécifiques aux opérations et prestations objet du présent marché, complété et signé.

Pour chaque lot, les pièces constitutives du dossier d'offre et les annexes demandées ont été produites.



#### 4. Autorisation du Président à négocier

Après validation de la complétude des dossiers de candidature et d'offres pour chacun des 3 lots, les membres de la commission de délégation de service public de l'Institution Adour demandent au président Paul CARRERE de procéder à la négociation avec la CACG sur la base des points suivants issus de la première analyse des offres et présentés à la CDSP en 2<sup>ème</sup> partie de réunion.

#### 5. Points à négocier selon les premiers éléments d'analyse des offres

**Remarque préalable** : pour chacun des lots, l'offre est bien structurée, en cohérence avec les exigences du règlement de la consultation et les évolutions demandées lors de la négociation de la précédente CSP

##### 5.1- Remarques communes aux 3 lots

###### Projet de contrat

Le candidat a porté des amendements dans chacun des 3 projets de contrat, modifications identifiées par texte surligné jaune comme demandé.

**Le plus des offres** : un tableau de synthèse explicative des modifications proposées a été introduit à la suite de chacun des projets de contrat.

Parmi les remarques communes « de fond » aux 3 projets de contrat, seront notamment évoqués :

- Restrictions des responsabilités, notamment si non-conformité dans la réglementation relative à la gestion, ou si détériorations par tiers
- Vigilance dans utilisation données sensibles
- ⇒ Demande de prise en charge par collectivité des préjudices financiers du concessionnaire suite à des dégradations par tiers ou condamnations du concessionnaire
- Non prise de responsabilité pour suivi qualité des eaux et risques sanitaires : panneautage, analyses...
- Calendrier de remise du rapport annuel : trop tardive
- Amendements des clauses de révisions, notamment si :
  - contexte hydroclimatique difficile => caractérisation ? à discuter (compensations interannuelles entre les +/-)
  - abandon créances > 1%
  - variation coef actualisation > 25%
  - coût fourniture Energie > 12% du chiffre d'affaires : prix unitaire ou selon consommation
  - chiffre d'affaires baisse de + 5% sur 2 années consécutives / CEP
- Amendements des clauses des pénalités, et notamment du plafonnement du cumul à 1% du CA

###### Projet de convention de restitution

Seules les clauses générales ont été fournies, pas de proposition de format des clauses particulières.

Dans les clauses générales :

- Introduction de l'obligation du client de déclarer ses intentions d'irriguer (§ 2.1) (demandé dans Consultation) **MAIS pas de pénalités contractuelles prévues dans le § 6.2 : prévoir des modalités**
- Introduction d'une redevance pour frais de gestion ?
- Redevance location compteur communicant : forfaitaire quel que soit le diamètre : justification ?



## Echéancier de remise du rapport annuel et délai pour amendements :

Discussion sur :

- la date de remise proposée au 1<sup>er</sup> juin, en contradiction avec la demande au 30 avril pour les lots 1 et 3
- la demande de 1 mois pour amendement du rapport

## CEP

### Réversion à l'autorité concédante

Expliquer l'emploi du terme « redevance » pour la réversion à l'autorité concédante

Discussion sur les fortes diminutions de réversion à l'autorité concédante proposée pour les lots 1 et 2

### Recettes redevances aux usagers : structures des redevances reprises des contrats actuels pour lots 1 et 3, et de la réforme tarifaire 2023 du système Neste pour lot 2

Discussion sur augmentation de la redevance, dans le contexte socio-économique actuel, et suite à la campagne 2022

Discussion sur modulation structure de la redevance si consommation moyenne augmente avec changement climatique et meilleure gestion

### Charges de personnel

Pour le lot 1 : expliquer la forte augmentation du nombre d'ETP malgré le regroupement des 3 sous-bassins déjà concédés

Pour les lots 1, 2 et 3 : expliquer la forte augmentation des coûts, malgré l'imputation de la main d'œuvre spécifique sur enveloppes de maintenance et renouvellement.

Détailler l'imputation des charges de personnel : nombre de personnes, poste, missions et tâches, coût, nombre de jours prévus

Confirmer et justifier le non doublon avec autres charges générales de personnel, compte tenu de la forte augmentation des 2 lignes de charges

Préciser la répartition des missions imputées dans les rubriques « Suivi et contrôle » et « Sécurité des ouvrages ». Par exemple, ambiguïté d'affectation pour missions :

- de surveillance, dont les rapports sont dans la rubrique « Sécurité »
- visite post-séisme : à imputer dans rubrique « Sécurité »

Démontrer la non-redondance de temps de personnel entre ces 2 rubriques

### Compte de renouvellement et maintenance

Enveloppes prévisionnelles proposées en très forte hausse : justifier

Discussion sur la complétude et la priorisation des interventions proposées

Discussion sur les coûts unitaires proposés

## Fonds de roulement

Nouveauté : Frais financiers pour roulement  
Pourquoi cette nouvelle imputation ? A justifier par rapport à l'historique de gestion de la CACG  
Quel fonctionnement dans les précédents contrats ?

## Frais de déplacement

Discussion sur l'augmentation proposée pour lot 1 malgré le regroupement des sous-bassins, ainsi que sur les 2 autres lots où l'augmentation est également supérieure aux 10% annoncés

## Frais postaux et de télécommunication

Discussion sur l'augmentation proposée pour lot 1 malgré le regroupement des sous-bassins

## Assurances

Mutualisation tous ouvrages (en moyenne 2 217 € HT), au prorata du volume stocké => 7 625 € HT

Justifier et confirmer que ce poste n'intègre que la quote-part des assurances liée aux prestations objet du service concédé.

## Questions sur aspects techniques

### Exploitation du service en situation de crise - Article 21.8 (lots 1 et 3) :

Expliciter et préciser la rédaction de l'amendement proposé :  
(car si la réglementation est adaptée en période de crise, le concessionnaire doit l'appliquer et sa responsabilité sera engagée en cas de non-respect dans le cadre du contrat.)

## Utilisation et diffusion des données

Préciser les limites à l'utilisation des données issues de la concession, notamment les données hydrologiques ? Autorité concédante ne peut plus les diffuser ?  
Quel partage des accès aux outils de mise à disposition des données, vers des tiers ?

## Gestion des eaux

Présentation fréquences moyennes du nombre de consignes passées en fonction des périodes :

Ce nombre paraît faible en situation au cœur d'étiage :  
1 seule consigne tous les 3 jours du 1er au 15 juillet  
1 / jour du 15 juillet au 15 août  
1 tous les 2 jours du 16 août au 15 septembre  
=> quelle latitude par rapport à ces fréquences ?

## Visites sur les sites

Discussion sur la proposition d'un calendrier prévisionnel en début d'année, avec les fréquences selon les différentes périodes de l'année, et pour tous les ouvrages (réservoir, station hydro), avec des nombres de visites plus importants en période d'étiage pour la GDE.

Expliciter le dimensionnement de ces temps, le nombre d'ETP



## Outils informatiques : Mon Espace CACG

L'outil n'est pas complètement fonctionnel au bout de 5 ans du contrat actuel 2019-2023 !  
En intégrant le partage des données, planification des interventions et suivi des interventions (DREAL  
IA préconisations VTA)

La CACG doit s'engager sur la fonctionnalité de l'outil dans le délai présenté

## Sécurité des barrages

Tableau de remise des rapports (annexe 7 de chacun des lots) :

- incohérence entre la date de remise rapports = « échéance » et la colonne d'année d'imputation,
- le calendrier de remise des rapports sera établi et validé à l'année n-1 lors de la réunion contractuelle.

Mis à jour du dossier de l'ouvrage : confirmation non réalisation par CACG ?

Tableau récapitulatif des demandes :  
engagement sur une fréquence de mise à jour (mensuelle) sur Mon Espace CACG

## Entretien de la végétation ou des accès

L'annexe 12 de l'offre présente la cartographie de l'entretien de la végétation proposée par CACG, modifiant le zonage proposé en annexe 11 MAIS non modifié à l'article 25.2 du projet de contrat

Pour le lot 1 : confirmer l'application des prestations demandée sur les zones présentées en annexe 11 des projets de contrat ?

Ces modifications expliquent-elles en tout ou partie la baisse des charges de sous-traitance ?

Pour les lots 2 et 3 : pourquoi avoir substitué l'annexe 11 par la 12 alors que les zonages sont a priori identiques ?

Confirmer la réalisation de toutes les prestations demandées conformément aux articles 24.2 du lot 2 et 25.2 du lot 3 ?

## 5.2- Remarques complémentaires spécifiques au lot 1

Projet de contrat IA :

Nécessité de clarifier rôles et relations des parties avec exploitation des installations Flotovoltaiques

## Convention restitution

Art 2.8 : responsabilité disfonctionnement compteur : expliciter pour la période transitoire, dans l'attente de l'installation du compteur communicant appartenant à IA

## CEP

## Recettes et redevances

Réversion dans le contrat actuel CSP 2019-2023 : Part fixe 23 % / prop 1 : 10 % / prop 2 50% => 290 k€  
Proposition réversion part fixe 107 371 / 1771 118 => 6% / prop 1 10% / prop 2 : 20% => 156 k€



### Cas des flux financiers entre sous-bassins :

Louet : seule la part fixe est appelée auprès des irrigants AA

Prévoir une part de consommation moyenne, à l'instar de la part non valorisée du Gabas

### Cas particulier de la non-valorisation du réservoir du Gabas :

Erreur dans résultat des calculs soit 70 737,88 € => 62 947,20 € HT

### Questions :

- Arros : même quota => même prix part fixe sur Arros amont/Arros aval

Confirmer la différence de quota ou de redevance actuelle basé sur une moindre sécurisation de la ressource ?

Discussion sur l'opportunité de réintroduire cette différence entre amont et aval

Discussion sur une progressivité de l'augmentation tarifaire projetée sur l'Arros : + 200 %

- Mobilisation volumes Gabassot et Aubin :

Discussion sur le paiement forfaitaire de notre quote-part des charges mais pas la réversion intégrale des recettes afférentes

### **Produits divers**

Recettes AEP - Industrie (p 6 du MF) : estimation 18 273 €

Cette recette n'apparaît pas dans le CEP.

### Bassin du Bouès :

La réversion complémentaire pour les ouvrages IA du Bouès en provenance de l'augmentation de redevance sur la Neste en 2023 est-elle intégrée ?

### **Amortissement des investissements**

Compte tenu de l'impact financier de la charge d'amortissement du capital et des intérêts, soit 275 k€/an (> 10% du chiffre d'affaires), discussion sur l'opportunité de certaines stations hydrométriques et des pluviographes

### **Frais de télécommunication**

Augmentation de 42 % / moyenne 2019-2022 : quel impact du passage du RTC en IP ?

### **Sous-traitance**

Expliquer la forte baisse par rapport aux contrats actuels

### **Inventaires des biens**

Mises à jour nécessaires, notamment suite visite sortie concession



## Installation des compteurs communicants

Rediscuter sur le calendrier proposé dans l'offre, qui est incompatible avec calendrier négocié avec Agence de l'eau Adour-Garonne, soit équipement en 2024 des points autorisés à plus de 30 000 m<sup>3</sup> : or, que les débitmètres ASA et compteurs standards sur axes prioritaires (rationalisation coûts pose) !

Réseau antennes pour couverture : que 7 prévues, clause de revoyure au-delà ?

## Pluviomètres

Offre prévoit des tranchées et la pose de gaines jusqu'au local ? pourquoi pas télétransmission radio ? ou installation sur local (plupart des bâtiments dégagés)  
Chiffrage de la maintenance de ces pluviomètres optionnels est-il inclus dans charges CEP actuel ?

## 5.3- Remarques complémentaires spécifiques au lot 2

### CEP

#### Produits d'exploitation :

Discussion sur l'hypothèse de consommation moyenne prise pour simulation des recettes

#### Cas particulier recettes bassin des Arrats et Osse

« Avec réforme tarifaire de 2023, nouvelle règle de répartition des recettes au prorata des % de recettes calculés sur la ventilation de 2022 »

Demander des explications plus claires ?

#### Produits divers

La réversion complémentaire pour les ouvrages du CD32 en provenance de l'augmentation de redevance sur la Neste en 2023 est-elle intégrée ?

#### Sous-Traitance :

Proposition 15 084 € (/ 9 850 € dans CEP du contrat 2019-2023), soit + 53 %  
Justifier cette augmentation

#### Electricité

Optimisation charges Ei ; expliciter le cas de la station de pompage de Mouchès

#### Renouvellement

Dans CEP : Tous les travaux de maintenance /renouvellement affichés dans ligne « Provisions »  
Dissocier enveloppe de maintenance et enveloppe de renouvellement





#### 5.4- Remarques complémentaires spécifiques au lot 3

##### Redevance proposée

Discussion sur l'augmentation tarifaire : + 9 € soit + 26 % pour conso moyenne de 58 %

##### CEP

##### Amortissement des investissements :

2 nouvelles stations hydro demandées : estimation à 32 005 €

Ce coût paraît très élevé : préciser le détail de l'estimation

##### Sous-traitance

Expliquer la baisse par rapport au contrat actuel

#### 6. Synthèse des décisions de la CDSP lors de la réunion du 21 septembre 2023 :

##### La commission a délibéré favorablement :

- Sur la recevabilité et la complétude du dossier de candidature déposé par la CACG pour chacun des trois lots déposés par la CACG ;
- Sur la recevabilité et la complétude du dossier d'offre déposé par la CACG pour chacun des trois lots déposés par la CACG ;
- Pour autoriser le président de l'EPTB et de la commission de délégation de service public à négocier les termes des contrats de délégation pour les lots 1, 2 et 3 ;
- Pour procéder aux discussions avec le candidat sur la base des remarques et demandes de précisions, justifications et compléments consignés au PV de la commission





## RAPPORT D'AVIS DE LA COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) DE L'INSTITUTION ADOUR DU 7 NOVEMBRE 2023

**CSP 07072023**

### Objet de la consultation

**Lot 1 : Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant à l'Institution Adour sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, Midour et Douze, Arros et Bouès :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, déploiement d'équipements, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033**

**Lot 2 : Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant au Département du Gers sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2028**

**Lot 3 : Concession de service public pour l'exploitation du réservoir appartenant à la Communauté des communes des Luys en Béarn sur les sous-bassins du Géés et Luy de Béarn amont :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033**



## I - CONTEXTE - RAPPELS PROCÉDURE ET CONSULTATION

Le Contexte et périmètre de la consultation et le déroulement de la consultation sont présentés dans le PV de la 1<sup>ère</sup> réunion de la commission de délégation de services publics de l'Institution Adour tenue le 21 septembre 2023.

### Rappel des décisions de la CDSP lors de la réunion du 21 septembre 2023 :

La commission DSP du 21 septembre 2023 a délibéré favorablement :

- Sur la recevabilité et la complétude du dossier de candidature déposé par la CACG pour chacun des trois lots déposés par la CACG ;
- Sur la recevabilité et la complétude du dossier d'offre déposé par la CACG pour chacun des trois lots déposés par la CACG ;
- Pour autoriser le président de l'EPTB et de la commission de délégation de service public à négocier les termes des contrats de délégation pour les lots 1, 2 et 3 ;
- Pour procéder aux discussions avec le candidat sur la base des remarques et demandes de précisions, justifications et compléments consignés au PV de la commission.

### La phase de négociations a été menée entre le 22 septembre et le 31 octobre 2023 :

- Envoi à la CACG des premières questions et demandes de précisions le 28 septembre, avec invitation à la 1<sup>ère</sup> réunion de négociation du 3 octobre ;
- Transmission par la CACG d'une 1<sup>ère</sup> note de réponses en date du 2 octobre ;
- Envoi à la CACG le 6 octobre du compte rendu de la 1<sup>ère</sup> réunion de négociation et d'une deuxième série de questions et demandes de précisions, avec invitation à la 2<sup>ème</sup> réunion de négociation du 11 octobre ;
- Transmission par la CACG d'une 2<sup>ème</sup> note de réponses en date du 11 octobre ;
- Envoi à la CACG le 19 octobre du compte rendu de la 2<sup>ème</sup> réunion de négociation et demandes de compléments et modifications à remettre pour le 25 octobre ;
- Transmission par la CACG des documents amendés en date du 25 octobre ;
- Derniers ajustements demandés à la CACG le 27 octobre 2023 ;
- Réponses de la CACG et documents amendés transmis par la CACG le 31 octobre 2023.

Tous ces échanges ont été consignés dans un document amendé au fil des négociations et intitulé « CSP-2024-33\_Note\_Détails-Negociations\_VF\_31.10.23 » joint en annexe (un code couleur permet de retracer l'historique des échanges).

## III - CDSP DU 7 NOVEMBRE 2023

### 1. Ordre du jour de la CDSP du 7 novembre 2023

La convocation a été adressée par courriel et courrier le 31 octobre 2023 aux membres de la commission de délégation de service public.

#### Etaient invités :

Les membres titulaires

- Monsieur Paul CARRERE,
- Monsieur Thierry CARRERE,
- Mme Dominique DEGOS
- Monsieur Bernard POUBLAN
- Mme Céline SALLES
- Mme Véronique THIRAULT





L'Inspecteur expert de la DDETSPP - service concurrence, consommation et répression des fraudes

La Payeuse départementale des Landes

Les membres des collectivités associées dans le cadre du groupement de commande :

- Monsieur le Président du Département du Gers ou son représentant
- Monsieur le Président de la Communauté des communes des Luys en Béarn, ou son représentant

En date du 2 novembre, ont été invités les membres suppléants de la CDSP :

- Mme Agathe BOURRETERE
- M. Pierre BRAU-NOGUE
- M. Charles PELANNE
- Mme Nathalie BARROUILLET
- M. Marc SAINT-ESTEVEN

**Ordre du jour :**

- Présentation des contrats négociés par le président (projets de contrat et comptes prévisionnels d'exploitation)
- Avis de la CDSP sur les propositions des 3 lots.

**Etaient présents en visio-conférence :**

Les membres titulaires

- M. Paul CARRERE
- M. Thierry CARRERE,
- Mme Dominique DEGOS
- M. Bernard POUBLAN
- Mme Céline SALLES
- Mme Véronique THIRAULT

Un membre suppléant :

- M. Charles PELANNE

Les membres des collectivités associées dans le cadre du groupement de commande :

- Monsieur le Président du Département du Gers ou son représentant :
  - o Mme Céline SALLES, Vice-Présidente du Conseil Départemental du Gers
  - o M. Florent BARAT, responsable du service Eau
- Monsieur le Président de la Communauté des communes des Luys en Béarn, ou son représentant :
  - o M. CUYAUBE élu,
  - o M. David BRIANCON directeur du pôle Aménagement et développement durable

Les services de l'Institution Adour

- Didier PORTELLI, directeur général des services
- Stéphane SIMON, responsable du service Ressource en eau

**Etaient excusés :**

L'Inspecteur expert de la DDETSPP - service concurrence, consommation et répression des fraudes

La Payeuse départementale des Landes





## 2. Eléments de synthèse des négociations présentés

### **Compte d'exploitation prévisionnel (CEP):**

#### - Objectifs recherchés dans la négociation :

Transparence générale sur les chiffrages

Détail sur les coûts en personnel et affectation détaillée des ETP

Détail des contrats de sous-traitance et prestations d'exploitation

Détail des frais financiers dont fonds de roulement

#### - Proposition tarifaire finale :

Justification des coûts ligne à ligne avec précisions détaillées sur les prestations et interventions entrant dans le périmètre du contrat concessif ayant entraîné des modifications des charges au CEP

Justification des ETP affectés au contrat entraînant une baisse des charges

#### **Lot 1 :**

Recettes de fonctionnement en diminution de 280.000€ sur 10 ans du fait de la convergence tarifaire  
Arros lissée sur 5 années

Dépenses de fonctionnement en diminution de 150.000€/an permettant la hausse de réversion :

*Baisse des frais de gestion d'établissement de contrats (-13.000 /an) - Baisse de 1,6 ETP affecté à la DSP - Suppression des frais financiers fond de roulement (-42.000/an) – Erreur sur intérêts en notre faveur sur investissement (-1%/tx à 4.5)*

#### **Lot 2 :**

Recettes de fonctionnement en hausse de 60.000€/an mutualisation sur La Neste

Dépenses de fonctionnement en hausse de 35.000€/an englobant :

*Hausse de la réversion - Coût de la sous-traitance - Frais énergétiques station de pompage - Suppression des frais financiers fond de roulement*

#### **Lot 3 :**

Recettes de fonctionnement baisse de 2.200€/an grâce à la réduction des dépenses répercutée sur le montant de la part fixe de la redevance appelée auprès des usagers préleveurs

Dépenses de fonctionnement en baisse de 2.400€/an englobant :

*Suppression des frais financiers fond de roulement - Redimensionnement des travaux station de mesure*

A noter que le suivi de la qualité des eaux a été intégré dans les prestations sans incidence sur les charges.

### **Provisions renouvellement et maintenance**

#### - Objectifs recherchés dans la négociation :

Maîtrise de la consommation effective des sommes affectées au renouvellement et à la maintenance.

Remboursement de l'enveloppe en fin de CSP si non consommée en totalité

Montant permettant un niveau de maintenance en rapport avec les besoins réels du parc de réservoirs





- Proposition tarifaire finale :

**Lot 1 :**

Programmation concertée des travaux de maintenance avec suivi annuel, réajustement de programmation à n+1 et remboursement des provisions à l'issue de la CSP si non réalisé

Provisions fixées à 700.698 €HT/an ce qui correspond à une prestation de bon niveau vérifiée sur la base de la liste détaillée de la programmation et des priorisations

**Lot 2 :**

Provision fixée à 102.826 €HT/an conformément aux besoins des travaux sur la modernisation électrique, le renouvellement de stations hydrométriques et les interventions nécessaires sur l'ouvrage d'Astarac pour le génie civil et la vanne de vidange

**Lot 3 :**

Provision fixée à 9652 conformément aux besoins des travaux sur la station de mesure aval et modernisation électrique des installations dans le local en pied de barrage

**Réversion**

- Objectifs recherchés dans la négociation :

Réversion à négocier en hausse par rapport aux propositions initiales mais aussi par rapport aux contrats précédents (lot 1 et lot 2)

Couverture à minima des frais inhérents à la gestion des réservoirs (impôts, assurances, redevances, sécurité, suivi qualité des eaux, personnel)

- Proposition tarifaire finale :

**Lot 1 :**

Initialement proposée à 156.000 €HT/an la réversion est portée à 330.000€

La structure de réversion reste inchangée [Part fixe réversion Part variable1 (10%) Part variable2 (50%)]

**Lot 2 :**

Initialement proposée à 1.150/an la réversion est portée à 32.000 €

**Lot 3 :**

Sans objet

**Structure de la redevance :**

- Objectifs recherchés dans la négociation :

De façon globale, maîtrise de l'évolution tarifaire dans un contexte de hausse générale des prix et des matières premières





- Proposition tarifaire finale :

**Lot 1 : Ouvrages de l'Institution Adour**

Rééquilibrage tarifaire entre réservoirs et sous bassins et convergence tarifaire pour l'Arros (réservoir de l'Arrêt Darré)

Structuration vertueuse et incitative en termes d'économie d'eau donc en lien avec la consommation réelle (progressivité/quotas et consommation)

Valeur tarifaire de référence stabilisée pour les 10 ans du contrat

*Sous bassin Adour, Bahus, Gabas-Lès, Louts, Louet :*

Sur base consommation moyenne par sous-bassin passe à : 2024 valeur /ha entre 65,84 et 74,12 (pour mémoire 2023 valeur/ha 61,40 à 68,96€)

Hausse tarifaire nouveau contrat < 7,5% (pour mémoire variation 2022/2023 = 8,1 à 10% et contrat DSP 2019 hausse 10 à 16%)

*Sous bassin Midou-Douze :*

Sur base consommation moyenne par sous-bassin passe à : 2024 valeur /ha entre 50,00 et 50,18 (pour mémoire 2023 valeur/ha 48,34 à 48,51€)

Hausse tarifaire nouveau contrat < 3,5% (pour mémoire variation 2022/2023 = 8,1% et contrat DSP 2019 hausse 8 à 10%)

*Sous bassin Arros - Estéous :*

Modification de la structuration de la redevance qui était forfaitaire indépendamment de la consommation et qui devient progressive comme sur les autres sous-bassins. Recherche d'une fonction incitative en termes d'économie d'eau donc en lien avec la consommation réelle et les quotas.

Convergence tarifaire lissée sur 5 ans contre une proposition initiale de la CACG d'alignement en une fois pour Arros Amont et Arros Aval qui aurait conduit à des augmentations respectives dès 2024 sur nouvelle DSP de 325% (16,72€/ha à 71,07€/ha) et 129% (33,40€/ha à 76,47€/ha) sur base consommation moyenne.

Du fait de la structuration de la redevance, l'Estéous bénéficierait d'une baisse tarifaire de l'ordre de 25% sur la base des consommations moyennes.

Montants moyens des redevances par sous-bassins

|   | Arros amont (de la réalimentation Arrêt-Darré) | Arros aval                      | Estéous |
|---|--|---------------------------------|---------|
| Quota (en m <sup>3</sup> /Ha) [équivalent pour Estéous] | 1900   | 1900                            | 2100    |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)                | 42   | 62                              | 42      |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha)                | 14,31  | 28,62                           | 85,98   |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                         | 16,72  | 33,40                           | 99,78   |
| Évolution redev 2023/2022 (%)                           | 16,8   | 16,7                            | 16,1    |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                         | Si application directe<br>71,07                | Si application directe<br>76,47 | 74,77   |
| Évolution redev 2024/2023 (%)                           | 325 %  | 129 %                           | - 25,1  |





| Progressivité tarif Arros aval    | sur 5 ans (+ 20%/an) |         |         |         |         |
|-----------------------------------|----------------------|---------|---------|---------|---------|
| (Arros aval : 6846/7181 Ha)       | 2024                 | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    |
| appliquée / part fixe + conso moy |                      |         |         |         |         |
| prix payé si conso moyenne        | 42,01 €              | 50,63 € | 59,24 € | 67,86 € | 76,47 € |
| augmentation en € /2023           | 8,61 €               |         |         |         |         |
| augmentation en %/2023            | 26%                  |         |         |         |         |
| augmentation annuelle en €        |                      | 8,61 €  | 8,61 €  | 8,61 €  | 8,61 €  |
| augmenattion annuelle en %        |                      | 21%     | 17%     | 15%     | 13%     |

| Progressivité tarif Arros amont   | sur 5 ans (+ 20%/an) |         |         |         |         |
|-----------------------------------|----------------------|---------|---------|---------|---------|
| (Arros amont : 333 /7181 Ha)      | 2024                 | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    |
| appliquée / part fixe + conso moy |                      |         |         |         |         |
| prix payé si conso moyenne        | 27,59 €              | 38,46 € | 49,33 € | 60,20 € | 71,07 € |
| augmentation en € /2023           | 10,87 €              |         |         |         |         |
| augmentation en %/2023            | 65%                  |         |         |         |         |
| augmentation annuelle en €        |                      | 10,87 € | 10,87 € | 10,87 € | 10,87 € |
| augmenattion annuelle en %        |                      | 39%     | 28%     | 22%     | 18%     |

### Sous-bassin du Bouès

Nouvelle redevance instaurée en 2023 lors de la réforme tarifaire du système Neste, soit une hausse de 35% entre 2022 et 2023

### Redevance location de compteurs

En plus de la redevance pour service rendu, les usagers des axes réalimentés par l'Institution Adour paieront l'amortissement du prix d'achat des compteurs, sous forme d'une location annuelle lissée sur la durée du contrat.

#### Précisions apportées lors 2<sup>ème</sup> réunion de négociation du 11 octobre

|                              | Nb de compteurs | Montant de la redevance (€ HT) |
|------------------------------|-----------------|--------------------------------|
| Diamètre < 80                | 176             | 87.00 + 25                     |
| 80 < D < 100 => 80 ≤ D ≤ 100 | 972             | 100.00 + 25                    |
| D > 100                      | 148             | 143.00 + 25                    |

Le montant de la redevance de télétransmission, proposée à 25€, concerne également les ASA équipées de débitmètres électromagnétiques.

### Lot 2 : Ouvrages du département du Gers

#### Sous-bassin Arrats et Osse (tarification du Décret Neste, déjà appliquée en 2023)

|                           | Quota de 4 000 m <sup>3</sup> /l/s                | Rappel avant 2023               | Instaurée en 2023       |
|---------------------------|---|---------------------------------|-------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire                           | Forfait de 0 à 100 % du quota : | 110 € /l/s              |
|                           | Part prop conso 1 (0-2500 m <sup>3</sup> /l/s)    |                                 | 0,0125 €/m <sup>3</sup> |
|                           | Part prop conso 2 (2500-3000 m <sup>3</sup> /l/s) | 97,44 € / l/s                   | 0,02 € / m <sup>3</sup> |
|                           | Part prop conso 3 (3000-4000 m <sup>3</sup> /l/s) | (équivalent 58,46 €/Ha)         | 0,05 € / m <sup>3</sup> |
|                           | Pénalités pour dépassement                        | €/ m <sup>3</sup>               | 0,20 € / m <sup>3</sup> |





Montants moyens des redevances des redevances des sous-bassins Arrats et Osse :

**Forte augmentation entre 2022 et 2023 dans le cadre de la réforme tarifaire système Neste**

|  | Arrats                                     | Lizet - Osse         |
|--|--|----------------------|
| Quota [équivalent $m^3/Ha$ ] (en $m^3/l/s$ )           | [2400] 4000                                | [2400] 4000          |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)               | 43   | 33,4                 |
| Redevance 2022 forfaitaire en €/ l/s (équivalent €/Ha) | 97,44 (58,46)                              | 97,44 (58,46)        |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                        | <b>131,5 (78,9)</b>                        | <b>126,7 (76,02)</b> |
| Évolution redev 2023/2022 (%)                          | <b>34,9</b>                                | <b>30</b>            |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                        | 131,5 €/ l/s + ?*                          | 126,7 €/ l/s + ?*    |
| Évolution redev 2024/2023 (%)                          | (*selon coef actualisation 2024 non connu) |                      |

*Sous-bassins Auvignons, Gélise, Auzoue*

|                           | Quota de 4 000 $m^3/l/s$                    | Rappel jusqu'en 2023   | Instaurée en 2024 |
|---------------------------|---|--|-------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire                     | Forfait de 0 à 100 % du quota :<br><br>113,084 €/ l/s<br>(équivalent 67,85 €/Ha) | 110 €/ l/s        |
|                           | Part prop conso 1<br>(0-2500 $m^3/l/s$ )    |  | 0,0125 €/m3       |
|                           | Part prop conso 2<br>(2500-3000 $m^3/l/s$ ) |  | 0,02 €/ m3        |
|                           | Part prop conso 3<br>(3000-4000 $m^3/l/s$ ) |  | 0,05 €/ m3        |
|                           | Pénalités pour dépassement                  | €/ m3  | 0,20 €/ m3        |

Montants moyens des redevances par sous-bassins

|   | Auvignons                                  | Gélise                             | Auzoue                             |
|---|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Quota ( $m^3/l/s$ ) [en équivalent $m^3/Ha$ ] | (2500) [1500]                              | (2430) [1458]                      | (2430) [1458]                      |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)      | 27   | 37                                 | 35                                 |
| Redevance 2022 forfaitaire en €/l/s (€/Ha)    | 97,44 €/l/s (58,47)                        | 97,44 (58,47)                      | 97,44 (58,47)                      |
| Redev.2023 forfaitaire (€/Ha)                 | 113,08 €/l/s (67,85)                       | 113,08 €/l/s (67,85)               | 113,08 €/l/s (67,85)               |
| Évolution redev 2023/2022 (%)                 | 16,1                                       | 16,1                               | 16,1                               |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)               | 118,44 €/ l/s + ?*<br>(71,06 + ?*)         | 121,24 €/ l/s + ?*<br>(72,74 + ?*) | 120,63 €/ l/s + ?*<br>(72,38 + ?*) |
|   | (*selon coef actualisation 2024 non connu) |                                    |                                    |
| Évolution redev 2024/2023 (%)                 | > 3,2                                      | > 4,9                              | > 4,5                              |





### Lot 3 – Ouvrage de la CC des Luys en Béarn :

|                           |                                    | Rappel 2019 - 2023 | Proposition 2024 - 2033 |
|---------------------------|------------------------------------|--------------------|-------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe forfaitaire              | 21,5 €/Ha          | 29 €/Ha                 |
|                           | Part prop conso 1 (<80 % quota)    | 0,01 €/ m3         | 0,013 €/ m3             |
|                           | Part prop conso 2 (80-100 % quota) | 0,02 €/ m3         | 0,025 €/ m3             |
|                           | Pénalités pour dépassement         | 0,17 €/ m3         | 0,20 €/ m3              |

### Montants moyens des redevances du sous-bassin

|   | Serres-Castet - Gees - Luy Béarn amont |
|---|--|
| Quota en m <sup>3</sup> /Ha               | 1320                                   |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)* | 58                                     |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha)  | 31,87                                  |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)           | 34,34                                  |
| Évolution redev 2023/2022 (%)             | 8                                      |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)           | 38,95                                  |
| Évolution redev 2024/2023 (%)             | 13,4                                   |

\* Pas de discrimination entre consommations du Midour amont et Midour aval, Douze amont et Douze aval

Suite à la phase de négociation, l'incidence tarifaire est une nouvelle augmentation de la redevance, de l'ordre de 13,5 % par rapport à 2023 pour une consommation moyenne du quota.

Pour mémoire, l'augmentation de la redevance entre 2022 et 2023 liée à l'actualisation de la formule indiciaire a été de 8% pour la consommation moyenne.

### 3. Délibération de la CDSP lors de la réunion du 7 novembre 2023 :

Considérant l'économie générale des contrats à l'issue des négociations avec le candidat, la commission a délibéré favorablement :

- Sur les conditions et les clauses contractuelles des trois lots mis en concurrence,
- Sur le contenu et le montant des provisions pour renouvellement et maintenance négociées,
- Sur le montant de la réversion contractuelle,
- Sur les propositions tarifaires en matière de redevances auprès des usagers préleveurs.





## RAPPORT DU CHOIX DU PRESIDENT

### Objet de la consultation

**Lot 1 : Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant à l'Institution Adour sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, Midour et Douze, Arros et Bouès :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, déploiement d'équipements, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033**

**Lot 2 : Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant au Département du Gers sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2028**

**Lot 3 : Concession de service public pour l'exploitation du réservoir appartenant à la Communauté des communes des Luys en Béarn sur les sous-bassins du Géés et Luy de Béarn amont :**

**Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033**



## I - CONTEXTE - RAPPEL DU PERIMETRE DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de ses missions, l'Institution Adour œuvre pour une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de leurs usages dans le bassin. Elle possède notamment 22 réservoirs de soutien d'étiage et gère le volume de 5 autres réservoirs, pour un volume total stocké de 85 Mm<sup>3</sup>.

Dans le cadre de ses statuts, l'Institution Adour assure la gestion des ouvrages hydrauliques situés sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Boues et du sous-bassin de l'Arros-Estéous.

Le Département du Gers est une collectivité territoriale, qui parmi ses nombreuses compétences, participe à une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages sur son territoire.

Dans le cadre de sa compétence générale, le Département du Gers assure la gestion des ouvrages hydrauliques situés sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue.

La Communauté des communes (CC) des Luys en Béarn est une collectivité territoriale, qui parmi ses nombreuses compétences, participe à une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages sur son territoire.

Dans le cadre de ses compétences, la CC des Luys en Béarn assure la gestion de l'ouvrage hydraulique situé sur les sous-bassins du Géés - Luy de Béarn amont.

Les aménagements sont constitués de barrages en remblai compacté et des ouvrages hydrauliques associés (stations hydrométriques, stations et canalisations de transferts, stations pour le remplissage complémentaire des réservoirs, pluviomètres).

La gestion de ces ouvrages (maintenance et exploitation des équipements, gestion de l'eau et des facturations), fait actuellement l'objet :

- pour les ouvrages de l'Institution Adour :

- d'un contrat de concession de service public pour les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahu, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023,
- d'un contrat de délégation de service public pour le sous-bassin du Bouès, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023,
- d'un contrat de concession d'aménagement pour le sous-bassin de l'Arros et ses avenants successifs, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023 ;

- pour les ouvrages du Département du Gers : d'un contrat de concession d'aménagement pour les sous bassins versants de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023 ;

- pour l'ouvrage de la Communauté des communes des Luys en Béarn : d'un contrat de concession de service public, pour l'exploitation du réservoir de Serres-Castet, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023.

L'assemblée délibérante de l'Institution Adour réunie en date du 8 mars 2023, a approuvé le principe de la concession de service public de type affermage relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahu, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Boues et du sous-bassin de l'Arros-Estéous.

L'assemblée délibérante du Département du Gers, réunie en date du 24 mars 2023 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) sur les sous bassins versants de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue.





L'assemblée délibérante de la communauté de communes des Luys en Béarn, réunie en date du 9 mars 2023 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation du réservoir de soutien d'étéage de Serres-Castet (et ses ouvrages annexes) sur les sous-bassins du Géés et Luy de Béarn.

En complément, l'assemblée délibérante de la communauté de communes des Luys en Béarn, réunie en date du 5 juillet 2023, a décidé de confier au futur concessionnaire la réalisation, la mise en service puis la maintenance et la gestion pendant la durée du contrat, de deux stations automatisées de mesures des débits entrant dans le réservoir sur les ruisseaux du Géés et du Bédât pour améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau. En conséquence de ces investissements, il est proposé de porter la durée de la concession à 10 ans pour ce contrat.

Les trois collectivités ont donc décidé de confier l'exploitation du service public de gestion de leurs ouvrages hydrauliques et de leurs équipements annexes à un opérateur économique, privé ou public dans le cadre d'une convention de concession de service public suivant les dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au sens de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, et du décret 2016-86 du 1er mars 2016 précisé par arrêté du 21 mars 2016.

#### Convention de groupement de commande en date du 20 avril 2023

À la demande du Département du Gers et de la Communauté de communes des Luys en Béarn, un groupement de commande a été formalisé avec l'Institution Adour afin de procéder à une consultation groupée de délégation de gestion des ouvrages barrages-réservoirs de réalimentation multiusages de chaque collectivité.

Les groupements de commande peuvent être constitués entre différents acheteurs publics. Ces groupements de commande ont pour avantage de faciliter la mutualisation des procédures de marchés et de contribuer à la réalisation d'économies sur les achats (article L.3112-1 et suivants du code de la commande publique, articles L.1411-5 et L.1411-5-1 du code général des collectivités territoriales).

Les groupements de commande font l'objet d'une convention constitutive qui est signée entre leurs membres. Elle définit les modalités de fonctionnement du groupement. Cette convention a désigné l'Institution Adour comme coordonnateur du groupement, chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par la procédure concessive, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants dans le cadre de la présente consultation.

Chaque membre du groupement s'engage, dans la convention, à faire délibérer ses instances sur le choix du cocontractant proposé dans le rapport du Président de l'Institution Adour, à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés.

La convention fixe les règles de constitution des membres de la commission de délégation de service public du groupement qui est présidée par le représentant du coordonnateur.

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement, pour ce qui la concerne, reste responsable de signer le marché et de s'assurer de sa bonne exécution.

#### Périmètre de la consultation

Dans le cadre de la présente mise en concurrence à conduire en matière de délégation de gestion des réservoirs de soutien d'étéage à vocation multiusages sont concernés les ouvrages suivants, répartis en trois lots :

Lot 1 : pour l'Institution Adour, la liste des ouvrages à exploiter concerne cinq sous-bassins :

Sur le secteur Midour-Douze : les réservoirs de Saint-Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré sur la Douze; Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros et Arthez sur le Midour ;

Sur le secteur de l'Adour moyen : les réservoirs du Brousseau (+ gestion des eaux de la retenue de Latrille), Lourden, Renung, Miramont, Fargues et Louet ;

Sur le secteur du Luys de France et de Béarn : les réservoirs du Balaing et Ayguelongue (+ gestion des eaux d'une part du réservoir de l'Aubin) ;

Sur le secteur du Louts : le réservoir d'Hagetmau ;

Sur le secteur du Gabas et des Léés : les réservoirs du Gabas (+ gestion des eaux d'une part du réservoir du Gabassot) et Coudures ;

Sur le secteur Arros : le réservoir de l'Arrêt-Darré ;





Sur le secteur du Bouès : les réservoirs de Tillac et Cassagnaou.

Lot 2 : pour le Département du Gers, sont concernées les ouvrages suivants :

Astarac, barrage-réservoir situé sur les communes d'Aussos et Bézues-Bajon sur le bassin versant de l'Arrats, Bousquetara, bassin versant des Auvignons, barrage-réservoir situé sur les communes de Caussens et Condom, Candau, bassin versant de la Gélise, barrage-réservoir situé sur les communes de Castillon-Debats et Lupiac, Lizet, bassin versant de l'Osse, barrage-réservoir situé sur les communes d'Estipouy et Montesquiou, Saint Laurent, bassin versant de l'Auzoue, barrage-réservoir situé sur les communes d'Armous-et-Cau, Bassoues, Gazax-et-Baccarisse et Peyrusse-Grande.

Lot 3 : pour la communauté de commune des Luys en Béarn, est concernée la retenue du Gées située sur les communes de Navailles-Angos et Serres-Castet.

Pour chaque lot, les prestations de la concession portent sur la maintenance et l'exploitation des équipements, (et installation de nouveaux équipements pour les lots 1 et 3), la gestion de l'eau et des facturations.

La durée de la CSP pour les lots 1 et 3 est de 10 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2033 ; la durée de la CSP pour le lot 2 est de 5 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Au vu de l'avis de la commission de délégation de service public de l'EPTB, Monsieur le Président de l'Institution Adour ou son représentant, accompagné des représentants élus et techniciens du Département du Gers et de la CC Luys en Béarn pour les lots 2 et 3, engagera librement toute discussion utile avec une ou les entreprises ayant présenté une offre.

Le Président ou son représentant saisira ensuite l'assemblée délibérante de chaque autorité concédante sur la base du rapport du choix l'entreprise après avoir réuni la commission de délégation de service public, laquelle aura délibéré. Elle lui transmettra le rapport de la commission concernant l'Analyse les offres, l'avis émis et le procès-verbal d'analyse des offres précisant les motifs de son choix et l'économie générale du contrat.



## II - CONSULTATION

### 1. Lancement de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprenait les pièces suivantes :

- règlement de consultation (RC) ;
- Lot 1 « Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant à l'Institution Adour sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys, Midour et Douze, Arros et Bouès :  
Maintenance et exploitation des ouvrages, déploiement d'équipements, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033 » :
  - Projet de contrat de concession
  - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)
- Lot 2 « Concession de service public pour l'exploitation des réservoirs appartenant au Département du Gers sur les sous-bassins de l'Arrats, des Auvignons, de la Gélise, de l'Osse et de l'Auzoue :  
Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2028 » :
  - Projet de contrat de concession
  - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)
- Lot 3 « Concession de service public pour l'exploitation du réservoir appartenant à la Communauté des communes des Luys en Béarn sur les sous-bassins du Gées et Luy de Béarn amont :  
Maintenance et exploitation des ouvrages, gestion de l'eau et des facturations - Campagnes 2024 à 2033 » :
  - Projet de contrat de concession
  - Documents annexes (éléments techniques, conventions, arrêtés, modèle de rapport annuel, cartes,...)

La publicité a été effectuée sur les supports suivants :

- JOUE, avis d'appel public à la concurrence émis le 7 juillet 2023 et publié le 11 juillet 2023 sous le n° 2023/S132-420216
- BOAMP, avis d'appel public à la concurrence émis le 7 juillet 2023 et publié le 10 juillet 2023 sous le n° 23-96446
- Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment émis le 7 juillet 2023 et publié le 21/07/2023
- La plateforme des marchés publics <https://marchespublics.landespublic.org>, le 7 juillet 2023

La remise des offres était fixée au mardi 5 septembre 2023 à 23h55.

### 2. Retrait du DCE

5 retraits du dossier de consultation des entreprises ont été opérés entre le 10 et le 18 juillet, par 4 opérateurs économiques différents (2 retraits consécutifs par la CACG)

| N°    | Raison sociale                      | Nom       | Prénom    | Adresse électronique        | Horodatage       | Identifiant Entreprise | Adresse postale                              | Téléphone      | Fax            | Fichiers téléchargés (attention, en cas d'export Excel le nombre de caractères est limité à 255 caractères. Veuillez exporter le registre au format PDF pour voir l'intégralité des fichiers téléchargés.) | Envois postaux complémentaires | Observations |
|-------|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------------------------|------------------|------------------------|--|----------------|----------------|--|--------------------------------|--------------|
| EI. 1 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GASCOGNE | DAURENSAN | Nicolas   | commercial@cacg.fr          | 10/07/2023 07:57 | FR - 592780233 00017   | CHE DE LALETTE 65000 TARBES France           | 05.62.51.71.49 |                | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 2 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GASCOGNE | DAURENSAN | Nicolas   | commercial@cacg.fr          | 10/07/2023 08:00 | FR - 592780233 00017   | CHE DE LALETTE 65000 TARBES France           | 05.62.51.71.49 |                | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 3 |                                     | HASTOY    | JEAN MARC | administratif@hastoy-btp.fr | 10/07/2023 08:34 | FR -                   | France                                       |                |                | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 4 | SAUR                                | CALAS     | VERONIQUE | saur-be.toulouse@saur.fr    | 10/07/2023 12:03 | FR - 339379984 03889   | 7 AV MERCURE 31130 QUINT- FONSEGRIVES France | 05-62-57-31-82 | 05-62-57-31-78 | DCE intégral   |                                |              |
| EI. 5 | SOC GERANCE DISTRIBUTIONS EAU       | GANESINI  | CAROLE    | commercial@sogedo.fr        | 18/07/2023 15:21 | FR - 301192803 00262   | 4 PL DES JACOBINS 69002 LYON 2EME France     | 0472778526     |                | DCE intégral   |                                |              |





### 3. Registre des dépôts

L'ensemble des offres reçues a été déposé dans les délais, via la plateforme des marchés publics.  
Un seul opérateur économique a déposé 2 offres :

| N°   | Raison sociale                 | Nom       | Prénom  | Adresse électronique | Horodatage          | Identifiant Entreprise | Adresse postale                        | Téléphone      |
|------|--------------------------------|-----------|---------|----------------------|---------------------|------------------------|--|----------------|
| EL 1 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | DAURENSAN | Nicolas | commercial@cacg.fr   | 05/09/2023 11:08:05 | FR - 592780233 00017   | Chemin de l'Alelle 65000 TARBES France | 05.82.51.71.48 |
| EL 2 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | DAURENSAN | Nicolas | commercial@cacg.fr   | 05/09/2023 18:35:33 | FR - 592780233 00017   | Chemin de l'Alelle 65000 TARBES France | 05.82.51.71.48 |

### 4. Ouverture des plis :

Selon les dispositions introduites par l'article 65 de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique entrée en vigueur le 28 décembre 2019, il n'est plus nécessaire que la commission de DSP procède à l'ouverture des candidatures et des offres.

Les services de l'Institution Adour ont procédé le 7 septembre au matin à l'ouverture de la deuxième enveloppe déposée par la CACG.

Conformément à l'article 7 du règlement de la consultation, deux plis ayant été adressés ou transmis successivement par le même et seul candidat pour les 3 lots, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des plis a été ouvert.

#### Offres - Lot 1

| N° du pli<br>Horodatage       | Entreprise                     | Statut enveloppe<br>Offres - Lot 1                               |
|-------------------------------|--------------------------------|--|
| EL1<br>05/09/2023<br>11:08:05 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | Fermée   |
| EL2<br>05/09/2023<br>18:35:33 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | Ouverte en ligne Le : 07/09/2023 10:12<br>Par : Marie-Laure PONS |

#### Offres - Lot 2

| N° du pli<br>Horodatage       | Entreprise                     | Statut enveloppe<br>Offres - Lot 2                               |
|-------------------------------|--------------------------------|--|
| EL1<br>05/09/2023<br>11:08:05 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | Fermée   |
| EL2<br>05/09/2023<br>18:35:33 | CIE AMENAGEMENT COTEAUX DE GAS | Ouverte en ligne Le : 07/09/2023 10:13<br>Par : Marie-Laure PONS |



### Offres - Lot 3

| N° du pli<br>Horodatage       | Entreprise                        | Statut enveloppe<br><u>Offres - Lot 3</u>                           |
|-------------------------------|-----------------------------------|---|
| E11<br>05/09/2023<br>11:08:05 | CIE AMENAGEMENT<br>COTEAUX DE GAS | Fermée  |
| E12<br>05/09/2023<br>18:35:33 | CIE AMENAGEMENT<br>COTEAUX DE GAS | Ouverte en ligne Le :<br>07/09/2023 10:14<br>Par : Marie-Laure PONS |

## III - COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

### 1. Réunion de la CDSP du 21 septembre 2023

La commission a délibéré favorablement :

- Sur la recevabilité et la complétude du dossier de candidature et des offres pour chacun des 3 lots déposés par la CACG
- Pour autoriser le président de l'EPTB et de la commission de délégation de service public à négocier les termes des contrats de délégation pour les lots 1, 2 et 3
- Pour procéder aux discussions avec le candidat sur la base des remarques et demandes de précisions, justifications et compléments consignés au PV de la commission

(cf. : Procès-verbal CDSP du 21/09/2023)

### 2. Réunion de la CDSP du 7 novembre 2023

Considérant l'économie générale des contrats à l'issue des négociations avec le candidat, la commission a délibéré favorablement :

- Sur les conditions et les clauses contractuelles des trois lots mis en concurrence
- Sur le contenu et le montant des provisions pour renouvellement et maintenance négociées
- Sur le montant de la réversion contractuelle
- Sur les propositions tarifaires en matière de redevances auprès des usagers préleveurs

(cf. : Procès-verbal CDSP du 7/11/2023)

## IV - RESULTATS DES NEGOCIATIONS DES CONTRATS CSP

Sur la base de l'avis de la CDSP du 21/09/2023, le président de l'EPTB a conduit les discussions avec le candidat lors de deux réunions tenues en présentiel au siège de l'EPTB.

Sur la base des propositions initiales présentées pour les trois lots en CDSP le 21/09/2023, chaque réunion a fait l'objet préalablement de demandes écrites auprès du candidat afin d'obtenir des précisions, informations, justifications ou compléments aux clauses contractuelles et aux comptes prévisionnels d'exploitation.

- Jeudi 28 septembre 2023 : 1<sup>ère</sup> liste de questions adressées au candidat





- Lundi 2 octobre 2023 : Éléments de réponses de la CACG
- Mardi 3 octobre 2023 à 15h15 : 1<sup>ère</sup> Réunion de négociation en présentiel
- Vendredi 6 octobre 2023 : 2<sup>ème</sup> liste de questions adressées au candidat
- Mercredi 11 octobre matin : Éléments de réponses de la CACG
- Mercredi 11 octobre 2023 à 15h15 : 2<sup>ème</sup> réunion de négociation en présentiel
- Dépôt des ultimes corrections après négociations des offres des lots 1, 2 et 3 en date du 31 octobre 2023

(cf. : *Déroulé des négociations, septembre – octobre 2023, 31 octobre 2023*)

### 1) Compte d'exploitation prévisionnel (CEP):

- Objectifs recherchés dans la négociation :

Transparence générale sur les chiffrages

Détail sur les coûts en personnel et affectation détaillée des ETP

Détail des contrats de sous-traitance et prestations d'exploitation

Détail des frais financiers dont fonds de roulement

- Proposition tarifaire finale :

Justification des coûts ligne à ligne avec précisions détaillées sur les prestations et interventions entrant dans le périmètre du contrat concessif ayant entraîné des modifications des charges au CEP

Justification des ETP affectés au contrat entraînant une baisse des charges

#### **Lot1 :**

Recettes de fonctionnement en diminution de 280.000€ sur 10 ans du fait de la convergence tarifaire Arros lissée sur 5 années

Dépenses de fonctionnement en diminution de 150.000€/an permettant la hausse de réversion :

*Baisse des frais de gestion d'établissement de contrats (-13.000 /an) - Baisse de 1,6 ETP affecté à la DSP - Suppression des frais financiers fond de roulement (-42.000/an) – Erreur sur intérêts en notre faveur sur investissement (-1%/tx à 4.5)*

#### **Lot 2 :**

Recettes de fonctionnement en hausse de 60.000€/an mutualisation sur La Neste

Dépenses de fonctionnement en hausse de 35.000€/an englobant :

*Hausse de la réversion - Coût de la sous-traitance - Frais énergétiques stations de pompage - Suppression des frais financiers fond de roulement*



**Lot 3 :**

Recettes de fonctionnement baisse de 2.200€/an grâce à la réduction des dépenses répercutée sur le montant de la part fixe de la redevance appelée auprès des usagers préleveurs

Dépenses de fonctionnement en baisse de 2.400€/an englobant :

*Suppression des frais financiers fond de roulement - Redimensionnement des travaux station de mesure*

A noter que le suivi de la qualité des eaux a été intégré dans les prestations sans incidence sur les charges.

**2) Provisions renouvellement et maintenance**

- Objectifs recherchés dans la négociation :

Maitrise de la consommation effective des sommes affectées au renouvellement et à la maintenance.  
Remboursement de l'enveloppe en fin de CSP si non consommée en totalité

Montant permettant un niveau de maintenance en rapport avec les besoins réels du parc de réservoirs

- Proposition tarifaire finale :

**Lot 1 :**

Programmation concertée des travaux de maintenance avec suivi annuel, réajustement de programmation à n+1 et remboursement des provisions à l'issue de la CSP si non réalisé

Provisions fixées à 700.698 €HT/an ce qui correspond à une prestation de bon niveau vérifiée sur la base de la liste détaillée de la programmation et des priorisations

**Lot 2 :**

Provision fixée à 102.826 €HT/an conformément aux besoins des travaux sur la modernisation électrique, le renouvellement de stations hydrométriques et les interventions nécessaires sur l'ouvrage d'Astarac pour le génie civil et la vanne de vidange

**Lot 3:**

Provision fixée à 9.652 €HT/an conformément aux besoins des travaux sur la station de mesure aval et modernisation électrique des installations dans le local en pied de barrage

**3) Réversion**

- Objectifs recherchés dans la négociation :

Réversion à négocier en hausse par rapport aux propositions initiales mais aussi par rapport aux contrats précédents (lot 1 et lot 2)

Couverture à minima des frais inhérents à la gestion des réservoirs (impôts, assurances, redevances, sécurité, suivi qualité des eaux, personnel)

- Proposition tarifaire finale :





**Lot 1 :**

Initialement proposée à 156.000 €HT/an la réversion est portée à 330.000€

La structure de réversion reste inchangée et rétablie selon clé de répartition du contrat précédent [Part fixe Part variable1 (10%) Part variable2 (50%)]

**Lot 2 :**

Initialement proposée à 1.150/an la réversion est portée à 32.000 €

**Lot 3 :**

Sans objet

**4) Structure tarifaire de la redevance :**

- Objectifs recherchés dans la négociation :

De façon globale, maîtrise de l'évolution tarifaire dans un contexte de hausse générale des prix et des matières premières

- Proposition tarifaire finale :

**Lot 1 : Ouvrages de l'Institution Adour**

Structuration vertueuse et incitative en termes d'économie d'eau donc en lien avec la consommation réelle (progressivité/quotas et prélevés)

Rééquilibrage tarifaire entre réservoirs et sous bassins et convergence tarifaire pour l'Arros (réservoir de l'Arrêt-Darré)

Valeur tarifaire de référence stabilisée pour les 10 ans du contrat

*Sous bassin Adour, Bahus, Gabas-Lès, Louts, Louet :*

Sur base consommation moyenne par sous-bassin passe à : 2024 valeur /ha entre 65,84 et 74,12 (pour mémoire 2023 valeur/ha 61,40 à 68,96€)

Hausse tarifaire nouveau contrat < 7,5% (pour mémoire variation 2022/2023 = 8,1 à 10% et contrat DSP 2019 hausse 10 à 16%)

*Sous bassin Midou-Douze :*

Sur base consommation moyenne par sous-bassin passe à : 2024 valeur /ha entre 50,00 et 50,18 (pour mémoire 2023 valeur/ha 48,34 à 48,51€)

Hausse tarifaire nouveau contrat < 3,5% (pour mémoire variation 2022/2023 = 8,1% et contrat DSP 2019 hausse 8 à 10%)

*Sous bassin Arros - Estéous :*





Modification de la structuration de la redevance qui était forfaitaire indépendamment de la consommation et qui devient progressive comme sur les autres sous-bassins. Recherche d'une fonction incitative en termes d'économie d'eau donc en lien avec la consommation réelle et prenant en compte les quotas.

Convergence tarifaire lissée sur 5 ans contre une proposition initiale de la CACG d'alignement en une fois pour Arros Amont et Arros Aval qui aurait conduit à des augmentations respectives dès 2024 sur la nouvelle DSP de 325% (16,72€/ha à 71,07€/ha) et 129% (33,40€/ha à 76,47€/ha) sur la base de la consommation moyenne (4 années précédentes).

Du fait de la structuration de la redevance, l'Estéous bénéficierait d'une baisse tarifaire de l'ordre de 25% sur la base des consommations moyennes (4 années précédentes).

Montants moyens des redevances par sous-bassins

|   | Arros amont (de la réalimentation Arrêt-Darré) | Arros aval                      | Estéous |
|---|--|---------------------------------|---------|
| Quota (en m <sup>3</sup> /Ha) [équivalent pour Estéous] | 1900   | 1900                            | 2100    |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)                | 42   | 62                              | 42      |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha)                | 14,31  | 28,62                           | 85,98   |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                         | 16,72  | 33,40                           | 99,78   |
| Évolution redev 2023/2022 (%)                           | 16,8   | 16,7                            | 16,1    |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                         | Si application directe<br>71,07                | Si application directe<br>76,47 | 74,77   |
| Évolution redev 2024/2023 (%)                           | 325 %  | 129 %                           | - 25,1  |



| <b>Progressivité tarif Arros aval</b>    | <b>sur 5 ans (+ 20%/an)</b> |         |         |         |         |
|--|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|
| (Arros aval : 6846/7181 Ha)              | 2024                        | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    |
| <b>appliquée / part fixe + conso moy</b> |                             |         |         |         |         |
| prix payé si conso moyenne               | 42,01 €                     | 50,63 € | 59,24 € | 67,86 € | 76,47 € |
| augmentation en € /2023                  | 8,61 €                      |         |         |         |         |
| augmentation en %/2023                   | 26%                         |         |         |         |         |
| augmentation annuelle en €               |                             | 8,61 €  | 8,61 €  | 8,61 €  | 8,61 €  |
| augmenattion annuelle en %               |                             | 21%     | 17%     | 15%     | 13%     |
|  |                             |         |         |         |         |
| <b>Progressivité tarif Arros amont</b>   | <b>sur 5 ans (+ 20%/an)</b> |         |         |         |         |
| (Arros amont : 333 /7181 Ha)             | 2024                        | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    |
| <b>appliquée / part fixe + conso moy</b> |                             |         |         |         |         |
| prix payé si conso moyenne               | 27,59 €                     | 38,46 € | 49,33 € | 60,20 € | 71,07 € |
| augmentation en € /2023                  | 10,87 €                     |         |         |         |         |
| augmentation en %/2023                   | 65%                         |         |         |         |         |
| augmentation annuelle en €               |                             | 10,87 € | 10,87 € | 10,87 € | 10,87 € |
| augmenattion annuelle en %               |                             | 39%     | 28%     | 22%     | 18%     |

### Sous-bassin du Bouès

Nouvelle redevance instaurée en 2023 lors de la réforme tarifaire du système Neste, soit une hausse de 35% entre 2022 et 2023

### Lot 2 : Ouvrages du département du Gers

#### Sous-bassin Arrats et Osse (tarification du Décret Neste, déjà appliquée en 2023)

|                           | Quota de 4 000 m <sup>3</sup> /l/s                   | Rappel avant 2023  | Instaurée en 2023       |
|---------------------------|--|--|-------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire                              | Forfait de 0 à 100 % du quota :<br><br>97,44 €/ l/s<br>(équivalent 58,46 €/Ha) | 110 € /l/s              |
|                           | Part prop conso 1<br>(0-2500 m <sup>3</sup> /l/s)    |  | 0,0125 €/m <sup>3</sup> |
|                           | Part prop conso 2<br>(2500-3000 m <sup>3</sup> /l/s) |  | 0,02 €/ m <sup>3</sup>  |
|                           | Part prop conso 3<br>(3000-4000 m <sup>3</sup> /l/s) |  | 0,05 €/ m <sup>3</sup>  |
|                           | Pénalités pour dépassement                           | €/ m <sup>3</sup>  | 0,20 €/ m <sup>3</sup>  |

Montants moyens des redevances des sous-bassins Arrats et Osse :

A noter la forte augmentation entre 2022 et 2023 dans le cadre de la réforme tarifaire du système Neste





|  | Arrats                                     | Lizet - Osse      |
|--|--|-------------------|
| Quota [équivalent m <sup>3</sup> /Ha] (en m <sup>3</sup> /l/s) | [2400] 4000                                | [2400] 4000       |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)                       | 43   | 33,4              |
| Redevance 2022 forfaitaire en €/ l/s (équivalent €/Ha)         | 97,44 (58,46)                              | 97,44 (58,46)     |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                                | 131,5 (78,9)                               | 126,7 (76,02)     |
| Évolution redev 2023/2022 (%)                                  | 34,9                                       | 30                |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                                | 131,5 €/ l/s + ?*                          | 126,7 €/ l/s + ?* |
| Évolution redev 2024/2023 (%)                                  | (*selon coef actualisation 2024 non connu) |                   |

### Sous-bassins Auvignons, Gélise, Auzoue

|                           | Quota de 4 000 m <sup>3</sup> /l/s                   | Rappel jusqu'en 2023   | Instaurée en 2024 |
|---------------------------|--|--|-------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire                              | Forfait de 0 à 100 % du quota :<br><br>113,084 €/ l/s<br>(équivalent 67,85 €/Ha) | 110 € /l/s        |
|                           | Part prop conso 1<br>(0-2500 m <sup>3</sup> /l/s)    |  | 0,0125 €/m3       |
|                           | Part prop conso 2<br>(2500-3000 m <sup>3</sup> /l/s) |  | 0,02 €/ m3        |
|                           | Part prop conso 3<br>(3000-4000 m <sup>3</sup> /l/s) |  | 0,05 €/ m3        |
|                           | Pénalités pour dépassement                           | €/ m3  | 0,20 €/ m3        |

### Montants moyens des redevances par sous-bassins

|  | Auvignons                                  | Gélise                             | Auzoue                             |
|--|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Quota (m3/ l/s) [en équivalent m <sup>3</sup> /Ha] | (2500) [1500]                              | (2430) [1458]                      | (2430) [1458]                      |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)           | 27   | 37                                 | 35                                 |
| Redevance 2022 forfaitaire en €/l/s (€/Ha)         | 97,44 €/l/s (58,47)                        | 97,44 (58,47)                      | 97,44 (58,47)                      |
| Redev.2023 forfaitaire (€/Ha)                      | 113,08 €/l/s (67,85)                       | 113,08 €/l/s (67,85)               | 113,08 €/l/s (67,85)               |
| Évolution redev 2023/2022 (%)                      | 16,1                                       | 16,1                               | 16,1                               |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                    | 118,44 €/ l/s + ?*<br>(71,06 + ?*)         | 121,24 €/ l/s + ?*<br>(72,74 + ?*) | 120,63 €/ l/s + ?*<br>(72,38 + ?*) |
|  | (*selon coef actualisation 2024 non connu) |                                    |                                    |
| Évolution redev 2024/2023 (%)                      | > 3,2                                      | > 4,9                              | > 4,5                              |





### Lot 3 – Ouvrage de la CC des Luys en Béarn :

|                           |                                    | Rappel 2019 - 2023 | Proposition 2024 - 2033 |
|---------------------------|------------------------------------|--------------------|-------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe forfaitaire              | 21,5 €/Ha          | 29 €/Ha                 |
|                           | Part prop conso 1 (<80 % quota)    | 0,01 €/ m3         | 0,013 €/ m3             |
|                           | Part prop conso 2 (80-100 % quota) | 0,02 €/ m3         | 0,025 €/ m3             |
|                           | Pénalités pour dépassement         | 0,17 €/ m3         | 0,20 €/ m3              |

### Montants moyens des redevances du sous-bassin

|   | Serres-Castet - Gees - Luy Béarn amont |
|---|--|
| Quota en m <sup>3</sup> /Ha               | 1320                                   |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)* | 58                                     |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha)  | 31,87                                  |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)           | 34,34                                  |
| Évolution redev 2023/2022 (%)             | 8                                      |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)           | 38,95                                  |
| Évolution redev 2024/2023 (%)             | 13,4                                   |

\* Pas de discrimination entre consommations du Midour amont et Midour aval, Douze amont et Douze aval

Il est à noter que la valeur tarifaire de référence est stabilisée pour la durée de dix ans du contrat, contrairement aux périodes précédentes où les modifications tarifaires étaient renégociées tous les cinq ans.

Suite à la phase de négociation, l'incidence tarifaire est une augmentation de la redevance, de l'ordre de 13,5 % par rapport à 2023 pour une consommation moyenne du quota.

Pour mémoire, l'augmentation de la redevance entre 2022 et 2023 liée à l'actualisation de la formule indiciaire a été de 8% pour la consommation moyenne.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 novembre 2023.

INSTITUTION ADOUR  
 38 rue Victor Hugo  
 48025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul Carrère





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 04/12/2023

Reçu en préfecture le 04/12/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20231130-231130H1938H1-DE



## PROJET DE CONTRAT

**Concession de service public  
pour l'exploitation des réservoirs  
sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses  
affluents rive gauche du Louet aux Luys, Midour  
et Douze, Arros et Bouès.**

**Maintenance et exploitation des ouvrages  
Déploiement d'équipements  
Gestion de l'eau et des facturations  
Campagnes 2024 à 2033**



## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| PREAMBULE - PRESENTATION DU CONTEXTE .....   | 6  |
| IDENTITE DES PARTIES CONTRACTANTES .....   | 10 |
| CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES .....  | 11 |
| Article 1. Formation du contrat .....  | 11 |
| Article 2. Objet du contrat.....   | 11 |
| Article 3. Textes et documents associés au contrat .....   | 13 |
| Article 4. Description des aménagements .....  | 13 |
| Article 5. Durée .....   | 15 |
| Article 6. Exploitation personnelle .....  | 15 |
| Article 7. Responsabilités et assurances .....   | 15 |
| 1. Responsabilités .....   | 15 |
| 2. Obligations d'assurance .....   | 16 |
| Article 8. Régime du personnel.....  | 17 |
| 1. Principes généraux.....   | 17 |
| 2. Identification du personnel.....  | 17 |
| 3. Respect des principes de laïcité et de neutralité .....   | 18 |
| Article 9. Contrats avec les tiers.....  | 18 |
| Article 10. Cession du contrat .....   | 19 |
| Article 11. Documents contractuels.....  | 20 |
| 1. Définition des documents contractuels .....   | 20 |
| 2. Primauté .....  | 20 |
| 3. Interprétation .....  | 20 |
| CHAPITRE 2 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CONCESSIONNAIRE.....   | 21 |
| Article 12. Définition des biens .....   | 21 |
| 1. Biens de retour .....   | 21 |
| 2. Biens de reprise .....  | 21 |
| 3. Biens propres .....   | 21 |
| Article 13. Mise à disposition.....  | 22 |
| 1. Biens existants .....   | 22 |
| 2. Biens nouveaux en cours de contrat.....   | 23 |
| 3. Autres aménagements à intervenir en cours de contrat : pour information, hors cadre des prestations objet du présent contrat..... | 25 |
| Article 14. Retrait de biens.....  | 26 |
| Article 15. Installations à l'initiative du concessionnaire .....  | 26 |
| Article 16. Documents et données relatives au service .....  | 26 |
| 1. Plans et documents relatifs aux biens .....   | 26 |





|  |           |
|--|-----------|
| 2. Documents d'exploitation et de maintenance .....  | 26        |
| 3. Données du service .....  | 27        |
| 4. Mise à disposition de données .....   | 27        |
| 5. Clause générale sur la transmission des données .....   | 28        |
| <b>CHAPITRE 3 - MODALITES D'EXPLOITATION .....</b>   | <b>29</b> |
| Article 17. Principes généraux d'exploitation.....   | 29        |
| Article 18. Service aux usagers .....  | 29        |
| Article 19. Conventions de restitution avec les usagers préleveurs.....                            | 30        |
| 1. Nature de la convention de restitution.....   | 30        |
| 2. Attribution des conventions des restitutions .....  | 31        |
| 3. Engagements clientèle .....   | 31        |
| 4. Actions de communication .....  | 31        |
| Article 20. Usages non préleveurs .....  | 32        |
| Article 21. Exploitation du service .....  | 33        |
| 1. Gestion des aménagements .....  | 33        |
| 2. Gestion des eaux .....  | 33        |
| 3. Gestion des conventions de restitution .....  | 36        |
| 4. Participation aux instances de concertation .....   | 37        |
| 5. Continuité du service .....   | 37        |
| 6. Sécurité .....  | 38        |
| 7. Situations particulières du service .....   | 38        |
| 8. Situation de crise .....  | 38        |
| 9. Risque sanitaire.....   | 39        |
| Article 22. Contrôle des prélèvements .....  | 39        |
| Article 23. Modalités concernant les échanges entre le concessionnaire et l'Institution Adour .... | 40        |
| 1. Equipes référentes.....   | 40        |
| 2. Devoir d'information et d'avis du concessionnaire .....   | 41        |
| 3. Accès aux données techniques liées aux ouvrages et à l'exploitation.....                        | 41        |
| Article 24. Qualité de l'eau .....   | 42        |
| <b>CHAPITRE 4 - TRAVAUX .....</b>  | <b>43</b> |
| Article 25. Travaux et prestations sur les ouvrages et équipements remis .....                     | 43        |
| 1. Dispositions générales .....  | 43        |
| 2. Opérations à charge du concessionnaire .....  | 43        |
| 3. Opérations à charge de l'Autorité concédante .....  | 48        |
| Article 26. Prestations relatives au classement Sécurité des ouvrages hydrauliques .....           | 48        |
| 1. Opérations de contrôle : surveillance technique et auscultation .....                           | 49        |
| 2. Surveillance .....  | 49        |
| 3. Auscultation .....  | 50        |
| 4. Cas particuliers de gestion, surveillance et exploitation.....                                  | 51        |
| 5. Plan particulier d'intervention (PPI) du réservoir du Gabas .....                               | 51        |
| 6. Amendements des documents relatifs à l'ouvrage .....  | 51        |
| 7. Calendrier de remise des rapports réglementaires .....  | 52        |
| Article 27. Détériorations.....  | 52        |
| Article 28. Exécution d'office des travaux d'entretien.....  | 52        |





|  |           |
|--|-----------|
| Article 29. Travaux de renouvellement, de renforcement et de modernisation.....                          | 53        |
| 1. Travaux de renouvellement .....   | 53        |
| 2. Travaux de renforcement .....   | 54        |
| 3. Travaux de modernisation .....  | 54        |
| 4. Travaux d'équipements de panneaux photovoltaïques flottants (flottovoltaïque) sur les réservoirs .... | 54        |
| 5. Exercice du contrôle du concessionnaire sur les travaux .....   | 54        |
| Article 30. Déploiement d'outils et d'aménagements pour améliorer la gestion.....                        | 56        |
| 1. Outils permettant de déclarer les intentions de prélèvements pour anticipation .....                  | 56        |
| 2. Déploiement de compteurs communicants pour vérification des intentions .....                          | 56        |
| 3. Dispositifs de mesure des débits entrants.....  | 59        |
| 4. Pluviomètres .....  | 60        |
| 5. Suivi des investissements.....  | 61        |
| <b>CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES .....</b>   | <b>62</b> |
| Article 31. Rémunération du concessionnaire.....   | 62        |
| 1. Propositions de redevances pour les usagers préleveurs par le candidat .....                          | 62        |
| 2. Cas particuliers de flux financiers entre bassins : .....   | 65        |
| 3. Cas particulier de la valorisation du réservoir du Gabas.....   | 65        |
| 4. Actualisation des prix.....   | 66        |
| 5. Adaptation des tarifs.....  | 66        |
| 6. Proposition de tarifs de location des compteurs.....  | 66        |
| 7. Propositions de redevances complémentaires.....   | 67        |
| Article 32. Comptes d'exploitation prévisionnels .....   | 67        |
| Article 33. Compte de renouvellement et maintenance .....  | 68        |
| Article 34. Provisions et garantie continuité de service / amélioration du service .....                 | 68        |
| Article 35. Réversion à l'Institution Adour.....   | 69        |
| Article 36. Régime fiscal .....  | 69        |
| <b>CHAPITRE 6 - CONTROLE, INFORMATION ET CONSEIL .....</b>   | <b>71</b> |
| Article 37. Rapport annuel.....  | 71        |
| 1. Principes généraux.....   | 71        |
| 2. Compte-rendu technique.....   | 72        |
| 3. Compte-rendu comptable et financier .....   | 76        |
| Article 38. Calendrier de remise du rapport annuel .....   | 77        |
| Article 39. Rencontres annuelles .....   | 78        |
| Article 40. Suivi réglementaire .....  | 79        |
| 1. Information de l'Institution Adour.....   | 79        |
| 2. Dossier de suivi .....  | 79        |
| Article 41. Exercice du contrôle par l'Institution Adour .....   | 79        |
| 1. Objet du contrôle.....  | 79        |
| 2. Obligations du concessionnaire .....  | 80        |
| 3. Visite des installations .....  | 80        |
| Article 42. Commission paritaire .....   | 81        |
| Article 43. Révision des clauses contractuelles .....  | 82        |
| 1. Conditions de réexamen des conditions techniques et financières .....                                 | 82        |





|  |           |
|--|-----------|
| 2. Modalités de réexamen de la rémunération du concessionnaire .....       | 83        |
| <b>CHAPITRE 7 - GARANTIE ET SANCTIONS .....</b>                            | <b>84</b> |
| Article 44. Garantie à première demande .....                              | 84        |
| Article 45. Pénalités .....  | 84        |
| Article 46. Sanctions coercitives .....                                    | 87        |
| 1. L'exécution d'office .....  | 87        |
| 2. La mise en régie provisoire .....                                       | 87        |
| Article 47. Déchéance - Résiliation pour faute .....                       | 88        |
| Article 48. Résiliation.....   | 88        |
| Article 49. Règlement des litiges.....                                     | 89        |
| <b>CHAPITRE 8 - FIN DU CONTRAT .....</b>                                   | <b>90</b> |
| Article 50. Expiration .....   | 90        |
| Article 51. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général .....     | 90        |
| Article 52. Continuité du service en fin de contrat .....                  | 90        |
| 1. Principes généraux.....   | 90        |
| 2. Continuité des contrats du concessionnaire conclus avec des tiers ..... | 91        |
| Article 53. Régime des biens en fin de contrat .....                       | 91        |
| 1. Régime des biens de retour .....  | 91        |
| 2. Régime des biens de reprise .....                                       | 92        |
| 3. Régime des biens propres.....   | 92        |
| Article 54. Remise des documents et des fichiers.....                      | 92        |
| Article 55. Solde des comptes.....   | 93        |
| Article 56. Défaut de remise en état des biens .....                       | 93        |
| Article 57. Accès aux ouvrages.....  | 93        |
| Article 58. Elections de domicile.....                                     | 93        |
| Article 59. Signatures.....  | 94        |



## PREAMBULE - PRESENTATION DU CONTEXTE

### PRÉAMBULE

L'Institution Adour est un établissement public territorial de bassin (au sens de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003), qui œuvre pour une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de leurs usages dans le bassin.

L'Institution Adour est propriétaire de 24 réservoirs de soutien d'étiage construits entre 1986 et 2015. De par des conventions avec des ASA, EDF ou l'État ou le rachat de certaines propriétés foncières, l'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs destinés à la réalimentation des cours d'eau en été, appelée soutien d'étiage multi-usages. Depuis une vingtaine d'années, ces réalimentations sont organisées dans un cadre partenarial avec les acteurs du territoire afin d'améliorer l'efficacité de ces réalimentations - appelée efficience de gestion - en regard de la satisfaction des objectifs de débit fixés réglementairement et des usages. Cette organisation pour une gestion au plus près des territoires constitue une gestion débimétrique concertée, présentée en annexe 1Quater\_Gestion > « Cadre de la gestion débimétrique concertée ».

L'assemblée délibérante de l'Institution Adour, par délibération en date du 8 mars 2023 a approuvé le principe de la concession de service public relative à l'exploitation des réservoirs de soutien d'étiage sur les sous-bassins :

- de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Lees, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys),
- du Midour et de la Douze,
- de l'Arros,
- du Bouès,

à un tiers par le biais d'un contrat de concession de service public de type affermage.

### Sous-bassin de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys

L'ouvrage du Louet, situé sur les communes de Montaner (64) et Escaunets (65), permet :

- d'une part la réalimentation de la partie amont de la vallée du Louet pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Sombrun ;
- d'autre part la réalimentation de la vallée de l'Adour gersois pour conforter les débits d'objectif d'étiages au point de consigne d'Aire sur l'Adour amont Lées.

L'ouvrage de Miramont, situé sur la commune de Miramont-Sensacq (40), permet la réalimentation de la vallée du Bahus pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Fargues.

Les ouvrages de Brousseau (et Latrille\*), Lourden, Renung et Fargues, sont situés respectivement sur les affluents Brousseau, Lourden, Bayle et Labourdasse, sur les communes d'Aire sur l'Adour (et Latrille - Séron), Duhort-Bachen, Renung et Fargues. Ils permettent la réalimentation des vallées du Brousseau, du Lourden, du Bayle et du Bahus et de la vallée de l'Adour entre Aire et Audon pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit d'objectif d'étiage défini au point nodal d'Audon.

Les ouvrages du Gabas (et du Gabassot\*) et de Coudures sont situés respectivement sur le Gabas (le Gabassot) et le ruisseau de l'Estela, sur les communes de Gardères (65), Luquet (65), Eslourenties-Daban (64), Lourenties (64), Garlin (64) et Coudures (40). Ils permettent la réalimentation des vallées du Gabas, des Lees de Garlin, Lees de Lembeye et Lees réunis, et de la vallée de l'Adour depuis l'amont d'Aire sur l'Adour (confluence des Lees) jusqu'à Audon, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la





satisfaction du débit cible aux points aval d'Audignon sur le Gabas, de Bernède sur les Lees, et au débit d'objectif d'étiage défini au point nodal d'Audon sur l'Adour.

**Les ouvrages du Balaing et de l'Ayguelongue (et de l'Aubin\*)** sont situés respectivement sur les ruisseaux du même nom, et sur les communes de Navailles-Angos et Argelos (64), Mazerolles et Momas (64), et de Doazon, Casteide-Cami et Arnos (64). Ils permettent la réalimentation des vallées du Luy de France et du Luy de Béarn, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible aux points de Monget sur le Luy de France et de Saint-Médard et Sault-de-Navailles sur le Luy de Béarn.

**L'ouvrage d'Hagetmau-Monségur**, situé sur les ruisseaux de la Grabe et d'Agès, sur les communes d'Hagetmau et Monségur (40) permet la réalimentation de la vallée du Louts à partir d'Hagetmau pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Gamarde.

*\* Les ouvrages du Gabassot, Latrille et Aubin appartiennent à des associations syndicales autorisées d'irrigation. Par conventions avec ces ASA, l'Institution Adour mobilise une partie du volume de ces réservoirs pour le soutien des étiages (Cf. articles 3, 21 et annexe 1bis).*

Ces ouvrages sont des réservoirs constitués d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- contre-digues amont pour les réservoirs du Louet, Miramont, Brousseau, Renung, Ayguelongue, Balaing et Hagetmau,
- station de transfert et château d'eau vers les Lees pour le réservoir du Gabas,
- station d'exhaure dans le Bas pour le remplissage de Coudures,
- station de transfert vers le Bas pour le réservoir de Miramont,
- station de transfert vers le Laudon pour le réservoir d'Hagetmau,
- les stations hydrométriques associées, présentées en annexe 3.

### **Sous-bassin du Midour et de la Douze**

**L'ouvrage du Maribot**, situé sur la commune de Beaumarchès (32), permet la réalimentation de la partie amont de la vallée du Midour 32 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Laujuzan.

**L'ouvrage de Bourgès**, situé sur les communes Louslitges et Gazax et Baccarisse (32), permet la réalimentation de la vallée de la Riberette et du Midour 32 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Laujuzan.

**L'ouvrage de Lapeyrie**, situé la commune d'Aignan (32) permet la réalimentation des vallées de la Riberette et du Midour 32, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Laujuzan.

**L'ouvrage de Charros**, situé sur les communes de Monguilhem (32) et Bourdalat (40) permet la réalimentation des vallées du Charros et du Midour 40, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Arthez d'Armagnac.

**L'ouvrage d'Arthez**, situé sur la commune d'Arthez d'Armagnac (40) permet la réalimentation des vallées du Gaube et du Midour 40, pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des





débites prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Villeneuve de Marsan.

**L'ouvrage de Saint Jean**, situé sur les communes de Lupiac, Peyrusse-Vieille, Peyrusse-Grande et Saint Pierre d'Aubezies (32), permet la réalimentation de la vallée de la Douze 32 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Cazaubon.

**L'ouvrage de Tailluret**, situé sur les communes de Labastide d'Armagnac (40) et Mauléon d'Armagnac (32), permet la réalimentation de la vallée de la Douze 40 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Saint-Justin.

**Les ouvrages de Cavaré et Bougnères**, situés sur la commune de Labastide d'Armagnac (40) permettent la réalimentation de la vallée de la Douze 40 pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé par la satisfaction du débit cible défini au point de contrôle aval mesuré à Saint-Justin.

Ces ouvrages sont de réservoirs constitués d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- contre-digues amont pour les réservoirs de Charros et Arthez,
- station d'exhaure dans le Midour pour le remplissage du réservoir de Maribot,
- station d'exhaure dans la Gaube pour le remplissage du réservoir d'Arthez,
- les stations hydrométriques associées, présentées en annexe 3.

### Sous-bassin de l'Arros et de l'Estéous

**L'ouvrage de l'Arrêt-Darré**, situé sur les communes d'Angos, Bordes, Coussan, Gonez, Lansac, Laslades, Lespouey, Lhez et Sinzos (65), permet la réalimentation des vallées de l'Arros et de l'Estéous (en amont de sa confluence avec l'Alaric) pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation) contrôlé sur l'Arros par la satisfaction du débit minimal de salubrité défini au point de contrôle aval de « Tasque » mais mesuré depuis l'origine à Izotges, et sur l'Estéous par la satisfaction d'un débit de gestion défini volontairement à la station de Rabastens-de-Bigorre.

Cet ouvrage est un réservoir constitué d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :

- station de pompage en pied de barrage pour transfert vers l'Estéous,
- les stations hydrométriques associées, présentées en annexe 3.

### Sous-bassin du Bouès

**L'ouvrage de Cassagnaou**, situé sur les communes de Troncens, Monpardiac et Tillac (32), permet la réalimentation de la vallée du Bouès pour contribuer au soutien des étiages (dont la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation). Il contribue également à la satisfaction du débit d'objectif d'étiage défini au point nodal à Beaumarchés.

**L'ouvrage de Tillac**, situé sur la commune de Tillac (32), sur le ruisseau du Ginot, affluent rive droite du Bouès, a pour vocation le soutien des étiages du Ginot et du Bouès, et contribue ainsi également à la satisfaction du débit d'objectif d'étiage défini au point nodal à Beaumarchés.

Ces ouvrages sont des réservoirs constitués d'un barrage principal en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés :





- contre-digue amont pour le réservoir de Cassagnaou,
- station d'exhaure dans le Bouès, et dispositifs de mesures associés, pour le remplissage du réservoir de Tillac.

Cas particulier : l'exploitation de la station hydrométrique de Beaumarchès associée à la gestion de ces 2 réservoirs ne relève pas du présent contrat.

Outre l'exploitation des ouvrages existants, le concessionnaire aura en charge de déployer des équipements (Cf. article 30.1) et de les exploiter.

projet





## IDENTITE DES PARTIES CONTRACTANTES

### **Contrat de concession pour l'exploitation des ouvrages de l'Institution Adour situés sur les sous-bassins des affluents rive gauche de l'Adour du Louet aux Luys, du Midour-Douze, de l'Arros et du Bouès**

Entre les soussignés :

L'Institution Adour, dont le siège social est situé 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40), représentée par son Président Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer le présent contrat par délibération du comité syndical n° CS01-2019 en date du 24 janvier 2019.

Ci-après « **l'Institution Adour** » ou « **l'Autorité concédante** »  
D'une part,

Et

Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne - Société à Économie Mixte au capital de 26 297 900,20 euros, dont le siège social est situé Chemin de Lalette - CS 50449 - 65004 Tarbes Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarbes sous le numéro B 592 780 233 et représentée par M. Willy LUIS - Directeur général, en vertu du renouvellement du mandat de Directeur général - Conseil d'administration du 26 janvier 2023,

Ci-après « **le Concessionnaire** »  
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :





## CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1. Formation du contrat

Aux termes de la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le concessionnaire accepte de prendre en charge la gestion et l'exploitation du service public afférent à la gestion des ouvrages hydrauliques de l'Institution Adour, dans les conditions du présent contrat.

La consultation fait l'objet d'un groupement tel que prévu à l'article L3112-1 du Code de la commande publique.

Le contrat constitue une concession au sens de l'article L. 1121-1 du code de la commande publique. Il est soumis à l'ensemble des dispositions du code de la commande publique applicable aux contrats de concession.

Par délibération en date du 8 mars 2023, l'Institution Adour a approuvé le principe d'une concession de service public de type affermage, pour la gestion et l'exploitation de ses ouvrages hydrauliques.

Par délibération du 30 novembre 2023, l'instance délibérante de l'Institution Adour a approuvé le présent contrat confiant la gestion et l'exploitation du service à la société *Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne*, et a autorisé le Président à le signer.

### Article 2. Objet du contrat

Le présent contrat de concession de service public a pour objet de confier à titre exclusif au concessionnaire la gestion et l'exploitation du service public afférent aux barrages-réservoirs et aménagements associés suivants :

#### Sous bassin de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys

- le barrage-réservoir du Louet,
- le barrage-réservoir de Miramont,
- les barrages-réservoirs de Brousseau (+ Latrille dont les prestations sont décrites aux articles 21.2 et 25.2), Lourden, Renung et Fargues,
- les barrages-réservoirs du Gabas, et de Coudures,
- les barrages-réservoirs du Balaing et de l'Ayguelongue,
- le barrage-réservoir d'Hagetmau-Monségur.

#### Sous bassin du Midour et de la Douze

- le barrage-réservoir de Maribot,
- le barrage-réservoir de Bourgès,
- le barrage-réservoir de Lapeyrie,
- le barrage-réservoir de Charros,
- le barrage-réservoir d'Arthez d'Armagnac,
- le barrage-réservoir de Saint-Jean,
- le barrage-réservoir de Tailluret,
- les barrages-réservoirs de Cavaré et Bougnères.

#### Sous bassin de l'Arros et de l'Estéous

- le barrage-réservoir de l'Arrêt-Darré,





#### Sous bassin du Bouès

- le barrage-réservoir de Tillac,
- le barrage-réservoir de Cassagnaou.

La gestion et l'exploitation du service par le concessionnaire incluent notamment :

- l'exploitation des ouvrages,
- la prise en charge des dépenses sous contrats avec les fournisseurs liés à l'exploitation,
- le respect des consignes administratives de gestion,
- la surveillance des installations,
- les travaux d'entretien afin d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement des installations, la continuité et la qualité du service,
- la conservation des plans et documents relatifs aux biens,
- la mise à jour des documents d'exploitation et de maintenance,
- le recueil et archivage des données du service,
- la réalisation des travaux mis à sa charge,
- les obligations en matière de sécurité,
- les obligations en matière de surveillance de la qualité des eaux,
- la gestion des relations avec les usagers et notamment leur information,
- la gestion de la contractualisation avec les usagers pour le service d'accès à l'eau,
- la fourniture, installation et maintenance de compteurs (ou dispositifs communicants) sur tous les points de pompage contractualisés
- la gestion de la fonction de soutien d'étiage,
- la mise en place d'un service d'astreinte,
- la transmission d'un rapport annuel (rapport comptable, analyse de la qualité du service, annexe avec compte-rendu technique et financier),
- des prestations complémentaires listées à l'article 25 du contrat.

Le concessionnaire tirera sa rémunération de l'exploitation du service. Cette rémunération est composée des éléments listés à l'article 31 ci-dessous.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-1 du code général des collectivités territoriales, le concessionnaire exploite le service à ses frais et risques, dans le respect des principes de continuité, d'égalité de traitement des usagers et de mutabilité de service public.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer la continuité du service public quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure.

Le concessionnaire exercera ses missions dans le respect de la réglementation en vigueur et en coordination avec le ou les concessionnaires ou prestataires exploitant les ouvrages de réalimentation de l'Adour amont pilotés par l'Institution Adour (Lac Bleu, Gréziolles, La Barne et Gravière de Vic-en-Bigorre) et les ouvrages du Gabassot, de Latrille, de l'Aubin et de Serres-Castet appartenant à d'autres maîtres d'ouvrage.





### Article 3. Textes et documents associés au contrat

- Liste non exhaustive des textes réglementaires liés aux ouvrages applicables (annexe 1ter\_Arrêtés):
  - Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne, version en cours de validité. Dans le cadre de la hiérarchie des normes, le SDAGE est supérieur aux règlements d'eau ;
  - Les arrêtés préfectoraux ou interpréfectoraux portant plan de crise sur les zones d'alerte (référence l'Arrêté d'Orientement de Bassin de mars 2023) ; ces documents sont abrogés par l'entrée en vigueur de l'Arrêté cadre interdépartemental (ACI) Adour durant l'étiage 2023 (Cf. annexe 1\_quater\_Gestion) ;
  - Les arrêtés préfectoraux ou inter préfectoraux autorisant la construction et l'exploitation des ouvrages et portant règlements d'eau ;
  - Les arrêtés préfectoraux ou inter préfectoraux complétant et modifiant les arrêtés d'origine et relatifs au classement selon le Décrets sécurité des ouvrages hydrauliques (7 décembre 2007, 16 mai 2015, 29 décembre 2021) ;
- Le(s) modèle(s) de convention de restitution, spécifique à chacun des quatre sous-bassins, à produire par le candidat (annexe 2)
- Les inventaires des biens du service, à actualiser par le concessionnaire, en s'appuyant sur les rapports techniques et la visite contradictoire de début de contrat, selon les modèles fournis en annexes 3.
- Le Cadre du compte d'exploitation prévisionnel (annexes 6)
- Les conventions et leurs avenants successifs entre l'Institution Adour et les Associations syndicales autorisées d'irrigation propriétaires des ouvrages : [annexe 1bis]
  - ASA d'irrigation de la Région de Garlin propriétaire de l'ouvrage du Gabassot (64),
  - ASA de Bégorre propriétaire de l'ouvrage de Latrille (32, 40),
  - ASA de l'Aubin propriétaire de l'ouvrage de l'Aubin (64),
  - Toute convention entre les différents MOA de ce bassin pour la mutualisation des ressources du bassin.

### Article 4. Description des aménagements

L'Institution Adour met à disposition du concessionnaire les ouvrages suivants :

#### Sous-bassin de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys

- le barrage-réservoir du Louet (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station de mesure associées) ;
- le barrage-réservoir de Miramont (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, stations de mesure associées, station de transfert vers le Bas) ;
- les barrages-réservoirs de Brousseau, Lourden, Renung et Fargues, avec pour chacun le barrage, les ouvrages hydrauliques associés, le réservoir, et les stations de mesures associées ; pour l'ouvrage de Latrille, uniquement les équipements électriques relatifs à la gestion des eaux ;
- les barrages-réservoirs du Gabas, et de Coudures, avec pour chacun le barrage, les ouvrages hydrauliques associés, le réservoir, et les stations de mesures associées ;



Équipements particuliers pour l'ouvrage de Coudures : sa station d'exhaure dans le Bas pour le remplissage, dont le fonctionnement est cadré par un nouvel Arrêté préfectoral complémentaire du 27 mars 2023 (Cf. annexe 1ter relatif à Coudures) ;

Équipements particuliers pour l'ouvrage du Gabas : la station de transfert vers les Lèes (bâtiment avec les pompes en pied de digue), les canalisations de transfert, le château d'eau sur la commune d'Eslourenties, les canalisations de réalimentations vers le Leès de Lembeye et le Leès de Garlin ; le local « vigie » situé au-dessus de la digue en rive droite, au niveau de la « maison de la pêche » sur la commune d'Eslourenties ;

- les barrages-réservoirs du Balaing et de l'Ayguelongue, avec pour chacun le barrage, les ouvrages hydrauliques associés, le réservoir, la station de mesure associée ;
- le barrage-réservoir d'Hagetmau-Monségur : barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, stations de mesures associées.

#### Sous bassin du Midour et de la Douze

- le barrage-réservoir du Maribot (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station d'exhaure dans le Midour pour remplissage, et stations de mesure associées) ;
- le barrage-réservoir de Bourgès (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, stations de mesure associées) ;
- le barrage-réservoir de Lapeyrie (barrage, ouvrages hydrauliques associées, le réservoir, et les stations de mesure associées) ;
- le barrage-réservoir de Charros (barrage, les ouvrages hydrauliques associés, le réservoir, et les stations de mesure associées) ;
- le barrage-réservoir d'Arthez (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station d'exhaure dans le Gaube pour remplissage, station de mesure associée) ;
- le barrage-réservoir de Saint-Jean (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station de mesure associée) ;
- le barrage-réservoir de Tailluret (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station de mesure associée) ;
- les barrages-réservoirs de Cavaré et Bougnères (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir).

#### Sous bassin de l'Arros

- le barrage-réservoir de l'Arrêt-Darré (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station de pompage pour transfert vers l'Estéous, et stations de mesures associées) ;

#### Sous bassin du Bouès

- le barrage-réservoir du Tillac (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir, station d'exhaure dans le Bouès pour remplissage) ;
- le barrage-réservoir de Cassagnaou (barrage, ouvrages hydrauliques associés, réservoir).

Un descriptif de ces ouvrages est donné en annexe 1 et annexe 3, par des fiches de synthèse, des rapports techniques et les précédents comptes rendus annuels d'exploitation qui reprennent :

- les caractéristiques,
- le bilan d'utilisation sur les années 2020 et 2021,
- les données comptables.

Le périmètre de la présente concession de service public pourra également s'étendre aux biens relevant du domaine privé pour lesquels l'Autorité concédante dispose de servitudes.





## Article 5. **Durée**

Le présent contrat est conclu pour une durée de dix (10) ans à compter du 1er janvier 2024 à 0h00.

Cette durée de dix (10) ans est justifiée par les investissements mis à la charge du Concessionnaire permettant d'améliorer le fonctionnement du service (Cf. article 30).

L'échéance du contrat est donc fixée au 31 décembre 2033 à minuit, sauf prorogation ou résiliation anticipée.

## Article 6. **Exploitation personnelle**

La concession étant consentie à titre intuitu personae, le concessionnaire est tenu d'exploiter personnellement les activités objet de la présente concession.

Les opérations matérielles de gestion pourront faire l'objet de contrats particuliers de la part du concessionnaire sans que ce contrat emporte transfert de la responsabilité du service.

Le concessionnaire reste seul responsable à l'égard de l'autorité concédante du respect des prescriptions techniques et des exigences posées par les documents contractuels.

## Article 7. **Responsabilités et assurances**

### 1. Responsabilités

Dès la prise en charge des installations, le concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent contrat de concession.

Le concessionnaire fera son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir dans le cadre de son exploitation.

La responsabilité de l'Institution Adour ne pourra être recherchée à ce titre.

Le concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation à l'exception de ceux :

- résultant d'un cas de force majeure ;
- résultant de dégradations suite à toute manifestation non autorisée par le Concessionnaire;
- ceux résultant d'une activité autorisée par le concédant notamment les projets de production d'énergies renouvelables.

Le concessionnaire se conformera aux préconisations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et de l'arrêté cadre interpréfectoral (ACI) ; ainsi que de l'Autorisation Unique Pluriannuelle portant autorisation des prélèvements. L'Institution Adour fera son affaire de la mise en conformité des obligations réglementaires dont il a la compétence avec lesdits documents et notamment le règlement d'eau de Lapeyrie. L'Institution Adour s'engage, au titre d'une obligation de moyen, à faire le nécessaire vis-à-vis de toutes les institutions compétentes (État, établissement de l'État, autorité administrative indépendante, etc.) pour que la réglementation applicable aux activités prises en charge par le concessionnaire en exécution du présent contrat soit compatible avec les stipulations et obligations qu'il comprend. Le concessionnaire est réputé délié de toute obligation et de toute responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles en cas de contradictions, ambiguïtés ou incohérences entre les dispositions contractuelles et la réglementation applicable ou à venir. À cet égard, la responsabilité civile ou pénale du concessionnaire ne peut être recherchée dans l'hypothèse où l'une ou plusieurs des stipulations du contrat ne peut être appliquée(s) ou respectée(s) du fait de la réglementation applicable. Dans le cas où cette responsabilité civile ou pénale serait mise en jeu par des tiers au contrat, l'autorité concédante indemnise au titre de la clause de





réexamen prévue à l'article 43 du présent contrat, le concessionnaire de l'ensemble des charges financières qui en résulterait.

Le concessionnaire aura communication de toutes les conventions d'usages avant l'entrée en vigueur du présent contrat. Le concessionnaire alerte l'Institution Adour de l'incompatibilité de certains usages avec une bonne gestion des ouvrages. L'Institution Adour fera son affaire de l'information et alertera ses co-contractants de toute situation affectant les conventions d'usages.

L'Institution Adour reste responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son fait ou de celui des préposés ou de tout accident de tiers survenu sur les parcelles ouvertes au Public, notamment en raison d'une non-conformité des installations.

Le concessionnaire est tenu d'alerter l'Institution Adour face à tout risque susceptible ou de nature à mettre en jeu la responsabilité de cette dernière, et ce, dès qu'il en a connaissance par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel.

## 2. Obligations d'assurance

Tous les ouvrages, installations et équipements du service sont exploités par le concessionnaire conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, aux règles de l'art, dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de l'Institution Adour et de préserver les droits des tiers et de l'environnement.

Le concessionnaire est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement causés par le fonctionnement du service et des installations dont il a la charge, tel que défini dans le présent contrat. A ce titre le concessionnaire garantit l'Institution Adour contre tout recours des usagers ou des tiers et contre tout dommage non couvert par un contrat d'assurance comme précisé ci-dessous.

Les responsabilités du concessionnaire recouvrent notamment :

- l'indemnisation des dommages corporels, matériels et financiers causés lors de l'exploitation du service telle que définie par le présent contrat,
- l'indemnisation des dommages causés aux installations du service par ses agents,
- l'indemnisation des dommages causés aux stations de pompage et locaux techniques résultant d'événements fortuits (notamment incendie, dégâts des eaux, explosion, foudre, accidents causés par des tiers, catastrophes naturelles).

Le concessionnaire est tenu de fournir les attestations d'assurances appropriées, dont il donne communication à l'Institution Adour, annuellement.

Les éléments de l'annexe 1 servent de base au concessionnaire pour souscrire les polices d'assurance appropriées.

Le concessionnaire garantit le concédant pour tous les dommages non couverts par son assurance à savoir les dommages matériels et immatériels causés par un incendie une explosion, un accident d'ordre électrique, un dégât des eaux ayant pris naissance ou survenu dans les locaux et les dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers, mis à disposition du concessionnaire via un contrat de concession.

La responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages dont l'Institution Adour est propriétaire, incombe à celle-ci.

L'obligation du concessionnaire de souscrire ces polices d'assurance s'étend à l'ensemble des installations du service concédé, y compris aux nouveaux ouvrages, équipements ou installations intégrés au service, en cours de contrat (Cf. article 13.2).





Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds de garanties,
- les principales exclusions,
- la période de validité.

Ces attestations d'assurance seront annexées au présent contrat (annexe 9).

A la demande de l'Institution Adour, le concessionnaire produit les attestations d'assurance souscrites, dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Par ailleurs, le concessionnaire s'engage à communiquer à l'Institution Adour, dans les meilleurs délais et par écrit, toute modification survenue dans ces polices (y compris les évolutions de structure des compagnies d'assurance concernées : absorption, rachat, restructuration, etc.), au cours de l'exécution du contrat.

## Article 8. Régime du personnel

---

### 1. Principes généraux

Le concessionnaire est tenu d'exploiter les ouvrages et installations du service en conformité avec la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés.

Ce personnel est entièrement rémunéré par les soins du concessionnaire, rémunération, cotisations sociales de sécurité sociale, remboursement de frais potentiels...

Il doit notamment affecter le personnel en nombre suffisant et ayant les qualifications et les formations nécessaires soit en interne soit en externe, pour remplir les missions qui lui sont dévolues par le présent contrat, soit la bonne marche des installations et le bon fonctionnement d'ensemble du service.

Le recours au personnel intérimaire est soumis aux conditions légales et réglementaires en vigueur. A ce titre, l'utilisation de personnel intérimaire est autorisée uniquement dans la mesure où ce personnel est placé directement sous l'autorité et la responsabilité de l'exploitant.

### 2. Identification du personnel

Le personnel que le concessionnaire a désigné pour la surveillance et le contrôle de la distribution de l'eau et de ses dépendances est porteur d'un signe distinctif. Il est muni d'un titre constatant ses fonctions.



### 3. Respect des principes de laïcité et de neutralité

3.1. Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

3.2. Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

3.3. Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : [dsg@cacg.fr](mailto:dsg@cacg.fr)

Il informe sans délai l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'autorité concédante peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

## Article 9. Contrats avec les tiers

Le concessionnaire prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de travaux, de fourniture et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité prix de ces prestations. Le concessionnaire dresse la liste de l'ensemble de ces contrats conclus avec des entreprises tierces dans le rapport annuel.

Pour les marchés de sous-traitance relatifs au fauchage, le concessionnaire transmet avant publication les projets de CCTP à l'Institution Adour pour relecture et information notamment sur le périmètre et les prescriptions particulières. Tous les contrats doivent comporter une clause réservant





expressément à l'Institution Adour la faculté de se substituer au concessionnaire à la fin du présent contrat.

Le concessionnaire fait son affaire des paiements liés à ces contrats.

Les contrats ou accords-cadres ne peuvent avoir une échéance postérieure à la date de fin du présent contrat, les bons de commande, résultants d'un accord-cadre, ne pourront être émis postérieurement à la date de contrat, néanmoins l'entreprise titulaire du bon de commande pourra être amenée à l'exécuter postérieurement à la fin de la concession. En cas de résiliation anticipée du présent contrat, les contrats de sous-traitance ne sont pas transférés à l'Institution Adour.

Dans tous les cas, le concessionnaire reste totalement responsable de l'exécution du service et des biens du service vis-à-vis de l'autorité concédante, des usagers et des tiers.

Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité civile, les clauses découlant de l'application du présent contrat, et la conformité des prestations sous-traitées à la législation en vigueur. Les cas de grève subis par le sous-traitant n'exonèrent pas le concessionnaire de ses obligations contractuelles. Il est de la responsabilité du concessionnaire de contrôler la réalité et la qualité des services sous-traités et le respect des obligations contractuelles par les sous-traitants. Les sous-traitants exécutent le service sous la direction du concessionnaire et ne pourront se retourner contre l'Institution Adour pour quelque motif que ce soit.

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le concessionnaire met tout en œuvre pour pourvoir à son remplacement. Le concessionnaire supporte toutes les dépenses engagées par l'Institution Adour pour assurer la continuité du service.

L'ensemble des sous-contrats, actuels et futurs, conclus par le concessionnaire, seront passés conformément aux règles de la commande publique ; les déclarations de sous-traitance seront transmises à l'Institution Adour conformément à la réglementation en vigueur.

Le concessionnaire informe en amont l'Institution Adour des dates prévisionnelles d'interventions des sous-traitants.

Dans le cadre du rapport annuel, le concessionnaire informe l'Institution Adour sur les sous-contrats et transmet les dates effectives d'interventions des sous-traitants.

## Article 10. Cession du contrat

Toute cession partielle ou totale de la concession, toute opération assimilée à une cession, devra être soumise à l'accord écrit préalable de l'Institution Adour, sous peine de déchéance.

L'acceptation de la cession totale ou partielle du contrat ou de l'opération assimilée fera l'objet d'un avenant au contrat dûment approuvé par le Comité Syndical de l'Institution Adour.

En tout état de cause, une telle cession devra respecter les conditions posées par les textes et la jurisprudence alors en vigueur.

A défaut d'acceptation expresse par l'Institution Adour à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations, la cession est considérée comme refusée.

Le refus de l'Institution Adour n'ouvrira droit à aucune indemnité pour le concessionnaire.

En cas de cession totale ou partielle du contrat ou d'opération assimilée, le bénéficiaire se substituera au concessionnaire et deviendra entièrement responsable vis-à-vis de l'Institution Adour.





## Article 11. Documents contractuels

### 1. Définition des documents contractuels

Les documents contractuels sont :

- 0 Le présent contrat ;
- 1 Les annexes au présent contrat numérotées de 1 à 12.

### 2. Primauté

En cas de contradiction entre les stipulations des documents contractuels, le présent contrat prime sur ses annexes.

### 3. Interprétation

Les dispositions du présent contrat ne seront affectées par l'éventuelle évolution des textes régissant le service public concédé et la jurisprudence correspondante, qu'en tant qu'elles contreviendraient à des dispositions d'ordre public nouvelles.

En cas de déséquilibre économique du contrat tel que décrit à l'article 43 des présentes, suite à une évolution de la réglementation, de travaux de mise aux normes ou renouvellement à la charge du concédant (articles 25-3 et 29), d'ajouts ou suppression d'équipements ou d'ouvrages à exploiter (article 13-2), le concessionnaire pourra demander la révision du contrat conformément à l'article L6 3° du Code de la commande publique.

En tant que de besoin, les parties se rapprocheront et feront de leur mieux pour prévenir ou résoudre amiablement toute difficulté d'exécution pouvant résulter d'une telle évolution, faisant application de l'article 43.





## CHAPITRE 2 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CONCESSIONNAIRE

### Article 12. Définition des biens

#### 1. Biens de retour

L'ensemble des biens constitutifs des installations affectées au service public, ainsi que tous biens, meubles et immeubles et l'ensemble des documents, comprenant notamment les archives, nécessaires à l'exploitation des installations faisant l'objet du présent contrat constituent des biens de retour.

Il s'agit tant des ouvrages et équipements requis pour les besoins du service que des améliorations ultérieurement apportées auxdits biens.

À l'expiration du contrat, pour quelque cause que ce soit, l'Institution Adour entrera immédiatement en possession de l'ensemble de ces biens nécessaires à l'exploitation des installations.

Ces biens font retour à l'Institution Adour à titre gratuit au terme du contrat.

#### 2. Biens de reprise

Les biens de reprise sont les biens mis à disposition par le concessionnaire et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public.

L'Institution Adour aura la faculté de racheter au concessionnaire ces biens en fin de contrat.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée au concessionnaire dans les trois mois qui suivent leur reprise éventuelle par l'Institution Adour. Ces indemnités seront estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

L'Autorité concédante n'a aucune obligation de reprendre un « bien de reprise ». En revanche, si l'Autorité concédante souhaite reprendre un tel bien, le Concessionnaire ne peut s'opposer à cette reprise.

#### 3. Biens propres

Les biens propres sont les biens acquis ou créés par le concessionnaire autres que les biens de retour et les biens de reprise.

Il s'agit des biens non financés dans le cadre du présent contrat que le concessionnaire utilise tout au long de sa mission pour faciliter le bon accompagnement de celle-ci, sans que ces biens puissent pour autant être considérés comme affectés au service public, ni indispensables à sa poursuite.

Ils sont librement conservés par le concessionnaire sans que l'Institution Adour puisse en exiger l'appropriation en fin de contrat.





## Article 13. **Mise à disposition**

### 1. **Biens existants**

La remise au concessionnaire des équipements, biens immobiliers, matériels et installations du service est effective le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Cette remise est constatée par la signature d'un procès-verbal d'inventaire et d'état des lieux établi contradictoirement entre le Concessionnaire et le Concédant concomitamment au procès-verbal de l'inventaire de sortie du contrat précédent.

Ce procès-verbal précise notamment : la nature des infrastructures et des équipements, leur situation, leur état et leur catégorie (biens de retour, propres, reprise). Il sera intégré à l'annexe 3 au présent contrat.

Le concessionnaire prend en charge les ouvrages et installations du service dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir, ensuite, invoquer leur situation initiale pour dégager sa responsabilité dans le bon fonctionnement du service.

A compter de cette mise à disposition, les dépenses sous contrats avec les fournisseurs liées à l'exploitation (énergie, télégestion...) du service public, sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à tenir régulièrement à jour sous forme informatique (au format modifiable ou compatible) l'inventaire des biens du service (y compris les plans afférents aux installations), et à y consacrer les moyens nécessaires.

Chaque mise à jour de l'inventaire prend en compte à leur date de mise en service, les nouveaux ouvrages, installations, équipements achevés ou acquis depuis la dernière mise à jour et intégrés au service concédé.

La mise à jour tiendra également compte :

- des évolutions significatives concernant les ouvrages, équipements et installations déjà répertoriés à l'inventaire ;
- des ouvrages, équipements et installations mis hors service, démontés ou abandonnés.

Il est ici précisé que la mise hors service, l'abandon d'ouvrages, d'équipements ou d'installations, du service concédé, ne pourront être réalisés qu'après approbation de l'Institution Adour. Celle-ci se prononce par écrit, sur la base d'un dossier argumenté, élaboré et remis par le concessionnaire.

Pour chaque bien, l'inventaire est décomposé selon les catégories et avec le niveau de détails de l'exemple proposé à l'annexe 3.

Ces inventaires exhaustifs doivent être accompagnés des plans de renouvellement et maintenance de chacun des équipements.

L'inventaire ainsi établi et l'actualisation des plans afférents aux installations sont remis chaque année à l'Institution Adour au plus tard le 15 mai des années 2 à 10 du contrat, ou sur simple demande de celle-ci (dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande).

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Le cas échéant, la mise à jour de l'inventaire pourra donner lieu, à la demande de l'Institution Adour, à un constat contradictoire sur site.

En complément de l'inventaire, le concessionnaire fournit impérativement à l'Institution Adour, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date d'effet du présent contrat :





- la liste des biens faisant partie du patrimoine du concessionnaire qu'il affecte exclusivement à la gestion du service concédé et qui constituent des biens de reprise ;
- la liste des biens propres qu'il utilise dans le cadre du service concédé.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Le concessionnaire ajoute un chapitre spécifique à l'inventaire amendé comportant la liste des biens lui appartenant et qu'il affecte exclusivement à la gestion du service concédé.

Ces listes (biens propres, biens de reprise), précisant les montants associés des biens de reprise, seront également mises à jour par le concessionnaire et communiquées chaque année à l'Institution Adour au plus tard le 15 mai, ou sur simple demande de l'Institution Adour (dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande).

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## 2. Biens nouveaux en cours de contrat

### Liste des ouvrages et aménagements potentiels à intervenir en cours du présent contrat

L'Institution Adour, en qualité d'EPTB (établissement public territorial de bassin), est impliquée dans le cadre des stratégies et réflexions pour résorber les déséquilibres quantitatifs sur les territoires du bassin de l'Adour. L'EPTB est notamment engagé depuis 2015 dans le portage de démarche de projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) ; le PTGE est une démarche de co-construction par laquelle les acteurs locaux représentatifs de la diversité des usages établissent et valident un diagnostic, à partir duquel ils dessinent des orientations stratégiques et bâtissent un programme d'actions visant à résorber le déséquilibre quantitatif, tout en prenant en compte les problématiques de qualité de l'eau et de changement climatique.

Dans le cadre du PTGE Midour validé en 2020, les acteurs ont validé, outre des actions d'économies d'eau et de changement de pratiques, des solutions plus structurantes reposant sur des opérations de Reut (réutilisation des eaux usées traitées) d'une part et de confortement des stockages d'autre part.

#### Opération « Reut de Conte » (pour mémoire)

L'exploitation des ouvrages et aménagements qui seront créés, pour le stockage et la gestion d'environ 1,5 Mm<sup>3</sup>, feront l'objet d'un contrat spécifique d'exploitation.

#### Opération « Stockages Midour »

Trois sous-familles d'actions vont permettre de sécuriser le stockage de ressource sur le bassin versant du Midour pour un équivalent de 3,2 Mm<sup>3</sup> à l'horizon 2050. Les acteurs ont validé le principe de mutualisation de la gestion des ressources stockées à l'échelle des sous-bassins du Midour et de la Riberette, ayant pour corollaire une mutualisation des charges de fonctionnement, qui seront a priori réparties sur l'assiette des surfaces autorisées pour les préleveurs en cours d'eau du bassin du Midour et Riberette.

Ces aménagements concernent essentiellement des réservoirs de soutien d'étiage (RSE) dont l'exploitation fait l'objet du présent contrat :

1/ la réhausse de RSE :

- Maribot : + 400 000 à + 500 000 m<sup>3</sup>, soit environ 2 mètres
- Lapeyrie : de l'ordre de + 200 000 m<sup>3</sup>, soit environ 1 mètre ;

2/ la construction de dispositifs de pompages complémentaires pour sécuriser le remplissage des RSE de :

- Maribot réhaussé (pompage de l'ordre de 1,1 Mm<sup>3</sup> en année « quinquennale sèche 2050 » à partir de l'Arros),





- Lapeyrie réhaussé (pompage de l'ordre de 0,4 Mm<sup>3</sup> en année « quinquennale sèche 2050 » à partir de la Riberette),
- Charros (pompage de l'ordre de 0,6 Mm<sup>3</sup> en année « quinquennale sèche 2050 » à partir du Midou),
- Arthez d'Armagnac (pompage de l'ordre de 0,4 Mm<sup>3</sup> en année « quinquennale sèche 2050 » à partir du Midou) ;

Pour ces 2 premières sous-familles, les études - notamment techniques - pour le dimensionnement des pompes et des réservoirs, la définition des équipements d'auscultation et d'exploitation, les modalités de gestion et de recouvrement des charges sont en cours.

Le calendrier prévisionnel prévoit une mise en service au plus tard juste avant l'été 2027.

3/ la construction de 2 à 4 retenues déconnectées à remplissage hivernal par pompage en cours d'eau, d'un volume unitaire d'environ 100 000 à 150 000 m<sup>3</sup>, situées sur les sous-bassins de la Riberette et du Midou gerso, pour un complément de stockage de l'ordre de 400 000 à 500 000 m<sup>3</sup>. La création de ces retenues déconnectées pourrait être partiellement ou totalement remplacée par la mobilisation de volumes aujourd'hui disponibles dans des réservoirs d'ASA, dont certains bénéficient d'un dispositif de remplissage hivernal et pourraient éventuellement être réhaussés. Cette expertise vient d'être lancée par l'Institution Adour avec les acteurs locaux.

Le calendrier de mobilisation de ce volume objectif complémentaire est également fixé à 2027.

De futures études permettront de préciser les caractéristiques et de définir des équipements d'auscultation et d'exploitation, les modalités de gestion et de recouvrement des charges.

Dans le cadre du PTGE Adour amont dont le diagnostic a été validé en juin 2022, les acteurs sont à la phase de discussion sur les actions dont d'éventuels projets de stockage : Reut, retenues déconnectées à remplissage hivernal, retenues de soutien d'étiage sur cours d'eau.

Selon les contraintes politiques, administratives, financières et techniques, certaines de ces réhausses pourraient être mise en service avant la fin du présent contrat

La démarche PTGE sur le territoire de la Douze a été initiée fin 2021. Les travaux en cours déboucheront éventuellement sur des solutions de stockages du type Reut, retenues déconnectées, réhausse de RSE, pompage complémentaire...en fonction de l'ambition qui sera partagée à l'issue du diagnostic et des différentes solutions qui seront élaborées.

Outre les projets validés par les acteurs dans le cadre des PTGE, l'Institution Adour a lancé une réflexion pour étudier l'opportunité de rehausser - hors démarche de PTGE - certains de ses réservoirs de soutien d'étiage dont l'exploitation fait objet du présent contrat ; à titre indicatif et en approche très sommaire (liste non exhaustive) : Tailluret, Arrêt-Darré, Miramont, Ayguelongue...

Selon les contraintes politiques, administratives, financières et techniques, certaines de ces réhausses pourraient être mise en service avant la fin du présent contrat.

#### **Dispositions applicables pour ces nouveaux ouvrages :**

La remise des nouveaux ouvrages au Concessionnaire donne lieu à une mise à jour de l'inventaire.

Dans tous les cas, l'Institution Adour remettra au concessionnaire du présent contrat un exemplaire du Dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le Dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO) pour présenter la liste des équipements, les plans et les modalités de leur exploitation, ainsi que le dossier de déclaration d'intérêt général. Ces éléments permettront de préciser le contenu de l'avenant au présent contrat (Cf. article 43).

Pour la remise totale des installations programmées et réalisées postérieurement à la date de prise d'effet du présent contrat s'opérera dans les conditions suivantes :





- tous les travaux de premier établissement seront exécutés par l'Autorité concédante à ses frais et avec l'entrepreneur de son choix, selon les principes définis dans le présent contrat ;
- le Concessionnaire dispose d'un droit de contrôle sur l'exécution des travaux, conformément aux dispositions du présent contrat, sans pour autant se substituer aux obligations du maître d'ouvrage ou maître d'œuvre éventuel ;
- ces nouveaux ouvrages réalisés et les installations ainsi établies pendant la durée du présent contrat par l'Autorité concédante feront partie intégrante du service concédé ;
- le Concessionnaire devra assurer régulièrement l'exploitation du service dans un délai maximum de 24 heures après remise. Il souscrira à cet effet et en temps utile les abonnements (électricité, télécommunications..) nécessaires à l'exploitation des ouvrages.

Dans le cas où le Concessionnaire formule des réserves au moment de la réception des nouvelles installations notamment lorsque leur conception ou réalisation lui paraît de nature à compromettre la bonne exécution du service ou la sécurité du personnel, il est néanmoins tenu de les faire fonctionner au mieux de leurs possibilités. Cependant si ces réserves sont fondées, l'Autorité concédante doit faire intervenir la responsabilité des maîtres d'œuvre, constructeur et fournisseur dans le cadre de la législation en vigueur. L'Autorité concédante peut autoriser le délégataire à exercer les recours pour son propre compte à l'encontre des mêmes personnes, notamment pour la réparation des préjudices qu'il subit en raison de la mauvaise exécution des travaux.

Si les travaux permettent une mise en service par étapes, l'Autorité concédante pourra, après réception partielle, les remettre au Concessionnaire dans les conditions définies ci-dessus.

### 3. *Autres aménagements à intervenir en cours de contrat : pour information, hors cadre des prestations objet du présent contrat*

Dans un objectif de maintien à long terme de ses ouvrages et dans un souci de limiter la dégradation de la qualité de l'eau de ses réservoirs tout en s'inscrivant dans la transition énergétique, l'Institution Adour a lancé en 2020 un appel à manifestation d'intérêt pour étudier les potentialités de production d'énergie solaire par des aménagements photovoltaïques flottants et/ou hydroélectrique par turbinage des eaux en pied de réservoir.

La société SERGIES, titulaire de l'AMI, a engagé les phases d'études sur une première série de réservoirs, pour une réalisation effective des premiers aménagements en 2025 ou 2026.

Le concessionnaire titulaire du présent contrat ne pourra pas s'opposer à la réalisation de ces aménagements, dans la limite où ces aménagements ne modifieront pas les modalités et prescriptions d'exploitation des ouvrages telles que prévues au présent contrat ni de son équilibre économique.

Lors de la définition des aménagements et juste avant leur installation, le concessionnaire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le Concessionnaire donne son avis gratuitement dans un délai maximum de 15 jours suivant la réception des informations concernant le projet.

Le Concessionnaire aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Il aura en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelques omissions ou malfaçons d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il pourra le signaler au Concédant par écrit, dans un délai de 8 jours.

Après réception des travaux, un procès-verbal sera établi et signé des deux parties pour la mise en exploitation des installations de production d'énergies renouvelables. Le concessionnaire, en qualité d'exploitant des ouvrages hydrauliques, pourra émettre des réserves dans le procès-verbal. Le Concédant devra dans la mesure du possible lever les réserves.

Le concessionnaire ne pourra être responsable de dommages résultant de cette installation.



## Article 14. **Retrait de biens**

L'Institution Adour peut décider de retirer un ou plusieurs biens de l'inventaire. Cette décision est notifiée au concessionnaire. Toutefois un tel retrait ne pourra entraîner de bouleversement de l'économie du contrat et ce retrait ne peut pas compromettre la qualité du service concédé.

A défaut les parties devront se réunir pour renégocier les éléments tarifaires du contrat dans le cadre de la clause de réexamen prévue à l'article 43 du présent contrat et cette décision, fera l'objet d'un avenant.

## Article 15. **Installations à l'initiative du concessionnaire**

Outre les aménagements et équipements demandés et présents à l'article 30, le concessionnaire peut établir dans le périmètre de la concession tous les ouvrages qu'il juge nécessaires à l'exploitation du service concédé sous réserve de l'approbation expresse par l'Institution Adour des conditions techniques et financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin de concession comme des biens de retour ou des biens de reprise selon l'article L3132-4 du Code de la commande publique.

## Article 16. **Documents et données relatives au service**

### 1. Plans et documents relatifs aux biens

A la date d'effet du présent contrat, l'Institution Adour s'assure que le concessionnaire détient tous les plans et documents intéressant les biens nécessaires au service concédé. Le concessionnaire en assure la conservation.

Le concessionnaire dispose du libre droit d'exploitation des plans et informations associées sous toute forme que ce soit. Chaque fois que le concessionnaire souhaite utiliser ces plans et données dans un autre but que la simple exploitation du service, il doit demander l'accord de l'Institution Adour sauf si ces plans et données sont la propriété intellectuelle du concessionnaire.

Le concessionnaire tient à jour l'ensemble des documents et plans relatifs aux biens, et les met à disposition de l'Institution Adour de façon dématérialisée.

### 2. Documents d'exploitation et de maintenance

A la date d'effet du présent contrat, l'Institution Adour s'assure que le concessionnaire détient tous les documents d'exploitation et de maintenance intéressant les biens nécessaires au service concédé.

Le concessionnaire doit les tenir à jour et établir tout autre document permettant de répondre aux prescriptions réglementaires ou contractuelles, de satisfaire les objectifs d'information de l'Institution Adour, de répondre à ses besoins propres en termes de suivi du service.

Cette obligation comprend la bonne qualité du recueil de données représentatives du fonctionnement des biens du service, ainsi qu'une bonne utilisation de ces données (interprétation et stockage).

Les documents d'exploitation et de maintenance comprennent notamment les notices techniques de constructeurs des différents matériels, les cahiers de bord ou d'entretien de toutes les installations, le journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparations réalisées durant le contrat, les rapports de contrôle réglementaire (appareils électriques, sous pression, de levage), les bilans et comptes rendus d'audit et de diagnostic, ainsi que les suites données.



Le concessionnaire tient à jour l'ensemble des documents d'exploitation, de maintenance et réglementaires (auscultation, des visites techniques approfondies...), conformément à la réglementation applicable, et les met à disposition de l'Institution Adour de façon dématérialisée.

### 3. Données du service

Le concessionnaire doit recueillir et archiver sans limitation de durée les données issues de mesures manuelles ou automatisées effectuées sur les installations du service qui permettent de satisfaire les objectifs d'informations de l'Institution Adour, de contribuer à la connaissance du fonctionnement du service et de ses évolutions.

Les données du service visent :

- les données météorologiques,
- l'ensemble des données issues de mesures en continu relatives à la ressource en eau (niveaux, hauteurs, débits, volumes),
- les données enregistrées par le système de télégestion,
- les mesures d'auscultation,
- les données de souscription, par typologie d'usage, par usager, par bassin versant et par département,
- les données de prélèvement par souscription, par typologie d'usage, par usager, par bassin versant et par département dans le respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai.

Il fournit l'ensemble de ces données, conformément aux modalités définies dans les articles 37 et 38, à l'Institution Adour lors de la remise du rapport annuel du concessionnaire, soit le 30 avril dernier délai, ou sur simple demande de l'Institution Adour dans le délai d'un mois après réception de cette demande.

### 4. Mise à disposition de données

Le concessionnaire met à disposition du concédant des données techniques qui ne sont pas mentionnées dans son rapport annuel afin de faciliter certaines démarches pour le concédant. Il s'agit notamment :

- des données météorologiques brutes (pluie, température) annuelles, selon un pas de temps hebdomadaire (avec les valeurs maximales, minimales et moyennes)
- du volume déstocké « trop plein » : par période (annuel, étiage hors étiage) lié au « trop plein » de l'ouvrage (côte maxi atteinte, déversement, crue, ...)
- du taux d'usage par ouvrage
- du taux d'usage contractuel en nombre de contrats : nombre de contrats opérationnels par usage/nombre total de contrats
- du taux d'usage contractuel en ha (ou en l/s) contractualisés : nombre d'ha (ou l/s) des contrats opérationnels par usage/nombre total d'ha (ou l/s).

L'autorité concédante s'engage à un usage exclusif des données dans l'intérêt de ses missions. La communication des données à un tiers n'est pas autorisée, à l'exception du droit d'accès aux documents administratifs, dans les conditions du Code des relations entre le public et l'Administration.





## 5. Clause générale sur la transmission des données

L'ensemble des données transmises entre les parties au présent contrat est mis à leur disposition dans le strict respect de la réglementation en vigueur. L'autorité concédante s'engage notamment à un usage exclusif des données dans l'intérêt de ses missions. La communication des données à un tiers n'est pas autorisée, à l'exception du droit d'accès aux documents administratifs dans les conditions du Code des relations entre le public et l'Administration.

Toute donnée permettant l'identification d'une personne physique est qualifiée de donnée à caractère personnel dont le traitement est strictement protégé par le RGPD. Le concessionnaire s'engage, en ce sens, à respecter ledit règlement.

projet





## CHAPITRE 3 - MODALITES D'EXPLOITATION

### Article 17. Principes généraux d'exploitation

Le prestataire s'engagera à assurer la sécurité, le bon fonctionnement des installations, la continuité et la qualité du service.

Les exigences en matière de continuité du service sont exposées ci-après.

Les diverses installations seront maintenues en bon état d'entretien et de fonctionnement. L'exploitation de ces équipements devra être assurée suivant les dispositions légales et réglementaires en vigueur régissant l'exploitation des ouvrages hydrauliques.

Le prestataire retenu s'engage à réaliser les travaux et entretiens qui lui sont impartis. Il s'engage notamment à :

- maintenir en bon état d'utilisation les diverses installations et matériels qui devront être exploités dans les conditions légales et réglementaires en vigueur ;
- se conformer aux notices d'entretien qui lui seront remises ;
- respecter les conditions d'utilisation des matériaux et matériels, notamment les prescriptions des arrêtés portant règlement d'eau ;
- accompagner le propriétaire dans ses échanges avec les services de l'État ;
- répondre aux demandes du propriétaire en lien avec l'exploitation des équipements.

Il veillera à ce que les services offerts soient suffisants pour satisfaire au mieux les usagers et développer une bonne image des équipements vis-à-vis des usagers, du grand public, et des services instructeurs.

En outre, le(s) prestataire(s) retenu(s) s'obligera(ont) :

- à être en situation de seul responsable vis-à-vis du propriétaire dans toutes les interventions qu'il conduira,
- à assurer la continuité du service toute l'année dans les conditions fixées au présent cahier des charges,
- à aider à communiquer sur le service en fournissant à la demande de l'Institution Adour toutes les informations nécessaires : état de remplissage de la réserve communiqué tous les 15 jours en période hors étiage, tous les jours en période d'étiage (1<sup>er</sup> juin au 31 octobre) ...

### Article 18. Service aux usagers

Les priorités d'usages sont celles définies par la réglementation et notamment le SDAGE Adour-Garonne.

Sont considérés comme usagers des eaux de réalimentation les usagers préleveurs et les usagers non préleveurs.

Les usagers préleveurs peuvent être à titre d'information (liste non exhaustive) des agriculteurs, des entreprises publiques ou privées ou des collectivités prélevant de l'eau pour l'irrigation, l'eau potable, l'industrie ; ils sont titulaires d'une convention de restitution.





Pendant la durée du présent contrat, le prestataire est tenu pendant la période de basses eaux, sauf en cas de force majeure, de fournir de l'eau brute aux usagers, dans les conditions fixées par le présent contrat et les contrats d'abonnement (conventions de restitution) en vigueur.

Le service rendu par le concessionnaire aux usagers préleveurs consiste en la restitution, en amont du point de prélèvement envisagé, d'un débit et d'un volume prélevable.

Le prestataire retenu s'engage également à répondre aux demandes du propriétaire ou des usagers en lien avec les contrats ou l'exploitation du service.

Les usagers préleveurs sont titulaires d'une autorisation administrative de prélèvement et d'une convention dite "de restitution" qui en fixe les modalités.

Le(s) modèle(s) de convention de restitution est(sont) fourni(s) par le concessionnaire en annexe 2 du présent contrat.

## Article 19. Conventions de restitution avec les usagers préleveurs

### 1. Nature de la convention de restitution

La convention de restitution règle la mise à disposition de l'eau dans les cours d'eau, ainsi que les quelques cas de prélèvements dans le réservoir ou en pied de réservoir.

Conformément aux arrêtés en vigueur, cette convention est signée entre le concessionnaire et l'utilisateur préleveur.

Des réflexions plus globales sont en cours pour faire participer les usagers non préleveurs (Cf. article 20 suivant).

La convention de restitution, établie en conformité avec les dispositions du présent contrat, fixe les conditions techniques et financières, selon lesquelles la mise à disposition de l'eau et les autres prestations liées à celle-ci sont accordées aux usagers préleveurs (Cf. structure et montants de la redevance définis à l'article 31).

**Les clauses générales de la convention applicables à tous les usagers d'un même bassin ainsi que les clauses particulières relatives à chaque usager devront présenter clairement les quantités souscrites maximales en volume et débit, avec une référence à une surface équivalente pour application de la redevance. Ces quantités devront être respectées par l'utilisateur, sous peine de sanctions en annexe 2 du présent contrat.**

Les clauses de la convention de restitution ont valeur contractuelle pour le concessionnaire.

Les conventions de restitution à établir dans le cadre du présent contrat de CSP devront en outre prévoir des propositions de mesures incitatives pour les usagers qui accepteraient ou utiliseraient les outils mis à leur disposition pour l'amélioration de la gestion présentés à l'article 30, et/ou mesures coercitives pour les usagers qui ne les utiliseraient pas :

- déclaration par anticipation des intentions de prélèvements (démarrage, augmentation, baisse, arrêt des prélèvements),
- compteurs communicants.

Les abonnements au service de réalimentation sont annuels. Ils se renouvellent par tacite reconduction.

Le Concessionnaire s'engage à appliquer le contrat d'abonnement pour ce qui le concerne pendant la durée du présent contrat et à vérifier sa bonne application par les usagers.

La souscription d'un abonnement n'ouvre pas droit au versement de frais d'accès au service.

Les contrats peuvent être conclus ou revus, avant le début de la saison de réalimentation en accord avec les usagers et après avis de la Collectivité.

La demande de résiliation est présentée selon les modalités fixées par les clauses générales.

En cas de modification des clauses générales de la convention de restitution, un avenant est transmis, pour signature, par le concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique, ou accompagnée





la première facture suivant la modification. En cas de modification des clauses particulières de la convention de restitution, un nouvel exemplaire de celles-ci est transmis, pour signature, par le concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique. En cas de modification des clauses générales, l'autorité concédante sera préalablement avertie par courrier pour information et pour validation de sa part sous un délai de un (1) mois.

Le concessionnaire met à disposition de l'Institution Adour les conventions des usagers préleveurs.

A défaut de respecter les prescriptions de cet article, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## 2. Attribution des conventions des restitutions

L'attribution des conventions sera faite en conformité avec toutes les autorisations administratives et l'organisme unique de gestion collective des périmètres élémentaires correspondants, ou d'usages hors prélèvements.

Sur les axes réalimentés par les ouvrages de restitution de l'Institution Adour, l'attribution des débits/volumes/surfaces éventuellement disponibles se fait au cours d'une réunion annuelle organisée en janvier sous l'égide de l'Institution Adour, réunissant les services d'Irrigadour, des 4 chambres d'Agriculture et de l'État (4 Directions départementales des territoires (et de la mer)) et le concessionnaire.

Le concessionnaire tient à la disposition de l'autorité concédante, à sa demande et inclut dans son rapport annuel, tous les documents justifiant de la bonne application des modalités d'attribution ainsi que la liste des demandes en attente précisant la typologie d'usage, l'utilisateur, et les débit/volume/surface demandés sous réserve du respect de la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données. Le concessionnaire participera à la réunion d'attribution et y apportera tous les éléments en sa possession.

## 3. Engagements clientèle

Les engagements envers la clientèle du concessionnaire sont les suivants :

Délai de réactivité en réponse à un besoin d'irrigation par prélèvement sur le cours d'eau - et sous réserve de dispositions collectives spécifiques de gestion décidées avec les représentants des usagers en situation de crise :

- Si le client dispose d'un contrat de prélèvement : 4 heures en heures ouvrées pour ouvrir les vannes du barrage (décompté à partir de la sollicitation de l'utilisateur) la disponibilité de l'eau au droit du point de prélèvement dépend du temps de transfert dans le cours d'eau dont le concessionnaire ne peut être tenu responsable ;
- Si le client ne dispose pas d'un contrat de prélèvement : au cas par cas en fonction de la nature du prélèvement, apprécié au moment de la manœuvre de la vanne de lâcher ;

Délai de réactivité aux événements météorologiques, hors événement exceptionnel ou cas de force majeure : 4 heures maximum.

Le non-respect des délais entraîne l'application de la pénalité prévue à l'article 45.

## 4. Actions de communication

Entre concessionnaire et usagers :





Le prestataire assure une permanence téléphonique 24h/24 et 7j/7 durant la saison d'irrigation, sous la forme d'un n° d'appel unique non surtaxé, qu'il communique par courrier ou courriel en début de saison à tous les nouveaux usagers et en cas de modification.

Chaque usager communique au prestataire selon les mêmes modalités les coordonnées complètes d'interlocuteurs habilités à intervenir en son nom.

Ces interlocuteurs sont seules habilités à contacter le prestataire en vue de la fourniture d'eau brute, notamment pour solliciter le relèvement temporaire du niveau d'eau en aval du réservoir de soutien d'étiage.

Pour ce faire, ils confirment systématiquement, par courriel adressé à l'adresse indiquée par le prestataire, toute demande adressée par téléphone.

#### Entre concessionnaire et autorité concédante :

Le concessionnaire élabore les actions de communication et fournit si besoin à l'autorité concédante les informations nécessaires concernant spécifiquement le service. Il lui transmet l'ensemble des données de communication.

L'autorité concédante peut transmettre au concessionnaire un document d'information qu'il se chargera de transmettre aux usagers avec la prochaine facture émise. Les actions de communication du concessionnaire concernant le service ou destinées spécifiquement aux usagers du service feront l'objet d'une concertation avec l'institution Adour sauf s'il y a un caractère d'urgence.

Une information sur l'état de remplissage des réservoirs doit être communiquée à l'Institution Adour à une fréquence prévisionnelle de 15 jours par voie électronique et mis à disposition des acteurs concernés.

Un bulletin de situation hydrologique sera transmis à l'Institution Adour à une fréquence prévisionnelle d'un mois.

## Article 20. Usages non préleveurs

Les usages non préleveurs sont tous les autres usages. Les usagers non préleveurs mais bénéficiaires des eaux de réalimentation peuvent être les usiniers ou propriétaires de moulins, les collectivités publiques ou privées ou leurs ayant droits, dans la mesure où les rejets qu'ils effectuent rendent nécessaire le maintien d'un débit de dilution pour garantir les objectifs de salubrité, les collectivités territoriales et toute personne de droit public pour la part du débit qui est réservé à l'intérêt général, les fédérations de pêche, les fédérations de chasse, les fédérations sportives ou des associations, les exploitants d'installations hydroélectriques ou photovoltaïques.

Le service vise à participer au soutien d'étiage et à l'atteinte du débit consigne de gestion en aval des tronçons réalimentés pour des durées variables et prescrites par les divers documents réglementaires évoqués à l'article 3 du présent contrat et fournis en annexe 1ter, afin d'assurer en particulier le respect des débits d'objectif d'étiage inscrits dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

L'Institution Adour se réserve le droit de fixer les règles applicables pour la mise à disposition des ouvrages pour les usagers non préleveurs, dans un but de mise en valeur du plan d'eau et des parcelles liées aux ouvrages pour des activités connexes.

Ces modalités de mise à disposition seront établies par des conventions bipartites entre l'Institution Adour et les usagers non préleveurs.

Ces conventions ne pourront prévoir une durée de mise à disposition supérieure à celle du présent contrat sauf pour des projets dont l'équilibre économique nécessiterait une durée plus longue. Dans ce cas, la convention devra comporter une clause de substitution du concessionnaire.





Dans le cadre actuel des arrêtés (inter)préfectoraux portant « déclaration d'intérêt général » pour chacun des réservoirs, les redevables sont les seuls usagers préleveurs. Cependant, des réflexions globales sont menées depuis plusieurs mois au niveau du Comité de bassin Adour-Garonne pour étudier l'opportunité et les modalités de mise en place d'un nouveau modèle socio-économique de soutien d'étiage qui vise à faire participer les usages non préleveurs mais bénéficiaires des réalimentations, et qui mobilisent de plus en plus de volume compte tenu de la baisse des débits naturels en période d'étiage due au changement climatique. Ces nouvelles contributions se révèlent indispensables pour assurer la pérennité de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages contribuant au soutien d'étiage multi-usages.

En fonction des conclusions de ces travaux et des modalités d'application, qui nécessiterait également des amendements aux arrêtés actuels d'exploitation des réservoirs, une modification de l'assiette des redevables pourrait intervenir. Cette modification substantielle de l'assiette des redevables constituera une cause de réexamen telle que prévue à l'article R3135-1 du Code de la commande publique (Cf. article 43) et fera l'objet d'un avenant.

## Article 21. **Exploitation du service**

### 1. Gestion des aménagements

Tous les ouvrages, équipements et matériels sont entretenus en bon état de fonctionnement, de conservation, d'aspect et réparés par les soins du concessionnaire.

L'entretien à la charge du concessionnaire est tant préventif que curatif. Tous les travaux et interventions rendus nécessaires directement ou indirectement par un manque d'entretien sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire tient à jour sur site le Registre de l'ouvrage selon la réglementation en vigueur. Ce journal de bord des visites et des principales opérations d'entretien et de réparation réalisées est systématiquement mis à jour et tenu à la disposition de l'Institution Adour et des services de l'État.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Faute pour le concessionnaire de pourvoir à l'entretien des biens du service, l'autorité concédante peut faire procéder, aux frais du concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, 48 heures après une mise en demeure restée sans résultat.

### 2. Gestion des eaux

Le concessionnaire exploite les ouvrages conformément à la réglementation applicable en vigueur (cf. article 3 et annexes 1 ter et 1 quater) pendant la durée du présent contrat.

Il le fait en cohérence avec la gestion hydraulique déjà en place et conformément à la réglementation applicable pour chaque ouvrage et pour chaque bassin.

La gestion des eaux comprend la gestion des débits lâchés à partir des ouvrages (objet de la gestion concédée et existants par ailleurs sur le bassin) selon les objectifs réglementaires applicables et stratégiques d'optimisation de l'eau.

La régulation des débits lâchés en pied de barrage depuis le siège du concessionnaire est assurée grâce aux outils de gestion tactique des eaux développés par lui-même et adaptés à chaque aménagement.

Le débit réservé en pied de barrage sera maintenu toute l'année, sauf commande contraire de l'Institution Adour pour une diminution ou interruption du Q réservé, sur la base de constats visuels ou de mesures (aménagements prévus à l'article 30-3) qui indiqueraient des débits entrants inférieurs au Qr ou nuls. Ces manœuvres feront l'objet d'échanges avec les services de police de l'eau.



Durant la période de soutien d'étiage, le concessionnaire assure :

- La télégestion des commandes d'ouverture et de fermeture de la vanne, les débits étant régulés selon les objectifs de débit aval et selon les règlements d'eau, l'arrêté plan de crise de 2004 mis à jour en 2017 et l'arrêté cadre interdépartemental du bassin Adour (ACI Adour), et les commandes passées par l'Institution Adour ;

A NOTER : les débits consignés/cibles de gestion des réservoirs de l'Institution Adour sont modifiés dans le cadre de l'élaboration de l'Arrêté cadre interdépartemental (ACI) Adour en déclinaison des recommandations de l'Arrêté d'orientation de bassin Adour-Garonne, signé le 25 mars 2023. Pour chacun des affluents, un schéma réglementaire incluant 4 valeurs de débits correspondantes aux niveaux de gravité selon la logique du Décret de juin 2021 est mis en œuvre dès l'étiage 2023, reprenant les propositions de l'Institution Adour et de son concessionnaire actuel la CACG (Cf. annexe 1Quater\_Gestion > « Cadre de la gestion débitimétrique concertée »). Ces valeurs pourront être modifiées dans la version finale de l'ACI à intervenir fin 2023 - début 2024, sur la base du retour d'expériences de la campagne de soutien d'étiage 2023.

- L'exploitation du réseau de télémesures qui permet de connaître en temps réel et à tout instant l'état des niveaux des réservoirs et celui des rivières en pied de barrages et en aval au niveau de chacune des stations hydrométriques ; l'équipement de stations hydrométriques en amont des réservoirs (décrits à l'article 30-3) permettra de connaître les débits entrants et d'affiner la gestion ;
- La mise à disposition au jour J+1 (au plus tard) des données brutes de lâchers des réservoirs du jour J sur un serveur dédié accessible à l'Institution Adour, aux services de l'État. Ces données correspondront aux moyennes journalières.

Ainsi, le concessionnaire transmettra ou mettra à disposition quotidiennement à l'Institution Adour les données de suivi des lâchers sous forme de tableaux et graphiques, accessibles via un outil de type serveur web, pour chaque réservoir :

- suivi hebdomadaire des volumes : volume mobilisé sur la semaine, depuis l'entame de la campagne, volume disponible par rapport au volume total mobilisable,
- suivi quotidien des lâchers sur la période de mobilisation de chacune des réserves (dates et horaires d'ouverture et de fermeture, valeur du débit instantané),
- suivi horaire des lâchers, sur demande uniquement à l'Institution Adour.

Durant la période hivernale de remplissage, le concessionnaire assure :

- la gestion des stations d'exhaure existante pour remplissage complémentaire
  - la gestion de la station d'exhaure sur le Bouès pour le réservoir de Tillac (télégestion et télémesure). Les ordres de mise en route/arrêt sont transmis par le concessionnaire selon les disponibilités de la ressource en eau dans le ruisseau, selon le remplissage de la retenue, et en respectant les périodes de pompage et les débits réservés spécifiés dans les règlements d'eau ;
  - la gestion de la station d'exhaure sur le Bas pour le réservoir de Coudures (télégestion et télémesure). Les ordres de mise en route/arrêt sont transmis par le concessionnaire selon les disponibilités de la ressource en eau dans le ruisseau, selon le remplissage de la retenue, et en respectant les périodes de pompage et les débits réservés spécifiés dans les règlements d'eau et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-40901226 du 27 mars 2023 ;
  - la gestion de la station d'exhaure sur le Midour pour le remplissage du réservoir de Maribot et la station d'exhaure sur le Gaube pour le remplissage du réservoir d'Arthez (télégestion et télémesure). Les ordres de mise en route/arrêt sont transmis par le concessionnaire selon les disponibilités de la ressource en eau dans le ruisseau, selon le remplissage de la retenue, et en respectant les périodes de pompage et les débits réservés spécifiés dans les règlements d'eau.





Pour assurer cette mission de remplissage du réservoir, le concessionnaire prend à sa charge les coûts d'abonnements et consommation électrique.

D'une manière générale, le prestataire prend à sa charge tous les frais d'abonnements et consommations pour les réseaux nécessaires à l'exploitation du service (électricité, téléphone,...).

- la gestion d'éventuels lâchers hivernaux, à la demande de l'Institution Adour, pour :
  - abaisser la charge hydraulique dans les évacuateurs de crue et chenaux,
  - contribuer à la transparence sédimentaire des réservoirs.

Le concessionnaire exercera ses missions dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### **Cas particulier du réservoir de l'Arrêt-Darré**

Le réservoir de l'Arrêt-Darré est équipé d'une tour qui sert à l'évacuation des crues et de restitution de débits, au moyen de différentes prises situées à différents niveaux.

Le Concessionnaire, en relation avec l'Institution Adour, gèrera la restitution au moyen de ses dispositifs pour chercher à améliorer la qualité des eaux du réservoir et relâchées, en fonction des enjeux saisonniers dans le cours d'eau en aval.

#### **Cas particulier de la gestion des réservoirs de Tillac et Cassagnaou sur le sous-bassin du Bouès**

La rivière Bouès, située dans le bassin de l'Adour, est connectée au système Neste par une rigole de tête, la plus occidentale du canal de la Neste. La réalimentation de tête est complétée par des retenues situées dans le bassin du Bouès, sur ce cours d'eau (retenue de Sère-Rustaing) ou sur des bassins affluents (retenues d'Antin, du Cabournieu). Sur le bassin du Bouès, la CACG est concessionnaire de l'État (canal de la Neste, rigole, retenues de Sère-Rustaing et d'Antin). Dans le cadre du PGE Neste et rivières de Gascogne, des valeurs réglementaires de débits objectifs ont été fixées à l'aval du Bouès à Beaumarchés : un DOE divisionnaire « été » (juin-septembre) de 212 l/s et « hors été » (octobre à février) de 300 l/s, un DCR de 140 l/s.

Le titulaire du présent contrat exercera les actions de régulation des débits lâchés (en ouverture et fermeture des vannes) à partir de ces deux réservoirs Tillac et Cassagnaou, selon les consignes du concessionnaire d'État qui assure la gestion globale des eaux sur le système Neste, et notamment les 2 retenues en amont du Bouès : Sère-Rustaing et Antin.

Concernant la retenue de CASSAGNAOU, le concessionnaire sera tenu de se conformer à la convention avec l'ASA du Cabournieu jointe en annexe 1 bis.

#### **Cas particuliers des ouvrages appartenant à d'autres propriétaires - sous-bassin de l'Adour et affluents rive gauche**

Par conventions avec d'autres propriétaires d'ouvrages (annexe 1bis), l'Institution Adour mobilise une partie des volumes :

- du réservoir du Gabassot, appartenant à l'ASA d'irrigation de la région de Garlin ; 1,4 Mm<sup>3</sup> mobilisable pour le soutien d'étiage des Léés et de l'Adour ;
- du réservoir de Latrille, appartenant à l'ASA de Bégorre ; 1,7 Mm<sup>3</sup> mobilisable pour le soutien d'étiage de l'Adour entre Aire-sur-l'Adour et Audon ;
- du réservoir de l'Aubin : 1,1 Mm<sup>3</sup> mobilisable pour le soutien d'étiage du Luy de Béarn.





L'exploitation de ces ouvrages (exploitation, surveillance, auscultation, entretien) fait l'objet de contrats de délégation de service public ou de prestations de service entre le propriétaire et un gestionnaire. Les débits sont régulés en premier lieu selon les objectifs de débits fixés par le règlement d'eau.

Il est également précisé que la gestion sera assurée en cohérence avec celle conduite par les gestionnaires de ces réservoirs Gabassot et Aubin. Le titulaire du présent contrat devra ainsi organiser et programmer une gestion concertée avec les gestionnaires de ces ouvrages pour la part des volumes dédiée au soutien d'étiage, en demandant des lâchers d'eau précisant les débits, avec un délai minimum à caler entre les deux gestionnaires.

Pour le cas particulier du réservoir de Latrille, l'article 1 de l'avenant n° 1 à la convention entre l'ASA et l'Institution Adour, daté du 1<sup>er</sup> août 1997, et l'article 3 de l'avenant n° 2 en date du 3 mai 2016 précisent la répartition des responsabilités et des coûts entre l'ASA et l'Institution Adour.

Ainsi pour Latrille, les dépenses d'auscultation et de gestion des lâchers aux plans technique et financier seront prises en compte intégralement par l'Institution Adour dans le cadre de l'affermage du dispositif de réalimentation de l'Adour moyen.

Les autres prestations à réaliser sur le réservoir de Latrille sont décrites à l'article 25.

### **Cas particuliers des petits ouvrages de Cavaré et Bougnères - sous-bassin du Midour et de la Douze**

L'exploitation de ces ouvrages (exploitation, surveillance, auscultation, entretien) est adaptée selon l'équipement sommaire de ces ouvrages (aucun dispositif d'auscultation pour Bougnères, 1 collecteur de drain rive gauche et 1 rive droite pour Cavaré). Les volumes sont régulés par une ouverture manuelle de la vanne de restitution.

Leur gestion sera assurée en cohérence avec celle du réservoir de Tailluret.

### **3. Gestion des conventions de restitution**

L'arrivée à terme de la délégation et des concessions de service public actuelles va entraîner la résiliation des contrats entre le délégataire actuel et chaque préleveur.

Ainsi, pour la première année du contrat de concession, de nouveaux contrats devront être établis début 2024 entre le nouveau concessionnaire et chacun des préleveurs.

L'Institution Adour remettra au concessionnaire, en début de contrat, la liste des usagers et caractéristiques de leurs contrats actuels, dans le respect du RGPD.

Le nombre de contrats et compteurs actuels est présenté par sous-bassins dans le document « Synthèse des données de gestion des sous-bassins » (tableaux par sous-bassin), présenté en annexe 1 gestion.

Le concessionnaire devra reprendre le fichier des autorisations 2023 remis par l'Institution Adour (données des autorisations pour prélèvements agricoles seront fournies par l'Organisme unique au format EXCEL) pour l'amender en fonction des modifications ayant pu intervenir en 2023.

Le concessionnaire établit les conventions de restitution au plus tard pour le 15 avril 2024 et les envoie aux préleveurs pour signature. Ces conventions sont basées sur le(s) modèle(s) proposé(s) par le candidat et joint(s) en annexe 2 du présent contrat. Elles sont passées avec les usagers préleveurs dans les réservoirs de soutien d'étiage, rivière ou nappe d'accompagnement, en respectant les débits et/ou volumes et/ou surfaces maximaux susceptibles d'être souscrits à partir de chacun des aménagements, conformément aux règlements d'eau.

**Cas particulier** : Pour les ouvrages de Tillac et Cassagnaou, les conventions sont établies par le concessionnaire de l'État exploitant les ouvrages du système Neste, en application du Décret Neste.





A défaut d'établissement des conventions de restitution dans le délai précité, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Le concessionnaire devra produire - chaque année - avant le 10 janvier, pour transmission à l'OUGC :

- un extrait complet de la base au format SANDRE
- un fichier reprenant l'historique et amendé chaque année avec les modifications/suppressions de l'année écoulée.

En cas de modification entre janvier et avril, un nouveau fichier des modifications/suppressions sera transmis à l'OUGC juste avant passage CODERST.

Après passage en Coderst, le concessionnaire récupérera la liste définitive des autorisations liées aux ouvrages de la concession pour l'année n, pour suivi de la campagne et préparation de la facturation du 2<sup>ème</sup> acompte de la redevance en fin d'année.

#### 4. Participation aux instances de concertation

Le prestataire devra entretenir les relations avec les acteurs locaux, les exploitants et les propriétaires riverains.

Actuellement, il existe une commission de gestion pour les sous-bassins suivants : Arros, Louet, Gabas-Lées, moyen Adour, Bahus, Luys et Louts, Midour-Douze. Une commission de gestion est composée à minima de l'Institution Adour, du concessionnaire exploitant des ouvrages, des représentants d'usagers, d'Irrigadour, de représentants de l'État et de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Cette commission a pour objet de suivre les modalités d'exécution de la gestion des réservoirs et d'adopter des stratégies de gestion en cas de tension sur la ressource.

Le titulaire du présent contrat assistera l'Institution Adour au sein de cette ou ces commissions de gestion, pour les prestations qui leur incombent et définies dans le présent contrat, et d'une manière générale dans toutes les missions incombant à l'Institution Adour dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion des réservoirs. Il s'agira de préparer les éléments nécessaires à la présentation (contexte hydroclimatique, état de remplissage, perspectives de soutien d'étiage, organisation de zonages pour tours d'eau ... éléments financiers relatifs à la redevance).

En règle générale, la commission est réunie en pré-campagne puis plusieurs autres peuvent être organisées en cours de saison si la situation hydroclimatique est tendue (4 à 5 réunions).

Pour la réunion de pré-campagne au printemps, l'Institution Adour demande au futur Concessionnaire d'être représenté par la ou les personnes référentes d'une part pour la gestion des eaux et d'autre part pour la gestion des contrats.

Pour les éventuelles autres réunions en cours de campagne, le Concessionnaire ne pourra être représenté que par une personne qui accompagnera les services de l'Institution Adour.

Pour les ouvrages de Tillac et Cassagnaou situés sur le Bouès, le titulaire participera aux commissions de gestion organisées sur la Neste à l'initiative du Concessionnaire de l'État.

#### 5. Continuité du service

Le concessionnaire s'engage à assurer la continuité de service tout au long de l'année dans les conditions fixées au présent contrat, tout en respectant les obligations réglementaires liées aux ouvrages, notamment les arrêtés portant règlement d'eau et les arrêtés de classement au titre de la sécurité publique. Les valeurs de gestion sur les affluents pourront être amendées selon l'évolution de la mise en place de l'arrêté cadre interdépartemental (ACI) Adour fin 2023 - début 2024.

Pour assurer ce service, le concessionnaire diffuse à l'Institution Adour et à tous les services publics qui lui en font la demande, les numéros de téléphone des services d'astreinte et de sécurité joignables vingt-quatre heures sur vingt-quatre, toute l'année.





Le concessionnaire sera joignable par l'autorité concédante, l'ensemble des usagers, et tous les services publics qui lui en font la demande, aux jours et heures ouvrables, pour toutes demandes de renseignements concernant l'exercice du service et vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour tous les problèmes concernant la sécurité des personnes et des biens ou pour signaler une interruption particulière du service.

En cas de constat de tous désordres apparents sur les ouvrages y compris le bâti, le concessionnaire est tenu d'avertir l'Institution Adour dès que possible par téléphone et par lettre recommandée avec accusé de réception.

## 6. Sécurité

Le concessionnaire s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur en matière de sécurité, relatifs aux activités objet du présent contrat. Il reste seul responsable de tout manquement en la matière, tant vis-à-vis des usagers que des tiers. Il garantit l'Institution Adour de toute mise en cause liée aux activités qui lui sont concédées. Le concessionnaire n'est pas responsable des activités et manifestations organisées par des tiers et non préalablement autorisées par ses soins ou de tout accident de tiers survenu sur les parcelles ouvertes au public, notamment en raison d'une non-conformité des installations. La responsabilité du concessionnaire ne peut être recherchée pour quelque cause que ce soit en cas de dommage aux biens ou aux personnes en raison d'activités ou de manifestation organisées par des tiers. Le préjudice financier subi par le concessionnaire pour ces motifs est pris en charge par l'autorité concédante.

Le concessionnaire aura à sa charge tous les contrôles techniques réglementaires y compris ceux relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques (Cf. article 26). Il fournira à l'Institution Adour les rapports au fur et à mesure de leur production et au plus tard lors de la remise du compte rendu annuel prévu à l'article 37 du présent contrat.

## 7. Situations particulières du service

En cas de remplissage incomplet du réservoir une année donnée, l'Institution Adour doit être avertie et ce, en toute hypothèse, avant le 15 mai de l'année considérée. L'Institution Adour est également informée de l'engagement de gros travaux réalisés par le Concessionnaire.

En cas de situation particulière avant ou pendant la période des lâchures, le concessionnaire est tenu d'organiser des réunions de commissions de gestion de rivière en présence de l'autorité concédante. Il y sera fixé les quotas disponibles ou les périodes de restriction de fourniture d'eau. Le concessionnaire informera les usagers des décisions prises.

Le concessionnaire est tenu d'informer les usagers de toute décision prise par l'organisme unique ou tout autre organe décisionnaire, précisant les conditions de gestion ainsi que de toutes les décisions réglementaires.

## 8. Situation de crise

En cas de situation de crise, le concessionnaire est tenu d'appliquer la réglementation en vigueur selon les arrêtés préfectoraux ou interpréfectoraux qui seraient pris, et pour chaque ouvrage. L'application de ces arrêtés prévaut sur les obligations contractuelles vis-à-vis des usagers. La CACG ne pourra se voir appliquer aucune pénalité ni voir sa responsabilité engagée pour non-respect du présent contrat pour ce motif.

Les services de l'État sont en cours d'élaboration d'un arrêté cadre interdépartemental (ACI) Adour qui reprendra les schémas de crise déjà en vigueur sur les axes Adour et Midouze, et y intégrera les schémas en 4 niveaux de gravité sur les affluents, selon les valeurs proposées par l'Institution Adour et son exploitant actuel. Cet ACI sera soumis à la consultation des partenaires et du public courant





de l'été 2023 ou à la rentrée. Il pourra être amendé en fonction des retours éventuels et du retour d'expérience de la campagne de soutien d'étiage 2023.

Le concessionnaire est chargé d'appliquer les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population conformément à la réglementation lors des situations de crise.

Si nécessaire, et dans le cas où il ne peut plus faire face à ses obligations, le concessionnaire doit prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum.

#### 9. Risque sanitaire

Le concessionnaire est chargé de mettre en place les procédures d'urgence et de prévention en cas de risque sanitaire ou de pollution concernant les ouvrages (cyanobactérie, pollution des eaux, ...Cf. article 24). Il devra informer par téléphone et courriel, le Concédant ainsi que par courriel tous les partenaires locaux identifiés (services compétents de l'État, collectivités territoriales et usagers concernés) dès suspicion de pollution ou risque sanitaire, et des mesures prises.

La liste des partenaires locaux identifiés sera remise en début de contrat et pourra faire l'objet de mise à jour pendant l'exécution du contrat.

A ce titre, le Concessionnaire est chargé d'installer des panneaux de manière permanente sur le site afin de prévenir la possible pollution de l'eau. Ces panneaux sont fournis par l'autorité Concédante qui validera le plan d'implantation sur site, en revanche l'installation de ceux-ci relève du Concessionnaire et fera l'objet d'une réception contradictoire.

#### Article 22. Contrôle des prélèvements

##### Régime actuel des dispositifs de comptage :

Les dispositifs de comptage servant à mesurer les quantités d'eau brute prélevées par les usagers dans le milieu naturel ou fournies par le concessionnaire en pied de retenue collinaire, appartiennent actuellement :

- sur les sous-bassins Bouès et Arros, au prestataire actuel la CACG qui les loue aux usagers,
- sur le sous-bassin Adour et affluents rive gauche : aux usagers ;
- sur le sous-bassin Midour et Douze : actuellement aux usagers pour la partie landaise et en majorité au prestataire actuel pour la partie gersoise (location aux usagers).

Ils doivent être conformes aux spécifications de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.  
Ces dispositifs de comptage font partie du périmètre concédé.

**Dans le cadre du présent contrat, il est demandé au concessionnaire de systématiser l'installation de compteurs communicants sur l'ensemble des axes réalimentés, dans un délai maximal de 3 ans, soit à compter de 2024 et jusqu'en 2026 au plus tard (Cf. article 30).**

##### Prestations de contrôle :

Compte tenu du déploiement systématique de compteurs communicants ou dispositifs équivalents, le candidat proposera d'éventuelles prestations pour assurer le contrôle in situ du bon fonctionnement et des informations télé-relevées.

Ces visites des points de prélèvement viseront également à permettre une mesure du débit prélevé. Le respect d'un débit d'équipement contractuel a pour objectif d'assurer une équité d'accès à la ressource entre usagers, en interdisant et pénalisant (via les clauses de la convention de restitution) les suréquipements en matériels.



Par principe, les contrôles sont inopinés dans le respect des modalités définies dans les clauses générales de la convention de restitution. Ils peuvent dans certains cas être renouvelés (fraude et/ou non-respect des dispositions contractuelles). L'ensemble des surveillants sont à même d'intervenir sur tout secteur pour des opérations ponctuelles destinées à disposer d'une vue d'ensemble dans un court délai (cas de bassins pouvant soulever des difficultés de gestion).

La convention de restitution détermine les conditions d'accès des agents du Concessionnaire à l'intérieur des propriétés privées, pour toutes les interventions concernant les compteurs et notamment les relevés, lorsque ces compteurs ne sont pas accessibles à partir du domaine public.

Le concessionnaire peut exiger la vérification d'un dispositif de comptage dès lors qu'il suspecte un dysfonctionnement ou une dérive de la mesure.

Le candidat proposera à l'Institution Adour les modalités et outils pour assurer ces relevés de compteurs et garantir la qualité du service.

L'utilisateur est en droit d'exiger la vérification du compteur qui sera installé par le Concessionnaire, dans les conditions prévues par la convention de restitution. Quand le fonctionnement du compteur est conforme aux spécifications techniques et à la réglementation en vigueur, l'utilisateur qui aura fait la demande de vérification en supportera les frais.

Le concessionnaire fournit à l'autorité concédante, sur simple demande et lors de la remise du compte-rendu technique annuel un état des contrôles qu'il a effectué sur les prélèvements des eaux issues des aménagements sur l'année écoulée. Il tiendra régulièrement à jour les documents métrologiques conformes à la réglementation en vigueur pour le parc de compteurs.

En contrepartie, l'autorité concédante s'engage à un usage exclusif des données dans l'intérêt de ses missions. La communication des données à un tiers n'est pas autorisée, à l'exception du droit d'accès aux documents administratifs, dans les conditions du Code des relations entre le public et l'Administration.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## Article 23. **Modalités concernant les échanges entre le concessionnaire et l'Institution Adour**

### 1. Équipes référentes

Au sein de l'Institution Adour, les référents pour le présent contrat sont :

- le Directeur Général des Services : Didier PORTELLI
- le service ressource en eau : Stéphane SIMON, Marie-Laure PONS, Pascal PINSOLLE
- le service administratif : Réjane DEHAIBE et David VERNIER

Pour le concessionnaire, les référents sont :

|   |                    |
|---|--------------------|
| Directeur de l'exploitation                       | WEISS Pierre       |
| Chef de projet et responsable de la région sud    | FERRAND Christophe |
| Responsable gestion des eaux                      | PAUTHIER Maud      |
| Responsable suivi barrage et gestion patrimoniale | CUSSEY Sylvie      |





Pour tout changement de référent en cours de contrat, le concessionnaire soumettra l'Autorité concédante une proposition de remplaçant en présentant les justificatifs démontrant des compétences et qualifications équivalentes.

## 2. Devoir d'information et d'avis du concessionnaire

Considérant la qualité de professionnel du Concessionnaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et d'alerte vis-à-vis de l'Institution Adour.

Sans préjudice des autres stipulations du présent contrat, cette obligation concerne notamment toute information ou conseil de nature à permettre à l'Institution Adour d'exercer sa qualité d'autorité concédante dans les meilleures conditions, et concerne également tout risque de nature à mettre en jeu la responsabilité de l'Institution Adour.

Le Concessionnaire représente ou assiste l'Institution Adour, dans le cadre des obligations du présent contrat, à l'ensemble des comités liés aux usages de ces ouvrages dont les comités départementaux de l'eau et les commissions de gestion des étiages sous l'égide de l'État, les commissions de gestion et d'attribution sous l'égide de l'Institution Adour. Le concessionnaire assiste également l'Institution Adour dans ses relations avec les organismes publics tels que l'État, l'Agence de l'eau et toute administration intervenant dans les secteurs du périmètre des ouvrages, en lui apportant notamment les informations qui lui sont nécessaires.

Le Concessionnaire assiste l'Institution Adour pour effectuer les réponses aux services de l'État pour toute demande de leur part dans les délais demandés, après information et avis de l'autorité concédante.

Le Concessionnaire assiste l'Institution Adour sur tous les échanges relatifs aux ouvrages, avec les services de l'État et parties prenantes.

En dehors des cas d'urgence, le Concessionnaire informe à minima quinze (15) jours avant par courrier ou courriel l'Institution Adour de toute réunion qu'il organise ou dont il est à l'initiative dans le cadre des représentations et assistances décrites ci-dessus.

## 3. Accès aux données techniques liées aux ouvrages et à l'exploitation

Le concessionnaire tient à la disposition de l'Institution Adour l'ensemble des données techniques relatives au service concédé.

Ceci concerne notamment :

- l'inventaire actualisé des installations,
- les plans et autres documents techniques (schémas, notices d'exploitation et d'entretien...),
- les données des journaux de bord de l'exploitation (registre barrage comprenant les opérations d'entretien, sur les modifications de réglage des installations, les différents travaux réalisés, etc.) tenus par le concessionnaire,
- les données du registre pour chacun des ouvrages,
- les rapports annuels du concessionnaire,
- les données statistiques contenues dans le compte-rendu technique annuel inclus dans le rapport annuel du concessionnaire,
- les comptes rendus suite à toutes visites réglementaires et inspection,
- l'ensemble des indicateurs définis dans le contrat.





Le concessionnaire s'engage à fournir à l'autorité concédante, l'accès à l'ensemble des données de gestion des ouvrages et de leur exploitation. Il met en œuvre un accès informatique et un accès client aux données de supervision des installations de production, dans un délai maximal de 3 mois après signature du contrat. Cet accès est permanent et rafraîchi en temps réel. La communication des données à un tiers est autorisée dans les conditions du L3131-4 du Code de la commande publique. Néanmoins, les données ne peuvent être communiquées qu'après consolidation faite par le Concessionnaire. La communication des codes d'accès à des personnes non-autorisées nécessite l'accord préalable exprès du concessionnaire.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

L'accès concerne aussi les données brutes, leur traitement et leur historique (pas de temps journalier), ainsi que l'évolution des indicateurs associés.

Cela concerne en particulier :

- les mesures de débits sur l'ensemble des axes liés à l'ouvrage (entrée, sortie, débit réservé, stations hydrométriques, ...),
- le volume stocké dans l'ouvrage,
- les volumes consommés par ouvrage, par type d'usage.

En vertu du RGPD, le concessionnaire obtiendra des usagers l'autorisation de communication de leurs données personnelles relatives à leur consommation (Cf. article 30).

Au-delà, le concessionnaire s'engage également à assurer les mises à jour régulières et la maintenance du logiciel et de l'accès client.

Le candidat présentera les outils, logiciels ou interfaces permettant de répondre à ces demandes de l'Institution Adour.

Le concessionnaire met à disposition de l'autorité concédante un fichier (disponible à minima au format modifiable type Excel, ou en accès dématérialisé), comprenant l'ensemble des remarques synthétisées suite à visite d'inspection, VTA, audit, rapports surveillance, auscultation, la date limite de réalisation, la planification, l'avancement.

Après demande, ces éléments sont transmis à l'autorité concédante sous un délai d'un mois maximum.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Cette liste fait l'objet d'une présentation par le concessionnaire au plus tard le 15 mai à destination des services de l'État et de l'autorité concédante. Il est annexé au rapport annuel tel que défini à l'article 37 du présent contrat.

## Article 24. **Qualité de l'eau**

En cas de pollution ou risque sanitaire sur un réservoir ou sa zone d'influence, le concessionnaire avertira le Concédant ainsi que les partenaires locaux identifiés (services compétents de l'État, collectivités locales et usagers), selon les modalités définies à l'article 21.9.

Les panneaux d'affichage seront installés conformément aux modalités de l'article 21.9 du présent contrat.

Le Concédant prend à sa charge les obligations de suivi de qualité résultant des arrêtés préfectoraux. En aucun cas, le suivi de la qualité de l'eau n'inclut pour le concessionnaire la réalisation de mesures de la qualité de l'eau.





## CHAPITRE 4 - TRAVAUX

### Article 25. Travaux et prestations sur les ouvrages et équipements remis

#### 1. Dispositions générales

La mission du concessionnaire recouvre la gestion, l'exploitation et la maintenance de l'aménagement hydraulique constitué de tous les ouvrages, objet du présent contrat, y compris leurs annexes et les équipements isolés.

Conformément aux objectifs de l'Institution Adour, tous les ouvrages, installations et équipements du service concédé seront exploités dans les règles de l'art, par le concessionnaire avec le souci de garantir la conservation du patrimoine, les droits des tiers et la qualité de l'environnement, et devra garantir leur renouvellement si dysfonctionnement ou rupture.

#### 2. Opérations à charge du concessionnaire

Le concessionnaire a en charge l'ensemble des opérations d'entretien, de surveillance, de maintenance technique, de réparations et de renouvellement permettant le bon fonctionnement et la sécurité des ouvrages dans la limite des équipements listés dans les inventaires de début de contrat.

Ces opérations concernent :

- Au niveau du génie civil (bâtiments, évacuateur de crue, restitution dans la rivière, stations d'exhaure, stations de pompage pour transferts, le château d'eau du transfert Gabas-Leès sur la commune d'Eslourenties, le local « vigie » situé au-dessus de la digue en rive droite, au niveau de la « maison de la pêche » sur la commune d'Eslourenties) : le suivi, la surveillance, l'entretien et les réparations nécessaires au fonctionnement et à la sécurité (légère réparation de génie civil, sans ajout de ferrailage).
- Au niveau de la digue principale :
  - la surveillance et les réparations légères nécessaires au fonctionnement et à la sécurité (avec apport de matériaux pour un volume limité de 0,5 m<sup>3</sup> pour une dégradation sur un an),
  - le fauchage du parement aval et désherbage/débroussaillage du parement amont : cette prestation de fauchage sur le parement aval sera assurée une fois à compter du 15 juin. Il sera apporté un soin particulier à l'entretien des enrochements « antibatillage » sur le parement amont, pour lutter contre le développement de la végétation ligneuse. Pour plus d'efficacité et éviter leur repousse dans l'année, les rejets sur souches seront coupés tant que possible après leur premier développement, soit fin juin, début juillet.
  - la surveillance de l'empierrement de la crête de la digue et du parement amont (antibatillage) et les réparations si nécessaire (avec apport de matériaux pour un volume limité de 0,5 m<sup>3</sup> pour une dégradation sur un an),
  - l'élimination des embâcles,
  - l'hydrocurage des drains, l'entretien des sorties de drains et des têtes des piézomètres, l'entretien des parties accessibles de tous les organes d'auscultation (sondes de pression interstitielle, repères topométriques, inclinomètres).
- Au niveau des contre-digues amont :
  - la surveillance et les réparations nécessaires au fonctionnement et à la sécurité (y compris vannes),





- le fauchage ou débroussaillage des parements amont et aval.

Le concessionnaire devra s'engager à maintenir la végétation à une hauteur maximale de 4 à 5 m sur l'ensemble des réservoirs présentant une contre-digue : 2 interventions; les coûts seront lissés sur 10 ans.

Notamment sur le sous-bassin Adour et affluents rive gauche : Gabas, Hagetmau (2dignes amont), Ayguelongue, Renung, Balaing, Louet, Miramont). Pour l'entretien de la végétation des 2 digues amont d'Hagetmau, il s'agit de la digue de la Grabe et de la digue de la route amont. Sur la digue amont du Gabas, le concessionnaire s'engage à couper toute végétation ligneuse.

➤ Au niveau de la cuvette :

- surveillance et enlèvement des arbres morts :  
sur le sous-bassin Adour et affluents Rive gauche : longueur de bois supérieure à 2,5 m,  
sur le sous-bassin Midour et Douze : longueur de bois supérieure à 2 m (compte tenu de la section plus faible des EVC),  
sur le sous-bassin de l'Arros : longueur de bois supérieure à 2,5 m,  
sur le sous-bassin du Bouès : longueur de bois supérieure à 2 m,
- surveillance de la stabilité des berges depuis le barrage et une visite annuelle des berges en période de basses eaux,
- nettoyage, redressement, recalage, remplacement des échelles limnimétriques.

➤ Sur les évacuateurs de crues :

- la surveillance, l'entretien et la réparation ou remplacement des garde-corps,
- le nettoyage de l'entonnement et du coursier sur la digue et la réfection des couvre-joints,
- le nettoyage et la réfection (petits travaux de génie civil) du bassin de dissipation et du chenal en aval de la digue (béton de liaison des enrochements),
- la surveillance, l'entretien et la réparation ou remplacement de la drome protégeant la tour de prise/EVC du réservoir de l'Arrêt-Darré.

➤ Au niveau des accès :

- le nettoyage, l'entretien et le désherbage des accès/parking et pied de digue,
- l'entretien et réparations ponctuelles des chemins d'accès (cf. annexe 11) par bouchage des nids de poule et ornières,
- la surveillance et l'entretien de la signalétique relative aux restrictions d'accès et avertissements de dangers,
- l'entretien et la surveillance du petit mobilier d'extérieur (signalétique et barrière exclusivement),
- l'entretien (fauchage) des bordures des accès,
- l'entretien des fossés d'évacuation des eaux de ruissellement.

➤ Sur les terrains propriété de l'Institution Adour :

- le nettoyage des tronçons de ruisseaux entre la restitution et la limite de propriété,





- Pour les canalisations sous les digues, les restitutions et les transferts y compris les vannes :
  - l'entretien courant (graissage, traitement anti corrosion, peinture, petit génie civil, ...) ;
  - au niveau des digues principale et secondaire, essais de vannes de vidange ;
  - au niveau de la digue principale, visites par caméra des conduites de restitution jusqu'à la vanne de garde amont : liste des conduites à inspecter en annexe 7 (y compris sur le barrage de Latrille) ;
  - au niveau de la digue secondaire du réservoir de Gabas, l'inspection par caméra de la conduite (1 fois pendant la durée du contrat) ;
  - des travaux nécessaires sur les vantelleries suite aux manœuvres continues tout au long de la campagne ou suite aux contrôles de fonctionnement.
  
- Pour les remplissages complémentaires (station d'exhaure de Tillac, de Coudures, de Maribot et d'Arthez) :
  - la surveillance, l'entretien courant et les réparations des appareillages, des petites fournitures et des pompes ; Traitement anticorrosion, peinture, petit génie civil, ...,
  - le renouvellement des petites fournitures,
  - l'entretien de la section des cours d'eau permettant le pompage, comprenant les opérations de fauchage et dévasage nécessaires, si besoin obtention des autorisations administratives nécessaires,
  - le nettoyage (désherbage ou fauchage) des accès et des emprises,
  - des travaux nécessaires sur les vantelleries,
  - le nettoyage et remplacement si nécessaire des échelles limnimétriques,
  - l'entretien intérieur et extérieur des locaux (peintures des murs, portes et huisseries, entretien et réparations des toitures, ...) ;
  
- Pour les stations de pompage (transferts Arrêt-Darré vers Estéous, Gabas vers Léas, Bahus vers Bas) :
  - la surveillance, l'entretien courant et les réparations des appareillages, des petites fournitures et des pompes ; Traitement anticorrosion, peinture, petit génie civil, ...,
  - le renouvellement des petites fournitures,
  - l'entretien de la section des cours d'eau permettant la réalimentation, comprenant les opérations de fauchage et dévasage nécessaires, si besoin obtention des autorisations administratives nécessaires,
  - le nettoyage (désherbage ou fauchage) des accès et des emprises,
  - des travaux nécessaires sur les vantelleries,
  - l'entretien intérieur et extérieur des locaux (peintures des murs, portes et huisseries, entretien et réparations des toitures, ...) ;
  
- Pour les dispositifs de télégestion :
  - l'entretien intérieur et extérieur des locaux de télégestion (peintures des murs, portes et huisseries, entretien et réparations des toitures, ...),
  - l'entretien, les réparations et le renouvellement des appareillages (sondes, télécommunication, informatique),
  - l'entretien et les réparations des locaux de mesures et commandes associés.





- le local « vigie » du barrage du Gabas :
  - l'entretien intérieur et extérieur des locaux (peintures des murs, portes et huisseries, entretien et réparations des toitures, ...),
  - l'entretien, les réparations et le renouvellement des appareillages (sondes, télécommunication, informatique, groupe électrogène, projecteurs...),
  - l'entretien et les réparations des locaux de mesures et commandes associés.
- le « château d'eau » sur le dispositif de transfert du barrage du Gabas vers les Lées:
  - l'entretien intérieur et extérieur des infrastructures (reprise des épaufrures sur béton, neutralisation rouille sur éléments métalliques, ...),
  - l'entretien, les réparations et le renouvellement des appareillages (sondes, poires de niveau, échelles, dispositifs de télécommunication, ...),
- Installations électriques :
  - surveillance, entretien et maintenance de toutes installations électriques,
  - surveillance, entretien et maintenance de l'éclairage intérieur et extérieur.
- Compteurs :

Pour les compteurs de prélèvement et notamment sur les stations d'exhaure, de type débitmètre, la surveillance, l'entretien et la maintenance,
- Pour les stations hydrométriques situées le long des rivières et servant à la gestion des ouvrages :
  - des travaux d'entretien des cabines ou de réparations ou renouvellement des matériels et des équipements électriques (y compris sondes de mesures),
  - redressement, recalage, remplacement des échelles limnimétriques,
  - le débroussaillage autour des stations et dans la section du cours d'eau, l'élimination des embâcles,
  - dévasage du lit si nécessaire et obtention des autorisations administratives nécessaires,
  - opérations de jaugeages et retarages.

Pour l'entretien des espaces enherbés et notamment les parements des digues, le candidat précisera le type d'engins utilisés, pour éviter l'emploi d'engins lourds ou inadaptés dans l'objectif de préserver la structure de la digue.

Il pourra proposer toute solution alternative à l'intervention d'engins mécaniques (pacage d'animaux...)

- Un tracteur 4 roues motrices d'une puissance de 110 Cv minimum équipé d'un broyeur arrière ou frontal à axe horizontal avec des couteaux garantissant un broyage correct de la végétation
- Un équipement spécifique pour traiter les surfaces les plus pentues non accessibles avec un tracteur classique (tracteur surbaissé type montage)
- Un tracteur 4 roues motrices d'une puissance de 110 Cv minimum avec une épareuse muni d'un bras de 7 m minimum et rotor 1.20 m.
- Débrousailleuse manuelle pour dégager les obstacles et traiter les zones non accessibles avec les engins et réaliser les finitions

- **Précisions concernant l'entretien de la végétation :**

**Château d'eau du Gabas :** entretien par fauchage/débroussaillage de toute la propriété de l'Institution Adour, dont une bande à l'extérieur des clôtures.





**Brousseau** : entretien de la digue principale uniquement et jusqu'aux 10 m (intégrant donc le pied de digue), et pas celui de la digue amont. L'entretien des parcelles réalisé par un agent sous la responsabilité de l'Institution Adour doit être planifié avant celui réalisé par le concessionnaire.

**Miramont** : entretien de la digue principale uniquement en intégrant les surfaces enherbées en aval du barrage, et donc pas celui de la digue amont.

**Bougnères** : l'entretien de la végétation sur l'ouvrage de Bougnères concernera uniquement la digue principale.

Pour tous les équipements listés ci-dessus, le concessionnaire devra assurer l'établissement ou le renouvellement des certifications diverses (ex. : type Apave pour stations de pompage et en pied de barrage).

#### **Cas particulier de Latrille :**

Au titre du présent contrat, le concessionnaire prend en charge la gestion opérationnelle de la ressource, les visites d'auscultation, les rapports sécurité barrages (rapport de visite technique approfondie, rapport d'auscultation) et les rapports techniques réglementaires (type APAVE). Concernant l'entretien et la maintenance (hors renouvellement).

Les actions de maintenance portent sur l'ensemble des équipements permettant la gestion des eaux : alimentation électrique, vannes...

Il est également précisé que l'inspection de la conduite par caméra jusqu'à la vanne de garde amont est intégrée au titre de ce contrat : la 1<sup>ère</sup> inspection ayant été réalisée en décembre 2021, la prochaine inspection de la conduite principale devra être réalisée avant le 31 décembre 2031.

Par ailleurs, la convention liant l'Institution Adour à l'ASA de Bégorre prévoit les prestations complémentaires suivantes :

- les visites de surveillance mensuelles, comprenant l'élaboration des rapports de surveillance selon la fréquence réglementaire, pour un montant annuel prévisionnel de 3 500 €HT (base 2024),
- l'entretien et maintenance (hors renouvellement) des vannes pour la gestion des eaux (à l'exception des vannes de garde amont), pour un montant annuel prévisionnel de 2 400 €HT (base 2024),
- une inspection vidéo de la conduite de vidange du plan d'eau amont (située sous la contre-digue amont), pour un montant prévisionnel de 3 000 €HT hors plongées avec un lac aval à niveau bas permettant de dénoyer l'entrée de l'exutoire de la conduite (base 2024),

A ce titre la concessionnaire pourra réaliser ces prestations à la demande de l'Institution Adour.

Sur les bases de ce chiffrage, l'Institution Adour amendera la convention avec l'ASA de Bégorre par avenant pour préciser les prises en charges financières et définir les responsabilités liées à la réalisation par le concessionnaire de ces différentes prestations complémentaires.

#### **Cas particulier des dispositifs de téléalarme, télésurveillance et télégestion**

Le fonctionnement et l'entretien de ces dispositifs sont assurés par le prestataire, dans les mêmes conditions que les autres ouvrages objet du contrat, les charges étant imputées sur les dépenses du service.

#### **Habilitations et sécurité des personnels**

Les interventions sur ou au voisinage des appareillages électriques devront être réalisées par du personnel possédant les habilitations électriques adéquates (à présenter dans la note méthodologique).

Le candidat présentera également en appui de son offre son plan de prévention relatif aux risques des personnels et entreprises sous-traitantes intervenant sur les ouvrages et leurs annexes, risques spécifiques induits par les missions objet du présent contrat.



## Missions complémentaires

Les missions complémentaires sont les relations avec les acteurs locaux, les exploitants et les propriétaires riverains :

- co-animation des commissions de gestion,
- participation aux réunions de gestion organisées sous l'égide des services de l'État,
- mise à disposition de toutes données liées à la concession à l'autorité concédante et aux services de l'État pour le plan de gestion des étiages,
- participation à toute autre commission de gestion de l'eau incluant le périmètre de la concession : réunions de concertation, comités de gestion de sites,
- participation aux commissions de l'Institution Adour liées à la concession à la demande de celui-ci (CCSPL, comité syndical, ...) pour d'éventuelles présentations aux élus,
- relation et mise à disposition des données à l'organisme unique de gestion collective et aux services de l'État instructeurs,
- relation avec les acteurs locaux, les exploitants et les propriétaires riverains.

## Établissement des comptes rendus

L'ensemble des réunions des commissions feront l'objet d'un relevé de décision à produire dans un délai de 10 jours et remis à l'Institution Adour avec les supports de présentation. Après validation, le concessionnaire diffusera ces éléments par courriel aux usagers.

Le constat par l'Institution Adour de négligences commises par le concessionnaire dans l'établissement de ces relevés de décision traçant l'ensemble des points évoqués est effectué par tous les moyens.

A défaut de respect d'un de ces délais, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

### 3. Opérations à charge de l'Autorité concédante

L'Autorité concédante aura en charge toutes les autres prestations et gros travaux nécessaires pour permettre le maintien des ouvrages objet du contrat d'exploitation et remplir les obligations réglementaires liées aux études relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques (Cf. article 29-1).

## Article 26. Prestations relatives au classement Sécurité des ouvrages hydrauliques

Toutes les prestations objet de cet article suivront les prescriptions des arrêtés de classement ainsi que les décrets n°2007-1735 du 11 décembre 2007, n°2015-526 du 12 mai 2015 et n°2021-1902 du 29/12/2021, ainsi que l'arrêté technique du 6 août 2018, textes relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement.

Certaines prestations relatives aux prescriptions de la réglementation « sécurité des ouvrages hydrauliques » doivent être réalisées par un bureau d'études agréé par le ministère. Cet agrément vise aussi la classe du barrage-réservoir.





**Ainsi pour les prestations incluses dans le présent contrat et relatives à des ouvrages de classe A, classe B et classe C, le candidat devra remettre en annexe de son offre son agrément pour la classe A, pour le suivi, l'auscultation, et les travaux. Cet agrément devra être en cours de validité au 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

En cas de perte de l'agrément pendant la durée du contrat, les parties se retrouveront en application des modalités de l'article 43.

### 1. Opérations de contrôle : surveillance technique et auscultation

Les opérations de contrôle comprennent toutes les opérations de visites et contrôles liés à la réglementation applicable, avec la fréquence adaptée. L'ensemble des résultats de ces visites et contrôles est consigné dans un registre dédié, et mis à disposition de l'Institution Adour et des services de contrôle.

Les visites et contrôle peuvent être (liste non exhaustive) :

- l'auscultation et le contrôle de stabilité et de sécurité des ouvrages
- le contrôle des vannes et des organes de restitution :  
vérification des équipements électromécaniques et de l'ensemble des vannes y compris pour les stations d'exhaure (selon ouvrages)
- le contrôle des appareils de télégestion :
  - vérification des satellites de télégestion des vannes,
  - au niveau du barrage, vérification à chaque visite de surveillance des sondes en référence aux échelles limnimétriques (niveau de plan d'eau, niveau des lâchures),
  - au niveau des stations hydrométriques mises en place, vérification bimestrielle des sondes en référence aux échelles limnimétriques,
  - au niveau des stations d'exhaure,
  - établissement des courbes de tarage.
- le contrôle du système d'alarme :
- vérification du bon fonctionnement des équipements de téléalarme

### 2. Surveillance

Les visites courantes de surveillance visuelle sont réalisées au rythme minimal tel que défini par les consignes écrites du barrage ; des visites supplémentaires doivent être réalisées suite à des événements particuliers (crues, séismes).

Les prescriptions particulières de suivi et surveillance des ouvrages figurent dans les dossiers « Éléments techniques > Consignes écrites » en annexe 1.

Ces consignes devront être amendées pour répondre aux prescriptions de l'arrêté du 8 août 2022. Le candidat proposera une date de remise des documents d'organisation de chaque barrage.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Le circuit de cette visite pédestre intègre la totalité de la crête du barrage, la totalité du pied de digue, la totalité du coursier de l'évacuateur de crues. Cette visite fait l'objet d'une consignation dans le registre du barrage.





Les mêmes éléments doivent être surveillés sur les contre digues (= digues amont) des réservoirs du Louet, Gabas, Miramont, Brousseau, Renung, Fargues, Hagetmau, Ayguelongue et Balaing sur le sous-bassin Adour et affluents rive gauche, et des réservoirs de Charros et d'Arthez sur le sous-bassin Midour et Douze.

En cas d'anomalies constatées, elles sont transcrites dans le registre du barrage, et le personnel informe le plus rapidement son responsable hiérarchique qui juge si cette anomalie peut être résolue directement par l'exploitant (entretien, maintenance courante), ou si cette anomalie nécessite l'expertise du bureau d'études en charge du suivi du barrage, afin de déterminer avec ses conseils la suite à donner à cette anomalie (en relation avec l'exploitant du barrage).

Pour les anomalies ne relevant pas de l'entretien courant à assurer par le concessionnaire, celui-ci avertira les services de l'Institution Adour.

*[Le candidat devra présenter et justifier des moyens humains nécessaires pour assurer la surveillance des 11 ouvrages 24h/24 et 7j/7. Il devra également préciser les délais d'intervention relatifs à ce service d'astreinte.]*

Les moyens humains sont présentés dans le mémoire technique : ils sont justifiés par fonction, missions réalisées exprimées en ETP en cohérence avec le tableau des charges de personnel (annexe 6bis du contrat).

Le délai d'intervention des agents techniques est de 4 heures au maximum. Pour toute intervention urgente en cas d'incident constaté, et de 24 heures maximum dans les autres cas, hors délai d'approvisionnement et imprévus.

### 3. Auscultation

L'auscultation et les rapports (rapport de visite technique approfondie, rapport de surveillance et rapport d'auscultation) seront réalisés par un bureau d'études agréé conformément aux articles R.214-129 à R.214-132 du code de l'environnement.

L'auscultation comprend le contrôle de la stabilité des ouvrages et de sécurité à partir du dispositif d'auscultation en place et des observations des visites spécifiques.

Variable selon les équipements en place, Il pourra s'agir par exemple de :

- mesures topographiques de la digue et évacuateur de crue pour les barrages équipés,
- mesures de tassement des ouvrages,
- mesures des débits de percolation des drains de la digue,
- mesures des piézomètres si présents,
- mesures des cellules de mesure de la pression interstitielle,
- mesures des inclinomètres,
- visites périodiques des ouvrages notamment lors des éventuelles vidanges réglementaires,
- contrôle visuel des mouvements de terrain dans l'emprise du réservoir,
- contrôle des vannes, des organes de restitution.
- contrôle des parties immergées du parement amont et des organes de prises d'eau lors des

Le concessionnaire archivera les données mesurées sur les différents dispositifs d'auscultation pour chacun des barrages dans des fichiers/base de données structurés - via CONDOR ou SURVEY. Cet outil permettra notamment de remettre en fin de contrat à l'Autorité concédante l'ensemble des données d'auscultation, qui devront être reprises et intégrées dans les rapports d'auscultation réglementaires qui seront à produire ultérieurement à l'échéance du présent contrat.

Outre ces mesures des dispositifs d'auscultation des barrages, le concessionnaire aura à sa charge tous les contrôles techniques réglementaires (type APAVE) et fournira les rapports au propriétaire lors des comptes rendus annuels prévus à l'article 37.





Le concessionnaire participera aux visites d'inspection diligentées par les services de l'État relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques.

#### 4. Cas particuliers de gestion, surveillance et exploitation

Sur le sous-bassin Adour et affluents rive gauche, le barrage-réservoir du Louet est concerné par des consignes de gestion transitoires compte-tenu de désordres constatés sur les digues et des travaux en cours de réalisation : des dispositions spécifiques de surveillance, d'auscultation et de gestion du déstockage sont prescrites dans les consignes transitoires de décembre 2020 (en annexe 1). De nouvelles consignes seront à intégrer suite à la réalisation des travaux de confortement prévus en 2023.

Les travaux en cours de réalisation (avril à décembre 2023) prévoient l'installation d'équipements d'auscultation supplémentaires que le concessionnaire devra exploiter à compter de 2024 dans le cadre du présent contrat :

- Réservoir du Louet
- Réservoir de Fargues
- Réservoir de Renung liste des équipements

Ces équipements supplémentaires sont présentés en annexe 3 « Rééquipements des dispositifs d'auscultation ».

Sur le sous-bassin Midour et Douze, le barrage-réservoir de Maribot est concerné par des consignes de gestion transitoires compte-tenu de désordres constatés sur la digue ou de travaux à réaliser.

Ainsi, compte tenu des problèmes de glissement de peau du parement aval du barrage de Maribot, des dispositions spécifiques de surveillance, d'auscultation et de gestion du remplissage sont prescrites dans les consignes transitoires de juin 2018, dans l'attente des travaux de réhausse du barrage présenté à l'article 13 (date prévisionnelle de mise en service : 2027)

Le prestataire s'attachera notamment à maintenir en bon état les bâches plastiques couvrant la partie centrale du talus aval.

Sur le sous-bassin Midour et Douze, le barrage-réservoir de Saint Jean a fait l'objet d'un reclassement réglementaire de C en B par APC du 25 mai 2023 (Cf. Annexes 1<sup>er</sup> Arrêtés). L'Institution Adour a contesté ce reclassement devant la juridiction administrative.

Cependant, dans l'attente d'une éventuelle issue favorable, le Concessionnaire dimensionnera ses prestations pour répondre aux prescriptions d'auscultation relatives à un barrage de classe B, inscrites dans l'AP susvisé.

#### 5. Plan particulier d'intervention (PPI) du réservoir du Gabas

Compte tenu de sa hauteur supérieure à 20 mètres et de son volume supérieur à 20 Mm<sup>3</sup>, le barrage du Gabas fait l'objet d'un plan particulier d'intervention aux risques de rupture et d'inondation. Ce plan a fait l'objet d'un exercice et d'une révision en 2017. Une nouvelle actualisation est intervenue en 2022 (version 6) ; ce document (de diffusion restreinte) sera communiqué au Concessionnaire en début de contrat.

Le concessionnaire devra participer à l'éventuelle mise à jour de ce document pour la partie qui le concerne et communiquer ces informations à la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Il participera aux éventuelles réunions et/ou visites et/ou exercices diligentées par les services de l'État relatives à la mise en œuvre ou révision du PPI.

Dans le cadre de l'application du PPI, un essai des sirènes présentes en aval du réservoir doit être effectué tous les trimestres. Les dates et résultats de ces essais sont consignés dans le registre présent dans le local vigie situé dans le bâtiment « maison de la pêche » à Eslourenties.

#### 6. Amendements des documents relatifs à l'ouvrage



Le concessionnaire devra tenir à jour le registre de l'ouvrage, selon la réglementation en vigueur.

Les registres de chacun des ouvrages devront comporter toute intervention réalisée sur les ouvrages (maintenance, visite périodique de l'exploitant, travaux, ...) et tout constat opéré sur les ouvrages et leur environnement (dysfonctionnement, état des digues, niveaux, ...).

En fin de contrat, le registre sera remis au propriétaire en version papier et numérique.

## **7. Calendrier de remise des rapports réglementaires**

Tous les barrages-réservoirs objet de la concession (à l'exception de Bougnères et Cavaré) sont classés au titre de la réglementation sécurité des ouvrages hydrauliques.

Cette réglementation fixe la fréquence de remise des rapports techniques : rapports de surveillance et d'exploitation, rapports d'auscultation et rapports de visites techniques approfondies.

Le candidat devra s'engager annuellement sur le calendrier de remise des rapports (cf. annexe 7) pour l'année suivante, ce calendrier sera établi et validé entre le candidat et les services de l'Institution Adour lors de la réunion annuelle contractuelle de juin.

Pour tout retard dans la remise d'un de ces rapports techniques, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 47 du présent contrat.

## **Article 27. Détériorations**

Le remplacement des équipements et matériels détériorés ou disparus est exécuté dès que le défaut en est constaté.

Le concessionnaire s'oblige notamment à faire réparer, dans un délai maximum de 1 mois sauf en cas de contrainte technique et/ou administrative (saturation des sols, niveau du lac, autorisation administrative, délais d'approvisionnement des fournisseurs, etc.), après réception de la mise en demeure formulée par le propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception, toutes détériorations qu'il peut commettre sur les équipements.

Le concessionnaire effectuera également à ses frais les travaux de réparation concernant la remise en état de fonctionnement des ouvrages à la suite d'incidents dans la limite des travaux définis à l'article 25. Néanmoins, dans le cas de dommages résultant d'un cas de force majeure ou d'une manifestation de tiers non autorisée tel que mentionnés à l'article 7.1 les réparations sont à la charge du Concedant.

Le concessionnaire s'oblige notamment à faire réparer dans un délai maximum d'un mois sauf en cas de contrainte technique et/ou administrative (saturation des sols, niveau du lac, autorisation administrative etc.) et sauf recours ultérieur contre les auteurs de dégâts, et sous réserve des textes en vigueur, toutes détériorations qui peuvent être commises sur les équipements nécessaires à la gestion et à l'exploitation du service public.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## **Article 28. Exécution d'office des travaux d'entretien**

Outre la pénalité encourue au titre de l'article précédent, faute par le concessionnaire de pourvoir à l'entretien de chaque installation du service, l'autorité concédante peut faire procéder, aux frais du





concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires dans les conditions prévues à l'article 46.1 du présent contrat.

Les prescriptions des articles 25 à 28 du présent contrat, relatives aux ouvrages et aménagements remis en début de contrat, devront également être reprises pour les biens nouveaux mis à disposition en cours de contrat, tels que présentés à l'article 13. Le présent contrat fera l'objet d'un ou plusieurs avenants pour intégrer l'exploitation de ces nouveaux ouvrages, selon leurs spécificités non encore connues à ce jour.

Le concessionnaire participe aux opérations de mise en service de ces nouveaux ouvrages.

## Article 29. Travaux de renouvellement, de renforcement et de modernisation

### 1. Travaux de renouvellement

Le remplacement à l'identique, tant en capacité qu'en qualité, des biens dont le renouvellement se révèle nécessaire, est régi par les principes généraux détaillés dans les alinéas suivants. Il ne se substitue pas à l'entretien et aux réparations présentées dans l'article 25.

#### ➤ Renouvellement réalisé par le propriétaire

Les travaux de renouvellement réalisés par le propriétaire sont régis par les mêmes règles que les travaux de renforcement visés au paragraphe « Travaux de renforcement » suivant.

Les catégories de biens dont le renouvellement incombe à l'Institution Adour sont les suivants :

- digue et évacuateur de crue des ouvrages,
- gros travaux de génie civil de l'évacuateur et du bassin de dissipation (hors petites réparations et entretien),
- renouvellement des conduites,
- accès aux aménagements (réfection substantielle des assises, structures des chemins, barrière et signalétique),
- tous les travaux autres que ceux qui sont à la charge du prestataire décrits dans les paragraphes précédents.

#### ➤ Renouvellement réalisé par le concessionnaire

Le remplacement à l'identique des biens dont le renouvellement se révèle nécessaire sera discuté avec le propriétaire. Il ne se substitue pas à l'entretien et aux réparations.

*[Dans le cadre de son offre, le candidat proposera une liste des matériels dont il assurera le renouvellement. Ce plan de renouvellement, fourni en complément de l'annexe 6ter, présentera pour chaque équipement la fréquence et ou dates prévues de son renouvellement et le coût correspondant, à détailler entre les fournitures et la main d'œuvre (annexes 6 ter). Ce plan de renouvellement permettra un suivi annuel des opérations réalisées, et ainsi d'étayer les rubriques correspondantes du compte d'exploitation prévisionnel pour chacun des ouvrages.]*

L'éventuel montant résiduel sera restitué à l'Institution Adour en fin de contrat sur la base d'un état de consommation effectué en fin de contrat.





## 2. Travaux de renforcement

Le concessionnaire est consulté sur le programme des travaux à exécuter, notamment lorsque les travaux nécessitent que des précautions particulières soient prises lors du raccordement des ouvrages en service.

L'entreprise chargée par la collectivité de la réalisation des travaux réalise les travaux de raccordement dans le respect des règles édictées par le concessionnaire et avec le concours du concessionnaire dans le cadre de ses missions et excluant toute opération de maîtrise d'œuvre.

Le concessionnaire participe aux opérations de mise en service de ces ouvrages.

## 3. Travaux de modernisation

Si le concessionnaire se trouve amené à remplacer tout ou partie d'un ensemble d'équipements, il propose au propriétaire d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir compte tenu de l'évolution des techniques, à remplacer certains équipements par d'autres mieux adaptés à la poursuite et à la bonne exécution du service.

Dans l'hypothèse où le propriétaire donne suite à la proposition de modernisation du concessionnaire, les modalités de réalisation de l'opération, notamment techniques et financières, seront définies par avenant au présent contrat.

Le concessionnaire établira un programme des éventuels travaux de modernisation envisagés.

Ce programme sera inclus dans le rapport annuel relatif à l'analyse du service visé au paragraphe suivant.

## 4. Travaux d'équipements de panneaux photovoltaïques flottants (flottovoltaïque) sur les réservoirs

Le comité syndical a décidé début 2020 de faire étudier les possibilités de valorisation énergétique de ses réservoirs de soutien d'étiage par production solaire ou utilisation de l'énergie hydraulique.

L'Institution Adour a lancé en 2020 une consultation sous forme d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour retenir un développeur chargé d'étudier et équiper les réservoirs de panneaux photovoltaïques flottants et de turbines pour exploiter les débits lâchés.

L'objectif est d'étudier l'ensemble du parc de réservoirs dans un délai de 3 à 4 ans pour un équipement 1 à 2 années après.

Les études sur un 1<sup>er</sup> groupe de réservoirs ont été lancées en 2022, en vue de constituer les dossiers d'enquêtes publiques.

Pour rappel, le Concessionnaire ne pourra pas s'opposer à de tels aménagements (article 13-3).

Pour les dossiers qui recevront une issue favorable, les aménagements projetés seront présentés au Concessionnaire pour information et exercice du contrôle selon les modalités exposées ci-après.

## 5. Exercice du contrôle du concessionnaire sur les travaux

Le concessionnaire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux liés aux biens mis à disposition dans le présent contrat dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication à l'initiative du propriétaire, des projets d'exécution sur lesquels le concessionnaire donne son avis.





Le concessionnaire doit suivre l'exécution des travaux. Il a en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où il constate quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service ou à sa pérennité (risque de pollution, de coupure de la réalimentation,...), il doit, par écrit, dans le délai de 48 heures, le signaler au propriétaire et, le cas échéant, lui demander d'arrêter les travaux.

Le concessionnaire est invité à assister aux opérations préalables à la réception et est autorisé à présenter ses observations qui sont transmises au propriétaire le même jour.

Faute d'avoir signalé au propriétaire ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations avant la réception, le concessionnaire ne peut pas refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages exécutés.

projet



## Article 30. Déploiement d'outils et d'aménagements pour améliorer la gestion

Compte tenu de son expérience historique dans la gestion débibimétrique concertée avec les usagers de chaque sous-bassin réalimenté, l'Institution Adour, convaincue des gains de gestion occasionnés et ceux à venir, souhaite que les pratiques et échanges d'informations avec les usagers soient maintenus voire amplifiés.

Ainsi, outre les échanges en commissions de gestion présentées à l'article 21, compte tenu de l'évolution du contexte hydroclimatique avec des tensions de plus en plus fréquentes et fortes sur la ressource en eau en été et à l'automne, il convient de déployer des outils permettant une amélioration de la gestion des réalimentations pour prolonger les capacités de soutien d'étiage, par la connaissance anticipée des besoins et la connaissance instantanée de la pression de prélèvements (piste d'actions retenues dans les programmes d'actions des projets de territoires pour la gestion de l'eau - PTGE).

Par ailleurs, le déploiement de nouveaux appareillages ou équipements doit également contribuer à l'amélioration de l'efficacité de gestion des volumes stockés. L'ensemble des éléments mentionnés ci-dessous concerne des biens de retour.

### 1. Outils permettant de déclarer les intentions de prélèvements pour anticipation

Afin d'affiner la gestion des réservoirs pour ajuster au mieux les lâchers aux besoins de compensation des prélèvements agricoles, sans attendre de constater les effets des variations des intensités de prélèvements sur les débits mesurés aux points consigne réglementaires situés en aval, il est nécessaire que le concessionnaire puisse connaître en avance - compte tenu des temps de transfert de l'eau - les besoins de débits de prélèvements.

Ainsi l'Autorité concédante demande au candidat de proposer des outils via des supports téléphoniques, internet, plateformes ... ou tout dispositif équivalent permettant aux préleveurs de déclarer leur intention de prélèvements en avance, soit 2 à 4 jours selon les temps de transfert de l'eau.

Ces moyens mis à disposition devront d'une part être simples d'utilisation et non chronophages pour les usagers, et d'autre part ne pas engendrer de surcoûts significatifs des frais de fonctionnement du service.

A défaut de mise à disposition de cet outil dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent contrat, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

### 2. Déploiement de compteurs communicants pour vérification des intentions

#### ➤ Principe de déploiement

Lors d'approches de concertation menées depuis 2017 sur les sous-bassins Midour (32, 40) et Bahus (40) dans le cadre d'appels à projets « Économie d'eau en agriculture », pour proposer des outils tels que les compteurs communicants, il en ressortait une acceptabilité modérée de ces outils.

Cependant, suite à la sécheresse 2022 et des derniers échanges fin 2022 et début 2023 en commission de gestion, ce schéma de meilleure gestion reposant en partie sur l'équipement en compteurs communicants a été présenté de nouveau et a été accepté par une majorité des préleveurs.

Ainsi lors de la décision portant sur le choix du mode d'exploitation de ses réservoirs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les élus de l'Institution Adour gestionnaire du soutien d'étiage ont souhaité être proactifs en équipant l'ensemble des points de prélèvements contractualisés (bénéficiant d'une réalimentation) de compteurs communicants dans le cadre du prochain contrat.

En application de cette décision, l'Autorité concédante demande au candidat futur concessionnaire de déployer les compteurs communicants - ou tout dispositif de télérelève équivalent : boosters, modules radio, répéteurs, concentrateurs ...- sur l'ensemble du territoire dans un délai maximal de 3 (trois) ans.





L'Autorité concédante s'est rapprochée de l'Agence de l'eau Adour-Garonne pour la faire sursoir au programme et calendrier engagé de relances des usagers préleveurs pour la mise en conformité de leur compteur. Afin de se caler à la logique de l'Agence de l'eau, il est demandé au candidat de prévoir le déploiement selon le calendrier pluriannuel suivant, avec effectivité de l'équipement chaque année au plus tard au 1<sup>er</sup> juin (début de la saison « basses eaux ») :

*[Par rapport à ce calendrier théorique et compte tenu du parc de compteurs actuellement en place (Cf. annexe 1\_quater\_Gestion > Synthèse des données de gestion) et de la disponibilité des nouveaux matériels, le candidat devra présenter un programme cohérent d'équipement et le calendrier correspondant pour couvrir chaque année environ un tiers des points de prélèvement du territoire objet de la concession, pour arriver à l'objectif de 100 % d'équipement la troisième année.]*

| Calendrier théorique initial Agence de l'eau pour preuve bon fonctionnement |                          | Calendrier Institution Adour contrat CSP 2024 - 2033 - demande minimale |                          | Calendrier CACG   |                          |
|---|--------------------------|---|--------------------------|---|--------------------------|
| volume autorisation (A) de l'exploitation                                   | avant saison basses eaux | volume autorisation (A) de l'exploitation                               | avant saison basses eaux | Type et nombre de compteurs   | avant saison basses eaux |
| A > 30 000 m <sup>3</sup>   | 2023                     | A > 30 000 m <sup>3</sup>   | 2024                     | Télétransmission de toutes les ASA ayant déjà un compteur + 80 compteurs parmi les clients ayant une autorisation A > 30 000 m <sup>3</sup> | 2024                     |
| 15 000 < A < 30 000   | 2024                     | 15 000 < A < 30 000   | 2025                     | Objectif de 90% des compteurs (obligation de moyens) selon les capacités des entreprises d'installation                                     | 2025                     |
| A < 15 000 m <sup>3</sup>   | 2025                     | A < 15 000 m <sup>3</sup>   | 2026                     | Gestion des cas résiduels, imprévus chantier, < 10 % des compteurs  | 2026                     |

#### Deux cas particuliers :

***Le territoire du Bouès sera exclu de ce déploiement de compteurs communicants car ils sont gérés par le Concessionnaire de l'État pour la gestion du système Neste (Cf. article 31-1).***

***Sur le sous-bassin Arros-Estéous, le déploiement d'une 1<sup>ère</sup> génération de compteurs communicants a déjà été réalisé entre 2016 et 2017.***

Pour les plus gros prélèvements, et notamment les dispositifs des ASA qui sont en règle générale en bon état et très coûteux à remplacer, le candidat pourra proposer tout dispositif type module de transmission permettant de communiquer directement le débit, ou le volume, ou les déduire indirectement par la puissance électrique consommée ou toute autre donnée.

Ainsi, au cours de la 1<sup>ère</sup> année, outre les points de prélèvements représentant les autorisations supérieures à 30 000 m<sup>3</sup> qui devront être équipés de dispositifs communicants à proposer par le candidat, le déploiement de nouveaux compteurs pourrait être réalisé en priorité sur les points de prélèvements dont le dispositif de comptage est déjà obsolète (réglementairement) ou les plus anciens.





Tous les nouveaux compteurs devront répondre à la réglementation en vigueur et devront permettre de fournir le débit nominal correspondant au besoin de l'utilisateur, dans le respect du nécessaire partage de la ressource, et selon les autorisations de prélèvements délivrées par l'OGC.

Le concessionnaire devra en assumer les coûts de fourniture et pose, et les amortir auprès des usagers sous forme de location sur une durée de 9 ans (conformément à l'article 4 de « l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau » qui fixe les obligations du comptage et prévoit une vérification des dispositifs de comptage tous les 7 ans, ou le renouvellement tous les 9 ans).

Le Concessionnaire devra aussi prendre en charge toutes les démarches administratives (obtention des autorisations, conventions d'occupation, ...) et les redevances éventuelles.

Cet équipement concernera environ 1.300 « compteurs » (tableaux en annexe 1, dossier « gestion »), ce qui représente un coût d'investissement très conséquent supporté par le concessionnaire. C'est pourquoi la durée de la concession a été portée à 10 ans pour couvrir la période moyenne d'amortissement technique des nouveaux compteurs installés en n, n+1, et n+2, durée calée sur le délai réglementaire de remplacement des compteurs correspondant au temps de fonctionnement moyen des compteurs.

Ce parc de compteurs et tous les dispositifs de télérelève, y compris l'architecture réseau constitueront des biens de reprise en fin de contrat.

Les coûts estimés de déploiement et de maintenance, comprenant l'exploitation et le lissage de l'investissement sur la durée du contrat, seront imputés au compte du service selon des modalités à préciser par le candidat (Cf. article 32).

A défaut de déploiement des compteurs communicants selon le calendrier contractuel évoqué ci-dessus, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

#### ➤ **Efficacité du dispositif global**

Le candidat présentera les caractéristiques du (des) réseau(x) de communication permettant de garantir un bon taux de recueil des données - a minima supérieur à 90 % des points de prélèvements et 95 % des volumes contractualisés - cf. mémoire technique- de différents usagers préleveurs sur chacun des axes réalimentés, et au plus tard avant le 1<sup>er</sup> juin 2027, date de démarrage de la 4<sup>ème</sup> campagne de soutien d'étiage après déploiement de l'ensemble du parc de dispositifs communicants. Le candidat pourra proposer, pour chacun des axes réalimentés, des taux inférieurs pour les 3 premières années de déploiement des dispositifs et des réseaux de communication, sans que ces taux partiels soient inférieurs à 75 % des points de prélèvements et 90 % des volumes contractualisés. Ces taux partiels devront être vérifiés chaque année au 15 juin.

A défaut d'atteinte de ces taux d'efficacité pour le recueil des données de consommation pour chaque axe et chaque année au 15 juin et la quatrième année à la date du 1<sup>er</sup> juin 2027, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

#### ➤ **Remplacement des compteurs et dispositifs de télérelève**

Le futur concessionnaire aura aussi la responsabilité du suivi et maintenance de ce parc de compteurs et autres équipements de télérelève sur leur durée de fonctionnement, y compris en cas de défaillance et panne des piles.

Le candidat devra donc présenter les moyens humains et techniques dont il dispose pour assurer cette mission.

Le renouvellement et le remplacement de compteurs défaillants sont à la charge du Concessionnaire. Les compteurs sont obligatoirement remplacés par le Concessionnaire :

- lorsque, indépendamment de la réglementation en vigueur, il est constaté que le compteur ne fonctionne plus ou ne peut plus être remis en conformité avec la réglementation en vigueur,





- en cas de détériorations,
- en cas d'inadaptation aux besoins de l'abonnée, sur sa demande,
- lorsqu'ils sont âgés de plus de 9 ans.

Le Concessionnaire s'assure du renouvellement des compteurs et tient à jour les documents métrologiques, notamment la pyramide des âges des compteurs. Il a la possibilité d'appliquer aux usagers les pénalités prévues dans la convention de restitution, en cas d'impossibilité de renouveler le compteur due à l'utilisateur.

Le Concessionnaire garantit l'Autorité concédante qu'il s'engage à faire évoluer entièrement à ses frais le réseau de télérelève en fonction des évolutions technologiques et normatives à venir sur la durée du présent contrat.

En cas de défaillance du dispositif, le Concessionnaire assure le relevé manuel des compteurs à ses frais, pour garantir une fréquence de relève minima 2 fois par an (en début et en fin de campagne).

En cas de non remplacement d'un dispositif communicant dans un délai de 15 jours après constat de son non fonctionnement ou signalement par l'utilisateur, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

#### ➤ **Propriété et gestion des données recueillies**

Le candidat devra proposer un dispositif de télérelève qui inclut également ;

- la mise en place pour l'utilisateur d'une alerte « fuite », par SMS, courriel, téléphone, et/ou courrier ;
- des outils permettant à chacun des usagers préleveur d'avoir accès à un suivi de ses données de consommation, pour l'aider à piloter son irrigation.

Par ailleurs ces données pourront être transmises à l'Autorité concédante sur sa demande.

Par contre le concessionnaire ne pourra communiquer ces données recueillies à caractère personnel aux administrations qui en feraient la demande que dans le strict respect d'obligations réglementaires et en application de règlement concernant la protection des données et des dispositions du Code des relations entre le public et l'Administration.

#### ➤ **Dispositions contractuelles avec les usagers**

En introduisant cette obligation dans la prochaine concession de service public, ces compteurs pourront être « imposés » aux préleveurs, sous peine de « sanctions contractuelles » à définir, pouvant aller jusqu'au non-renouvellement de leur contrat (Cf. article 19).

A ces sanctions contractuelles pourront s'ajouter des sanctions administratives ou financières émanant d'autres organismes en cas de défaut de compteur ou de son bon fonctionnement.

### 3. Dispositifs de mesure des débits entrants

Afin d'affiner la gestion des volumes d'eau stockés dans ses réservoirs dans le cadre de la prise en compte du changement climatique, l'Institution Adour envisage de faire installer des stations hydrométriques et ou échelle limnimétriques pour mesurer ou contrôler les débits entrants ; cette mesure des débits entrants permettra de pouvoir moduler et réduire les débits réservés si les débits entrants y sont inférieurs, comme prévu par la réglementation et dans les règlements d'eau.

Ainsi dans le cadre du présent contrat, l'autorité concédante demande au concessionnaire d'installer des stations hydrométriques ou dispositif de mesure pour mesurer les débits entrants sur les réservoirs suivants, selon deux niveaux de priorité :





| Réservoir   | Cours d'eau entrant | Priorité   |
|-------------|---------------------|--|
| Bourguès    | Riberette           | Priorité 1<br>2024                                   |
| Lapeyrie*   | Reillon             |  |
| Maribot*    | Maribot             |  |
| Charros     | Charros             |  |
| Arthez      | Hartaou             |  |
| Saint Jean  | Douze               |  |
| Tailluret   | Loumné              |  |
| Gabas       | Gabas               |  |
| Gabas       | Goua de Michou      |  |
| Miramont    | Bahus               |  |
| Lourden     | Lourden             |  |
| Balaing     | Balaing             | Priorité 2<br>1 <sup>er</sup> juin 2025 au plus tard |
| Coudures    | Estéla              |  |
| Louet       | Carbouère           |  |
| Ayguelongue | Ayguelongue         |  |
| Tillac      | Ginot               |  |
| Cassagnaou  | Cassagnaou          |  |
| Renung      | Buros               |  |
| Fargues     | Labourdas           |  |
| Hagetmau    | Agès                |  |
| Hagetmau    | La Grabe            |  |

\*Pour l'installation de ces 2 stations, il faudra tenir compte de la réhausse envisagée des réservoirs, de l'ordre de 1 m pour Lapeyrie et de 2 m pour Maribot (Cf. article 13-2).

Le candidat proposera un calendrier prévisionnel pour le déploiement de ces nouvelles stations hydrométriques, sans aller au-delà de 2027.

Les coûts de fonctionnement, comprenant l'exploitation et le lissage de l'investissement sur la durée du contrat, seront imputés au compte du service selon des modalités à préciser par le candidat (Cf. article 32).

Comme proposé dans le mémoire technique de son offre, le Concessionnaire s'engage à installer ces stations de mesure des débits entrants en 2024, et au plus tard avant la saison de basses eaux 2025 (1<sup>er</sup> juin).

Le concessionnaire devra élaborer tous les documents techniques et réglementaires, en vue de l'obtention des autorisations qui seraient nécessaires à l'installation de ces dispositifs. Ces étapes administratives préalables devront être prises en compte dans le calendrier.

Suite à la validation lors de la phase de négociation, ces nouveaux équipements qui seront installés au cours du contrat constitueront des biens de retour.

A défaut de création de ces stations selon le calendrier précisé ci-dessus (sauf renoncement du maître d'ouvrage ou complexité réglementaire qui ne relèverait pas d'un défaut du concessionnaire), le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

#### 4. Pluviomètres

Afin d'améliorer la gestion des réservoirs en cours de campagne de soutien d'étiage, il est intéressant d'avoir de la donnée pluviométrique spatialisée. Ainsi, compte tenu des équipements de « télétransmission » de mesure et données déjà présents sur les réservoirs, l'Autorité concédante souhaite faire installer des pluviomètres sur certains de ses réservoirs.

Certains barrages sont déjà équipés de pluviomètres mais pas forcément fonctionnels (Lapeyrie, Charros, Hagetmau, Gabas). Le concessionnaire devra expertiser ces matériels et leur modalité de transmission.





| Réservoir   | Priorité                                   |
|-------------|--|
| Lapeyrie    | Équipements existants à expertiser         |
| Charros     |  |
| Hagetmau    |  |
| Gabas       |  |
| Maribot     | 2024                                       |
| Saint Jean  | 2024                                       |
| Tailluret   | 2024                                       |
| Arrêt-Darré | 2024                                       |
| Gabas       | 2024                                       |
| Miramont    | 2024                                       |
| Coudures    | 2024                                       |
| Louet       | 2024                                       |
| Balaing     | 2024                                       |
| Ayguelongue | 2024                                       |
| Tillac      | 2024                                       |
| Lourden     | 2024                                       |
| Renung      | 2024                                       |
| Fargues     | Déjà équipé dans le cadre des travaux 2022 |

Le candidat proposera un calendrier prévisionnel pour le déploiement de ces nouvelles stations hydrométriques, sans aller au-delà de 2027.

L'estimation des coûts de fonctionnement, comprenant l'exploitation et le lissage de l'investissement sur la durée du contrat, ainsi que les modalités d'imputation au compte du service, seront à préciser par le candidat (Cf. article 32).

Ces nouveaux équipements qui seront installés au cours du contrat constitueront des biens de retour. Comme proposé dans le mémoire technique de son offre, le Concessionnaire s'engage à installer ces stations de mesure des débits entrants en 2024, et au plus tard avant la saison de basses eaux 2025 (1<sup>er</sup> juin).

Le candidat pourra présenter toute solution et source de donnée pluviométrique spatialisée alternative à la mise en place des pluviomètres, et en préciser les modalités techniques et financières d'accès et d'utilisation.

Au-delà d'une aide à la gestion avec cette donnée locale, les données de pluviométrie peuvent permettre d'établir des bilans volumiques entrées/sorties de nos réservoirs, permettant d'en appréhender des modalités de gestion sur des moyen et long termes.

A défaut de création de ces pluviomètres selon le calendrier précisé ci-dessus (sauf si choix d'une solution alternative), le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## 5. Suivi des investissements

Selon le mémoire financier présenté en appui de son offre, le Concessionnaire a estimé les montants de ces investissements à 1 985 000 €HT pour les compteurs et télétransmetteurs, et 434 990 € HT pour les sections de mesures des débits entrants et les pluviographes.

Le Concédant demande un suivi annuel détaillé de cette enveloppe de dépenses d'investissements pour les compteurs communicants, stations hydrométriques et pluviographes, pour les fournitures et la main d'œuvre. Ces éléments seront présentés dans le rapport annuel.

Le solde du compte est reporté d'une année sur l'autre. En fin d'installation des équipements prévus, le solde positif du compte est versé au compte de « Provisions de maintenance et/ou renouvellement ». Cette opération pourra faire l'objet d'une clause de revoyure et d'un éventuel avenant au contrat pour intégrer les modifications des montants d'amortissements et intérêts d'emprunts induites.



## CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES

### Article 31. Rémunération du concessionnaire

La rémunération du concessionnaire provient essentiellement des redevances versées par les usagers préleveurs (et éventuellement non préleveurs) du service public, la gestion de ce service étant assurée à ses risques et périls.

#### 1. Propositions de redevances pour les usagers préleveurs par le candidat

Pour mémoire, les structures et montants des redevances actuelles sont présentés en Annexe1-quater « Synthèse des données de gestion ».

Principes posés par l'Autorité concédante : En regroupant les 4 sous territoires - Adour et affluents rive gauche, Midour-Douze, Arros et Bouès, l'Autorité concédante souhaite prolonger 2 grands principes introduits dans la CSP Adour et affluents rive gauche -Midour-Douze 2019-2023 :

1° / introduire une quote-part de mutualisation des charges et des redevances entre ces 4 sous-bassins, en tenant compte des différences de quantités unitaires souscrites et de leur taux de sécurisation ;

2° / le type de structure de tarification « binomiale » incitative.

Selon ces principes, le candidat proposera des tarifs prévisionnels pour la durée du présent contrat ainsi que les modalités de calcul du(des) tarif(s) - terme(s) fixe(s) et terme(s) proportionnel(s) et de sa formule d'actualisation dans la grille tarifaire en annexe 5 du présent contrat, par ouvrage et par type d'usage préleveur.

Les périodes de facturation de la redevance par usage sont précisées dans l'annexe 5.

#### ➤ Redevances proposées pour l'usage irrigation

La redevance due par les préleveurs irrigants est établie selon un tarif binomial comprenant une part fixe forfaitaire à laquelle s'ajoute une part variable :

Le montant HT de l'UT sera fixé à 1 € en 2024, sauf pour la rivière Bouès.

*[Structure à proposer par candidat, rappel de la trame antérieure en gris]*

- pour le sous-bassin Adour et affluents rive gauche :
  - un 1<sup>er</sup> terme fixe forfaitaire, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha, soit 36 UT/ha (tarif 2024)
  - un 2<sup>ème</sup> terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m<sup>3</sup>/ha, soit 0,013 UT/m<sup>3</sup>/ha
  - un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les m<sup>3</sup> consommés par l'usager entre le 1<sup>er</sup> mètre-cube jusqu'à 60 % de sa consommation unitaire (quota en m<sup>3</sup>/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m<sup>3</sup>, soit 0,013 UT/m<sup>3</sup>
  - un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les m<sup>3</sup> consommés par l'usager au-delà de la consommation unitaire de 60 % de son quota (en m<sup>3</sup>/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m<sup>3</sup>, soit 0,025 UT/m<sup>3</sup>
  - majoration (= pénalités) de 0,20 UT/m<sup>3</sup> pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;
- pour le sous-bassin Midour et Douze :
  - un terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m<sup>3</sup>, soit 0.029 UT/m<sup>3</sup>
  - un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les m<sup>3</sup> consommés par l'usager entre le 1<sup>er</sup> mètre-cube jusqu'à 60 % de sa consommation unitaire





(quota en  $\text{m}^3/\text{ha}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit 0,013 UT/ $\text{m}^3$

- un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les  $\text{m}^3$  consommés par l'utilisateur au-delà de la consommation unitaire de 60 % de son quota (en  $\text{m}^3/\text{ha}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit 0,025 UT/ $\text{m}^3$
  - majoration (= pénalités) de 0,20 UT/ $\text{m}^3$  pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;
- pour le sous-bassin Arros-Estéous :
- un 1<sup>er</sup> terme fixe forfaitaire, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha, soit 36 UT/ha (tarif 2024)
  - un 2<sup>ème</sup> terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/ $\text{m}^3/\text{ha}$ , soit 0,013 UT/ $\text{m}^3/\text{ha}$
  - un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les  $\text{m}^3$  consommés par l'utilisateur entre le 1<sup>er</sup> mètre-cube jusqu'à 60 % de sa consommation unitaire (quota en  $\text{m}^3/\text{ha}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit 0,013 UT/ $\text{m}^3$
  - un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les  $\text{m}^3$  consommés par l'utilisateur au-delà de la consommation unitaire de 60 % de son quota (en  $\text{m}^3/\text{ha}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit 0,025 UT/ $\text{m}^3$
  - majoration (= pénalités) de 0,20 UT/ $\text{m}^3$  pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;

Une progressivité de l'augmentation des tarifs est instituée sur 5 ans, selon le tableau suivant :

| En UT                       | 2024    | 2025    | 2026    | 2027    | 2028 et ultérieur |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| Terme fixe forfaitaire      | 33,9184 | 34,4388 | 34,9592 | 35,4796 | 36,0000           |
| Terme fixe proportionnel    | 0,0026  | 0,0052  | 0,0078  | 0,0104  | 0,0130            |
| Part proportionnelle 1      | 0,0026  | 0,0052  | 0,0078  | 0,0104  | 0,0130            |
| Part proportionnelle 2      | 0,0050  | 0,0100  | 0,0150  | 0,0200  | 0,0250            |
| Majoration pour dépassement | 0,2000  | 0,2000  | 0,2000  | 0,2000  | 0,2000            |

- pour le sous-bassin du Boues :

Ce sous-bassin est raccordé au système Neste. La tarification appliquée sur l'ensemble des axes gérés dans le cadre du Système Neste est encadrée par décret ainsi que les modalités d'actualisation. Les recettes pour la concession des ouvrages de Tillac et de Cassagnaou seront réalisées au prorata des débits autorisés sur cet axe.

Pour rappel la tarification du système Neste est la suivante :

- En 2023, la valeur de l' / est fixée à 1€ HT.
- un 1<sup>er</sup> terme fixe forfaitaire, proportionnel au débit souscrit, exprimé en UT/l/s, soit 110 / l/s (tarif 2023)
- un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les  $\text{m}^3$  consommés par l'utilisateur entre le 1<sup>er</sup> mètre-cube jusqu'à 2500  $\text{m}^3/\text{l/s}$  de sa consommation unitaire (quota en  $\text{m}^3/\text{l/s}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit 0,0125 /  $\text{m}^3/\text{l/s}$  (tarif 2023)
- un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les  $\text{m}^3$  consommés par l'utilisateur pour une consommation unitaire comprise entre 2500 et 3000  $\text{m}^3/\text{l/s}$  de son quota (en  $\text{m}^3/\text{l/s}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit 0,02 /  $\text{m}^3$  (tarif 2023)
- un terme proportionnel 3 (part variable 3 ou proportionnelle 3) appliqué à tous les  $\text{m}^3$  consommés par l'utilisateur pour une consommation unitaire comprise entre 3000 et 4000  $\text{m}^3/\text{l/s}$



de son quota (en  $\text{m}^3/\text{l/s}$ ) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par  $\text{m}^3$ , soit  $0,05 \text{ l/m}^3$  (tarif 2023)

- majoration (= pénalités) de  $0,20 \text{ l/m}^3$  (tarif 2023) pour tout volume consommé au-delà du quota autorisé ;

Toute modification du tarif de mise à disposition (ou des bases de calcul du tarif) pourrait, le cas échéant, conduire à une analyse circonstanciée du devenir du présent contrat (article 43).

#### Cas particulier du bassin du Bouès :

##### 1/ répartition des compétences

La rivière Bouès est réalimentée en amont par la rigole de la Neste, ainsi que par 2 réservoirs de soutien d'été, Sère Rustaing et Antin. Ces ouvrages appartiennent à l'État et sont gérés en concession par la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), dans le cadre des prescriptions du Décret Neste.

Les réservoirs de Tillac et Cassagnaou, situés sur l'aval du bassin du Bouès, complètent le schéma de réalimentation et participent aux objectifs de débits fixés en aval à la station hydrométrique de Beaumarchès.

Ces 2 réservoirs appartiennent à l'Institution Adour et leur gestion technique est intégrée au présent contrat : surveillance, auscultation, maintenance des organes hydrauliques et électromécaniques...

La gestion des eaux est assurée par le concessionnaire d'État dans le cadre de la gestion globale du système Neste. Ainsi, c'est le concessionnaire d'État qui pilotera la gestion hydraulique des lâchers, en passant des ordres pour l'ajustement des débits lâchés (en ouverture/fermeture).

Par ailleurs, la structure et le montant de la redevance sont fixés par le Décret Neste. En conséquence, c'est le concessionnaire de l'État pour la gestion du système Neste, la CACG, qui gère également la « partie contractuelle » : établissement des contrats, perception des redevances, mise en place et gestion du parc de compteurs communicants.

Pour information, la structure de la redevance votée fin 2022 est ainsi établie :

- part fixe forfaitaire :  $110 \text{ € l/s}$  (pour un quota nominal de  $4\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ )
- parts proportionnelles : 1/  $0,01 \text{ €/m}^3$  jusqu'à  $2\,500 \text{ m}^3$   
2/  $0,02 \text{ €/m}^3$  jusqu'à  $3\,000 \text{ m}^3$   
3/  $0,05 \text{ €/m}^3$  jusqu'à  $4\,000 \text{ m}^3$
- majoration dissuasive :  $0,2 \text{ €/m}^3$  en dépassement des  $4\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$

Le gestionnaire du système Neste (CACG) reversera au concessionnaire Adour (titulaire du présent contrat) la quote-part des recettes perçues sur le Bouès, au prorata des débits souscrits à partir des réalimentations par les réservoirs de Tillac et Cassagnaou, déduction faite des frais de gestion des parties « gestion des eaux » et « gestion contractuelle ».

Suite à la réforme tarifaire appliquée à compter de 2023, la quote-part de redevance reversée par le Concessionnaire d'État au titulaire du présent contrat représente en 2023 :

|                        | Tarif unitaire   | Quote-part reversée à titre indicatif en 2023 : 11,2%                   |
|------------------------|--|---|
| part fixe forfaitaire  | $110 \text{ € l/s}$ (pour un quota nominal de $4\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ ) | $12,32 \text{ € l/s}$   |
| part proportionnelle 1 | $0,01 \text{ €/m}^3$ (jusqu'à $2\,500 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ )                 | $0,00112 \text{ €/m}^3$ (jusqu'à $2\,500 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ ) |
| part proportionnelle 2 | $0,02 \text{ €/m}^3$ (jusqu'à $3\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ )                 | $0,00224 \text{ €/m}^3$ (jusqu'à $3\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ ) |
| part proportionnelle 3 | $0,05 \text{ €/m}^3$ (jusqu'à $4\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ )                 | $0,0056 \text{ €/m}^3$ (jusqu'à $4\,000 \text{ m}^3/\text{L.s}^{-1}$ )  |





Le Concessionnaire titulaire du présent contrat devra participer aux instances de concertation pour la gestion du système Neste (commission plénière Neste et rivières de Gascogne, comité technique...). Lors de ces échanges, il pourra participer à la stratégie de gestion des lâchers pour se coordonner, et récupérer les données de contractualisation, de consommation....

## 2/ redevance complémentaire :

Sur demande de l'État concédant, le concessionnaire du système Neste a appliqué une réforme tarifaire pour percevoir des redevances supplémentaires dont l'objectif est de pouvoir réaliser les gros travaux à venir pour pérenniser l'ensemble des ouvrages. Cette réforme se traduit par une augmentation des redevances en 2 temps auprès des usagers préleveurs dès 2023. La redevance complémentaire ainsi perçue sur l'ensemble du système est ensuite partiellement mutualisée et reversée au compte des différentes concessions en vigueur pour l'exploitation des ouvrages appartenant à différents propriétaires.

Le concessionnaire proposera une affectation analytique des recettes basée sur une clef de répartition rivière par rivière.

### ➤ **Redevances proposées pour l'usage « industries »**

Le montant HT de l'UT sera fixé à 1 € en 2024, sauf pour la rivière Bouès.

Pour les usagers préleveurs industriels, le concessionnaire établira des contrats spécifiques libellés uniquement en volumes, au tarif de 0,062 UT HT, et limités en débit de prélèvement.

### ➤ **Redevances proposées pour l'usage « prélèvement pour l'Eau potable »**

Le montant HT de l'UT sera fixé à 1 € en 2024, sauf pour la rivière Bouès.

Pour les usagers préleveurs d'eau potable, le concessionnaire établira des contrats spécifiques libellés uniquement en volumes, au tarif de 0,062 UT HT, et limités en débit de prélèvement.

### ➤ **Structure de la redevance pour les autres usages préleveurs et usages non préleveurs**

Le candidat proposera une adaptation de ces modalités de tarification aux usagers non agricoles.

## 2. Cas particuliers de flux financiers entre bassins :

Une part du volume du réservoir du Louet, soit 2 Mm<sup>3</sup>, est destinée à soutenir les étiages du territoire Adour en amont d'Aire. Les redevables de la Déclaration d'intérêt général (DIG) Adour amont contribuent ainsi pour la quote-part de ces 2 Mm<sup>3</sup>, dans le cadre de la redevance payée à l'Institution Adour. Cette redevance est perçue sans gestion de contrats.

Cette participation de l'Institution Adour répercutée sur les usagers de la DIG Adour amont sera appelée par le Concessionnaire selon la structure de redevance proposée et acceptée par l'Institution Adour :

- sur la part fixe (forfaitaire et quota) : soit 36 UT /ha HT + 0,013 UT/m<sup>3</sup>,

- sur les parts variables, soit :

Part proportionnelle 1 : 0,013 UT/m<sup>3</sup> ;

Part proportionnelle 2 : 0,025 UT/m<sup>3</sup>.

La consommation prise en compte est la moyenne pondérée sur les axes Arros et Louet.

Ces éléments seront portés dans le CEP (prix 2024).

Le Concessionnaire appellera cette participation de l'IA, majorée de la TVA à 5,5 %, soit un montant indicatif de 67 860,47 € HT et 71 092,79 € TTC (prix 2024).

## 3. Cas particulier de la valorisation du réservoir du Gabas





À ce jour, une partie du volume du Gabas n'est pas valorisée, soit un total d'environ 1 568 000 m<sup>3</sup>, correspondant à 871 Ha au quota actuel de 1 800 m<sup>3</sup>/ha (412 200 m<sup>3</sup> soit 229 Ha dans les Hautes-Pyrénées et 1,156 Mm<sup>3</sup> soit 642 Ha dans les Pyrénées-Atlantiques).

Les volumes non contractualisés aujourd'hui (1 568 000 m<sup>3</sup>, équivalents à 871 Ha sur la base d'un quota de 1800 m<sup>3</sup>/Ha) seront facturés à l'Institution Adour par le concessionnaire, selon la structure de redevance proposée et acceptée par l'IA, sur la base coûts unitaires des parts fixe et proportionnelle - à concurrence de la consommation moyenne annuelle sur les sous-bassins Gabas et Lées. Le Concessionnaire appellera cette participation de l'IA, majorée de la TVA à 5,5 %, soit un montant indicatif de **62 947,17 € HT (2024)** sur la base de la consommation moyenne interannuelle ; ce montant sera ajusté chaque année en fonction de la consommation réelle sur ces sous-bassins.

- sur la part fixe (forfaitaire et quota) :  $(871\text{ha} \times 36 \text{ UT}) + (871 \times 1800 \times 0,013 \text{ UT}) = 51\,737,40 \text{ € HT}$ ,
- sur la(les) part(s) variable(s), soit  $871\text{ha} \times (1800 \text{ m}^3/\text{ha} \times 55\%) \times 0,013 \text{ UT} = 11\,209,77 \text{ € HT}$

#### 4. Actualisation des prix

Le présent contrat est établi pour une durée de 10 ans. Pour tenir compte de l'évolution des coûts dans de nombreux domaines, à intervenir durant cette période, les prix de la redevance envers les usagers et les prix du présent contrat seront actualisés chaque année.

Le candidat proposera une formule d'actualisation reflétant la répartition des principaux postes de charges du service.

Compte-tenu de l'évolution prévisionnelle des charges telle que présentée dans le CEP, la nouvelle pondération est proposée comme suit :

- Terme fixe : 0,17
- ICHT-IME : 0,45
- FSD2 : 0,27
- Elec > 36 KVa : 0,11

#### 5. Adaptation des tarifs

*[Le candidat pourra également proposer des tarifs différenciés entre usagers sur la justification de l'intérêt général. Ainsi, dans le respect du principe général d'égalité des usagers, des tarifs différenciés peuvent être définis en fonction des conditions d'utilisation de l'équipement. Notamment, pour favoriser une meilleure gestion des réalimentations à partir des réservoirs, le concessionnaire peut prévoir des tarifs plus avantageux pour les préleveurs qui utilisent les outils mis à leur disposition et contribuant à une gestion plus fine des réalimentations, conduisant à une meilleure efficacité de gestion qui permet de préserver au maximum les volumes pour prolonger la période de réalimentation, au bénéfice de tous les usagers.]*

Les tarifs de base ainsi définis sont portés en annexe 5 au présent contrat et approuvés par le comité syndical de l'Institution Adour en même temps que le contrat.

Les tarifs doivent répondre aux exigences d'une exploitation optimale de l'équipement.

Tous nouveaux tarifs proposés par le concessionnaire devront donner lieu à la passation d'un avenant à l'exception des tarifs des prestations techniques qui évoluent en application de la formule et des principes de révision prévue à l'article 31-4 ci-dessus du présent contrat.

#### 6. Proposition de tarifs de location des compteurs





Compte tenu du déploiement demandé de dispositifs de télérelève sur l'ensemble des axes réalimentés objet de la présente concession (hors Bouès), et selon les éléments financiers à présenter dans le compte prévisionnel d'exploitation (Cf. article 32 suivant), le Concessionnaire propose des tarifs de location selon les types de dispositifs de télérelève, et éventuellement selon leur date de déploiement.

|                     | Nombre de compteur | Montant de la redevance (UT/compteur) |
|---------------------|--------------------|---------------------------------------|
| Diamètre < 80       | 176                | 87.00                                 |
| 80 ≤ Diamètre ≤ 100 | 972                | 100.00                                |
| Diamètre > 100      | 148                | 143.00                                |

L'ensemble des montants de redevance (du tableau) est complété par le montant de redevance de télétransmission de 25 UT / compteur / an. Ce montant concerne également les ASA équipées de débitmètres électromagnétiques.

#### 7. Propositions de redevances complémentaires

Le candidat pourra proposer toute autre redevance additionnelle issue de l'exploitation des ouvrages mis à disposition, en début ou en cours de contrat (contributions financières, recette complémentaire d'exploitation,...).

Pour ce faire il présentera les modalités à l'Institution Adour qui devra donner son accord.

Dans le cadre des négociations, il a été institué une redevance de relève de compteur qui est fixée à 1 300 UT/ compteur / an pour tous les préleveurs refusant l'installation de compteurs communicants.

#### Article 32. Comptes d'exploitation prévisionnels

Les charges du concessionnaire découlent du descriptif des travaux et prestations décrits aux articles 17 à 30.

Le cadre d'exploitation annuel associé au présent contrat, précise le compte prévisionnel d'exploitation :

- par année : par ouvrage et tous ouvrages confondus
- pour la totalité de la durée du présent contrat : par ouvrage et tous ouvrage confondus.

Il fait impérativement apparaître le détail des produits et des charges par nature comptable.

Chaque nature de charge est décomposée, le cas échéant, en charges directes et indirectes résultant d'une répartition de charges communes au présent contrat et à d'autres contrats ou activités qu'aurait le Concessionnaire. Cette présentation est conforme au modèle donné en annexe 6 : les items présentés doivent être renseignés et sous-détaillés au maximum.

Une note explicative des hypothèses retenues pour l'élaboration du compte d'exploitation et des éléments d'information détaillés concernant la nature des principaux postes et des prestations réalisées ainsi que leurs modalités d'affectation, sera adossée aux comptes prévisionnels.

Le Concessionnaire fournit également un tableau prévisionnel des personnels affectés au présent contrat. La répartition des personnels directs et indirects affectés au niveau local est présentée par mission/fonction/niveaux hiérarchiques en ETP et avec les coûts correspondants conformément à la présentation retenue en annexe 6bis.

Le Concessionnaire fournit les éléments financiers correspondant à la programmation pluriannuelle d'aménagements et d'équipements décrits à l'article 30.





Le concessionnaire remet également, dans les 5 mois après la mise à disposition des biens, l'inventaire détaillé du patrimoine immobilier, détaillé par ouvrage, en identifiant les biens et immobilisations désignés comme biens de retour, et dans un délai de 3 mois les biens de reprise et les biens et immobilisations propres à l'exploitation du service public concédé ; il en précisera les caractéristiques, ainsi que les valeurs associées.

### Article 33. **Compte de renouvellement et maintenance**

Dans le cadre du renouvellement et de la maintenance, le concessionnaire prend un engagement ferme sur le montant de chaque opération.

Le renouvellement et la maintenance sont financés par le concessionnaire au moyen d'une provision dont le montant global est lissé sur la durée du contrat. Le montant annuel initial de la provision est égal au montant total du renouvellement et de la maintenance programmés sur la durée du contrat divisé par le nombre d'années du contrat.

Cette provision est créditée chaque début d'année dans un compte qui sera ouvert par le concessionnaire, en ses livres, pour le suivi du renouvellement et de la maintenance.

Pour chaque opération effectivement réalisée, ce compte sera débité du montant des travaux de renouvellement et ou maintenance qui comprennent :

- les charges de fourniture hors taxes des matériels, tels que facturées par les fournisseurs,
- les charges de sous-traitance éventuelle hors taxes telles que facturées par les sous-traitants,
- les charges de personnel directes et indirectes nécessaires à l'opération ou la pose des matériels remplacés.

Ces différentes catégories de charges devront être présentées dans le CEP (annexe 6) ainsi que dans le compte annuel d'exploitation (annexe 8).

Le solde du compte est reporté d'une année sur l'autre. En fin de contrat normale ou anticipée, le solde positif du compte est versé au concédant par le concessionnaire dans un délai de 2 mois.

### Article 34. **Provisions et garantie continuité de service / amélioration du service**

Le Concessionnaire s'engage par le biais d'un plan décennal, à joindre en annexe 6ter du présent contrat, sur un montant annuel de provision relatif aux travaux de maintenance nécessaires à la continuité du service public et aux garanties de renouvellements visées dans le Chapitre 4.

Ce plan décennal sera présenté par année et par ouvrage, et agrégé par année tous ouvrages confondus :

1° / en début de contrat, ce plan décennal prévisionnel sera détaillé au travers d'un plan de renouvellement et de maintenance des matériels et équipements, plan de renouvellement à fournir en complément de l'annexe 6ter ;

2° / à l'occasion de la 2<sup>ème</sup> réunion annuelle entre Autorité concédante et le Concessionnaire, le Concessionnaire présentera les provisions pour l'année à venir avec les postes de dépenses envisagés ; ces propositions seront analysées en regard du plan décennal prévisionnel.

Le Concessionnaire s'engage également par le biais d'un plan décennal, à joindre en annexe 6ter du présent contrat, sur un montant annuel de provision relatif aux travaux de maintenance des dispositifs de télérelève, nécessaires à l'amélioration de la gestion, et aux garanties de renouvellements visées dans le Chapitre 4.

L'ensemble des éléments prévisionnels de l'article 29 sont remis sous format modifiable type Excel ou équivalent.





## Article 35. Réversion à l'Institution Adour

En contrepartie de la mise à disposition des équipements, biens immobiliers, matériels et installations, le concessionnaire versera une réversion annuelle à l'autorité concédante.

Cette réversion annuelle due par le concessionnaire se compose :

- d'une part fixe d'un montant annuel de 172 698,54 € (valeur 2024),
- d'une part des redevances perçues au titre de la part proportionnelle 1 (basée sur une consommation jusqu'à 60 % du quota) : 10 %, (soit un montant prévisionnel de 45 436,87 €, valeur 2024 basée sur la consommation moyenne 2019-2022 ; ce montant sera ajusté chaque année en fonction de la réalité des consommations),
- d'une part des redevances perçues au titre de la part proportionnelle 2 (basée sur une consommation comprise entre 60.% et 100% du quota) : 50 %, (soit un montant prévisionnel de 11 864,59 €, valeur 2024 basée sur la consommation annuelle moyenne 2019-2022 ; ce montant sera ajusté chaque année en fonction de la réalité des consommations),
- Pour tenir compte de la progressivité des recettes sur le bassin de l'Arros, une progressivité de la réversion sera mise en place jusqu'en 2026, définie dans le tableau ci-dessous :

| € HT, valeur 2024 | 2024         | 2025         | 2026 et ultérieur |
|-------------------|--------------|--------------|-------------------|
| Part fixe         | 172 698,54 € | 222 698,54 € | 272 698,54 €      |
| Part variable 1   | 45 436,87 €  | 45 436,87 €  | 45 436,87 €       |
| Part variable 2   | 11 864,59 €  | 11 864,59 €  | 11 864,59 €       |

Ces reversions seront majorées du montant de la TVA en vigueur, soit 5,5% (2023).

Le montant de la réversion due par le concessionnaire est versé à l'autorité concédante en 2 fois, la partie fixe avant 15 décembre de l'année en cours et la partie variable avant le 15 mai de l'année N+1.

Ce montant de réversion sera actualisé chaque année selon l'évolution du tarif résultant de la formule proposée à l'article 31.7/ ci-dessus.

## Article 36. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes établis par l'État ou les collectivités locales et applicables à la présente concession sont à la charge du concessionnaire, à l'exception de la taxe foncière relative aux biens objet de la concession.

Le concessionnaire s'engage à supporter toute fiscalité nouvelle légalement instituée, ainsi que toute variation des taux d'imposition qui pourraient survenir au cours de l'exécution du contrat. Si celle-ci vient à bouleverser l'économie générale du contrat, la charge de cette nouvelle imposition sera examinée lors de la première rencontre annuelle de printemps prévue à l'article 39.

Les tarifs établis selon les dispositions de l'article 31 sont réputés tenir compte de l'ensemble de ces impôts et taxes en vigueur à l'origine du présent contrat, ou lors de leur modification.

Concernant la facturation des réversions au concessionnaire : il est précisé que pour tous les contrats de délégation conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les collectivités doivent désormais être assujetties à la TVA lorsque la mise à disposition des investissements intervient à titre onéreux. Dans cette situation, les réversions perçues par le délégant deviennent soumises à la TVA (Article 210 du





CGI annexe II modifié par le décret n° 2014-44 du 20 janvier 2014 art 1 et abrogé par le décret n° 2015-1763 du 24 décembre 2015 art 1).

projet





## CHAPITRE 6 - CONTROLE, INFORMATION ET CONSEIL

### Article 37. **Rapport annuel**

#### 1. Principes généraux

L'Institution Adour souhaite suivre les indicateurs ci-après afin de pouvoir garantir les principes de service public liés à cette concession. L'ensemble de ces indicateurs devront permettre à l'Institution Adour de garantir et suivre les principes généraux d'économie, d'équité, de transparence, de durabilité, et de lien financier dans la gestion du service public par rapport aux usages.

Ces indicateurs permettront à l'Institution Adour de préciser sa politique de l'eau liée aux concessions de service public pour l'ensemble des usages prélèvements et hors prélèvements (dont fonction environnementale) et éventuellement de l'adapter.

Le concessionnaire est tenu de fournir à l'autorité concédante chaque année avant le 15 mai, un rapport sur l'exécution du contrat au cours de l'exercice précédent. La fourniture du rapport est suivie d'une présentation à l'Institution Adour sous un délai de deux (2) semaines - au cours de la 1<sup>ère</sup> rencontre annuelle de printemps - après remise du rapport (Cf. les rapports du délégataire en annexe 1\_Éléments-techniques\_CRAE).

Le concessionnaire dispose d'un délai de trois (3) semaines à compter de la réception des observations écrites de l'Institution Adour, pour y répondre.

La non-fourniture du rapport annuel et des réponses aux observations dans le délai prévu expose le concessionnaire à l'application des pénalités prévues à l'article 45 du présent contrat.

Ce rapport annuel contient les informations nécessaires pour permettre à l'autorité concédante de s'assurer de la bonne exécution du contrat, notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service concédé et une analyse de la qualité du service public. Le rapport est illustré autant que nécessaire, de photographies, graphiques ou tableaux.

Le rapport intègre un compte rendu technique et un compte rendu financier.

Le concessionnaire devra communiquer à la demande de l'Institution Adour, toute information technique et financière dont il dispose et nécessaire pour élaborer et clarifier le rapport annuel du Président sur le prix et la qualité du service public.

Le concessionnaire devra être disponible auprès de l'Institution Adour pour une présentation après validation du rapport final par celui-ci aux membres du comité syndical (ou toute autre réunion de présentation aux élus de l'Institution Adour) à raison d'une réunion annuelle.

Le concessionnaire fournira un tableau de synthèse des indicateurs pertinents définis avec l'Institution Adour pour les onze (11) réservoirs et ouvrages associés du sous-bassin Adour et affluents rive gauche, pour les neuf (9) du sous-bassin Midour et Douze, les deux (2) du sous-bassin du Bouès et celui de l'Arros, ainsi qu'une fiche de synthèse par ouvrage.

Le concessionnaire proposera un modèle de rapport annuel en annexe 4 du présent contrat.

Le concessionnaire proposera un modèle affiné de présentation du rapport à l'autorité concédante et des documents annexes en application des articles 35-2. et 35-3. ci-dessous, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent contrat. L'Institution Adour aura un mois pour faire part de son accord ou de ses remarques qui s'imposeront au concessionnaire.





L'Institution Adour conserve la possibilité de demander l'évolution du modèle de présentation en cours de contrat dans la limite des éléments contractuels et de la faisabilité technique des demandes. Le concessionnaire ne peut de son propre chef, modifier le contenu cadre du rapport sans en référer à l'autorité concédante.

## 2. Compte-rendu technique

Le compte-rendu technique du rapport annuel, remis par le concessionnaire à Institution Adour sous forme informatique et sous forme papier, doit permettre de présenter l'activité du service public au cours de l'exercice concerné.

Le compte-rendu technique comprend au moins les informations suivantes :

- un compte-rendu hydraulique : il dresse le bilan de la gestion des ouvrages (en remplissage et en vidange), le bilan des usages, les indicateurs associés,
- un compte-rendu d'interventions et de travaux : il liste les interventions techniques effectuées et fait le lien avec les obligations réglementaires éventuelles. Il présente le programme des interventions pour l'année suivante.

### ➤ **Compte rendu hydraulique**

Le concessionnaire renseignera les indicateurs de performance et de suivi du service pour chaque ouvrage et commentera les résultats de l'exercice, par comparaison notamment aux années précédentes sur la totalité de la durée du contrat.

Certains indicateurs sont demandés pendant et hors période d'étiage. La période théorique d'étiage est définie du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre. La période hors étiage du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai et du 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre.

### **Gestion hydraulique d'ouvrages**

Tous les indicateurs de gestion hydraulique devront être précisés par ouvrage et au total pour l'ensemble des ouvrages :

- date début campagne soutien étiage effective,
- date fin campagne soutien étiage effective,
- volume mobilisable (Mm<sup>3</sup>) au 1<sup>er</sup> juin,
- taux de remplissage au 1<sup>er</sup> juin : volume total / capacité totale en %,
- données hydrologiques (station la plus représentative par ouvrage),
- volume cumulé entrant par période (annuel, étiage, hors étiage,) avec indication du volume entrant par pompage
- évolution des débits sortants (pas de temps hebdomadaire),
- volume déstocké total par pas de temps mensuel, cumulé par périodes (annuel, étiage, hors étiage),
- analyse de l'efficience de la gestion : annuellement, volume déstocké utile en dissociant le volume déstocké pour prélèvements et celui déstocké pour le soutien d'étiage volume déstocké débit réservé : par périodes (annuel, étiage hors étiage) : lié au débit réservé imposé réglementairement par ouvrage. Ce volume fera partie du volume déstocké total,

en plus, pour l'axe Adour :





- nombre de jours de non-atteinte du DOE : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur au Débit objectif étiage par périodes (annuel, étiage hors étiage),
- nombre de jours de non-atteinte par rapport à 80% du DOE : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur à 80% du Débit objectif étiage par périodes (annuel, étiage hors étiage),
- nombre de jours de non-atteinte du niveau Alerte : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur au Débit seuil du niveau Alerte par périodes (annuel, étiage hors étiage),
- nombre de jours de non-atteinte du niveau Alerte renforcée : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur au Débit seuil du niveau Alerte renforcée par périodes (annuel, étiage hors étiage) ;

pour les affluents : volume manquant pour tenir les différents seuils de gestion, au pas de temps annuel

- nombre de jours de non-respect du niveau Alerte : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur au Débit seuil du niveau Alerte par périodes (annuel, étiage hors étiage),
- nombre de jours de non-respect du niveau Alerte renforcée : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur au Débit seuil du niveau Alerte renforcée par périodes (annuel, étiage hors étiage),
- nombre de jours de défaillance DCR : nombre de jours ou le débit moyen journalier est inférieur au DCR par périodes (annuel, étiage hors étiage),
- VCN3 : Débit minimal sur 3 jours consécutifs de l'année
- VCN10 : Débit minimal sur 10 jours consécutifs de l'année

Ces indicateurs seront représentés sur des graphiques synthétiques.

Pour refléter la qualité de la gestion tenant compte des conditions et paramètres disponibles en temps réel, ils devront être établis sur la base des chroniques de débits disponibles en temps réel, avant modifications éventuelles ultérieures suite à des recalages des valeurs après jaugeage ou modification de la courbe de tarage. Le concessionnaire devra archiver ces chroniques de « débits temps réel ».

Une proposition de représentation sera faite par le concessionnaire dans les trois mois après notification du présent contrat, pour validation de l'Institution Adour.

L'Institution Adour se réserve le droit de proposer une trame de représentation de ces indicateurs.

Conformément aux prescriptions de l'ACI Adour, le concessionnaire remettra à l'Autorité concédante au plus tard le 28 février de l'année N+1 un bilan quantitatif de la gestion de chacun des ouvrages, présentant de manière synthétique les indicateurs de gestion hydraulique ci-dessus. Il s'accompagnera d'éventuelles préconisations de modifications des règles de gestion. Ces éléments seront transmis par l'Institution Adour aux DDT(M) pour amendements éventuels des dispositions de gestion avant la prochaine campagne de soutien d'étiage.

La non-fourniture de ce rapport de gestion hydraulique dans le délai prévu expose le concessionnaire à l'application des pénalités prévues à l'article 45 du présent contrat.

## Usages

Le concessionnaire fournira à l'Institution Adour, en format modifiable (tableur Excel ou équivalent), la liste détaillée des contrats précisant par ouvrage, pour chaque contrat :





- le type d'usage (irrigation, AEP, industrie, autres...), le département concerné (65, 32, 40 ou 64), la surface en ha et le débit en l/s contractualisés, le quota associé au contrat, la date de début de prélèvement, la date de fin de prélèvement, le volume prélevé par mois (précisé pour chaque mois de l'année) lorsque le prélèvement est équipé de compteur télétransmis ou le volume prélevé annuel dans les autres cas, le volume total prélevé.

Le concessionnaire fournira à l'Institution Adour, par ouvrage, et pour l'ensemble des ouvrages, les indicateurs suivants :

- nombre de contrats
- nombre de compteurs
- nombre d'hectares ou l/s contractualisés
- quota : en m<sup>3</sup>/ha et/ou m<sup>3</sup>/l/s
- surface ou débit souscriptible : en ha ou en l/s
- surface souscrite totale : en ha (ou Débit souscrit total : en l/s)
- volume souscrit total : en m<sup>3</sup>
- la liste d'attente contrats : en ha (ou en l/s)

Analyse volume :

- volume prélevé total sur l'année, par usage, et ventilé par période (étiage et éventuellement hors étiage)
- pourcentage du volume prélevé par usage : volume prélevé par usage / volume total prélevé sur l'année, et ventilé par période (étiage et éventuellement hors étiage)
- taux de prélèvement : volume prélevé par usage / volume souscrit total potentiel contractualisés (quota x nombre d'hectares ou l/s contractualisés)
- part des apports complémentaires par pompage dans les cours d'eau pour les réservoirs de Tillac, Maribot, Arthez, Coudures
- données issues des outils de télérelève

Analyse prix

Le concessionnaire devra compléter la grille tarifaire en annexe 5, pour chacun des sous-bassins du présent contrat, actualisée pour l'année en la complétant et précisant, pour chaque usage, les contrats opérationnels et contrats non opérationnels, à l'année et ventilés par période (étiage et hors étiage).

Il devra en outre donner le détail des éléments suivants :

- prix (part fixe et éventuelle part proportionnelle) du m<sup>3</sup> en € : pour 1 ha (ou l/s) et dans la limite du quota par usage et par type de contrat
- prix total payé en € : fonction des surfaces (ou débit) souscrites et volume consommé, par usage et par type de contrat
- prix en € du m<sup>3</sup> prélevé : prix total payé / volume total ; par usage, à l'année et ventilé par période étiage/ hors étiage

Indicateurs de gestion préleveurs

- nombre de contrôle des prélèvements par sous-bassins : bilan annuel





- taux de réclamations : nombre de réclamations des usagers en précisant la nature de chaque réclamation
- taux d'impayés : nombre de facture non payées dans l'année et % de la redevance appelée

#### Compte rendu d'interventions et de travaux :

- la nature du service exploité, son environnement contractuel et institutionnel, l'organisation générale du concessionnaire et son organigramme local, les dernières évolutions de la législation et de la réglementation relatives au contrat,
- une représentation schématique des ouvrages structurants et une description succincte de chacun de ces ouvrages et de leur mode d'exploitation,
- une synthèse des faits marquants de l'exercice,
- par types d'interventions techniques effectuées et pour les interventions significatives (entretien, maintenance, garantie de renouvellement), précisant l'ouvrage, et l'équipement concerné ; le concessionnaire devra préciser les principaux travaux qu'il a confiés à des entreprises sous-traitantes,
- le montant résiduel de la provision de renouvellement par rapport au montant total prévu au contrat et par rapport au montant prévisionnel annuel,
- la liste détaillée des nouveaux ouvrages mis en service pendant l'exercice (installations supplémentaires, remplacements, renouvellements, etc...), en distinguant les nouveaux ouvrages réalisés par l'Institution Adour (avec les informations envoyées par l'institution Adour) et ceux réalisés par le concessionnaire,
- l'état général des ouvrages, en mentionnant les évolutions marquantes depuis l'exercice précédent, notamment les améliorations apportées, les détériorations constatées et en identifiant les actions nécessaires, en distinguant celles qui relèvent du concessionnaire et celles qui relèvent de l'Institution Adour,
- un tableau recensant les emplois et les postes de travail utilisés par le service conformément à un modèle à agréer par le Département ainsi que le nombre, la qualification, le statut et les missions des agents qui sont intervenus pendant l'exercice, en distinguant l'effectif exclusivement affecté au service concédé et les agents affectés à temps partiel directement au service et un indicateur d'Équivalent Temps Plein généralisé sur le contrat,
- la stratégie et les actions menées en termes de sécurité (évaluation des risques professionnels, prévention des risques, audits et contrôles des installations, actions de formation, etc.), et au titre de la démarche qualité environnementale,
- la consommation d'électricité de chaque ouvrage, et les coûts correspondants,
- le nombre de compteurs sur lesquels il y a eu une intervention et nombre de compteurs remplacés,
- le dispositif mis en place pour l'astreinte 24h/24h,
- les recommandations motivées et hiérarchisées du concessionnaire sur les améliorations à apporter aux installations du service,
- le tableau prévisionnel de la réalisation des rapports réglementaires mis à jour (VTA, rapport surveillance, auscultation),
- le programme de la maintenance et du renouvellement pour l'année suivante.

#### Accès aux données de gestion brutes et valorisées

Le concessionnaire transmet à la demande de l'Institution Adour des données brutes mesurées relatives à la gestion de l'eau liée aux ouvrages et aux axes de réalimentation concernés (débits mesurés sortants télétransmis, DOE, DCR, VCN10, VCN3, prélèvements par usage...). Cependant les



données étant des données brutes et non validées, elles ne sont pas opposables et n'entraînent aucunement la responsabilité du Concessionnaire.

Il proposera un traitement et une valorisation de cette information, accessible à l'Institution Adour via un outil accessible par internet (ordinateur et application mobile), au pas de temps adapté à la nature de la donnée (hebdomadaire, mensuel, par période (étiage, hors étiage) et annuel).

Le concessionnaire communiquera toute demande d'accès aux données (exemple site ftp - QMJ,...) à l'Autorité concédante pour accord écrit et exprès de celle-ci.

#### Suivi inspections, contrôles et audits :

Le concessionnaire fournira dans le rapport annuel un fichier (disponible dématérialisé ou au format modifiable type Excel), comprenant l'ensemble des remarques synthétisées suite à inspection, VTA, audit, rapports surveillance, auscultation, la date limite de réalisation, la planification, l'avancement...

#### Fiche de synthèse par ouvrage

Le concessionnaire devra fournir annuellement, avec le rapport annuel, une fiche de synthèse par ouvrage précisant les caractéristiques de l'ouvrage :

- situation géographique de l'ouvrage, rivière réalimentée, carte, bassin versant et communes concernées,
- volume total de l'ouvrage en précisant les volumes dédiés au culot piscicole, autres usages hors prélèvements et volume dédié aux prélèvements,
- types d'usages possibles de l'ouvrage,
- date de réalisation,
- informations relatives à la concession de service public : date début, date fin, date avenants...,
- informations réglementaires liées à l'ouvrage : classe (A,B,C), débit réservé,
- informations de gestion liées à l'ouvrage : débit objectif étiage, débit seuil gestion ...

Une proposition de représentation sera faite par le concessionnaire pour validation de l'Institution Adour dans les trois mois après notification du présent contrat.

L'Institution Adour se réserve le droit de proposer une trame de représentation de ces indicateurs dans la mesure où elle n'engendre pas de frais supplémentaire pour le concessionnaire dans le cadre de la rédaction de son rapport annuel.

### 3. Compte-rendu comptable et financier

Le compte-rendu financier du rapport annuel remis par le concessionnaire à l'Institution Adour sous forme papier et sous format modifiable type Excel, est établi chaque année et remis au plus tard le 15 mai N+1 conformément à l'article R3131-3 du Code de la commande publique.

La présentation respecte les règles et méthodes comptables en vigueur et en particulier :

- *l'indépendance des exercices* : (dans le cas de régularisations elles devront être identifiées sous un libellé permettant leur identification),
- *la permanence des méthodes* : si des circonstances rendaient nécessaires des modifications, validées par le Commissaire aux Comptes de la CACG, elles seront exposées à l'Institution





*Adour. Le cas échéant le concessionnaire doit établir deux versions complètes de ce document pour le premier exercice suivant la modification, soit une version conforme à la présentation antérieure et une version correspondant à la nouvelle présentation.*

Les comptes du service remis à l'autorité concédante sont établis, par ouvrage et tous ouvrages confondus, chaque année à partir de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique du concessionnaire. Ils sont présentés par nature comptable de dépense conformément à l'arborescence retenue dans le compte d'exploitation prévisionnel annexé au présent contrat.

Chaque nature de charge est décomposée, le cas échéant, en charges directes et indirectes résultant d'une répartition de charges communes au présent contrat et à d'autres contrats ou activités qu'aurait le concessionnaire conformément à la présentation de l'annexe 8 du présent contrat, présentation qui intègre également les éléments de rappel de l'exercice précédent.

Le Concessionnaire détaillera notamment les charges relatives aux opérations de renouvellement d'une part et de maintenance d'autre part, en distinguant les coûts de fourniture des coûts de main d'œuvre.

Le concessionnaire fournit également, dans le respect du RGPD, par ouvrage et tous ouvrages confondus, un tableau des personnels affectés au contrat du Département. La répartition des personnels directs et indirects affectés au niveau local est présentée par missions/fonction, et est déclinée en ETP et coûts correspondants conformément à l'annexe 8 Bis du présent contrat.

A la fin de chacun des exercices, ces éléments seront concaténés dans le compte annuel de résultats (annexe 8 et notamment l'onglet 8ter) du présent contrat qui sera également jointe au rapport annuel.

Le concessionnaire remet également l'état des variations du patrimoine immobilier, détaillé par ouvrage, en identifiant les biens et immobilisations désignés comme biens de retour, les biens de reprise, et les biens et immobilisations propres à l'exploitation du service public concédé ; les caractéristiques, ainsi que les valeurs associées.

Le concessionnaire remet un état annuel détaillé d'utilisation de la provision établie lors de la réunion de l'année N-2 ainsi que des sommes inemployées.

Il s'engage à fournir toute explication et justification sur les méthodes de raccordement entre les produits et les charges du service, sa comptabilité analytique mais aussi et surtout apporte une justification détaillée des principaux postes de dépenses et recettes et le cas échéant leurs variations d'un exercice à l'autre.

#### Article 38. **Calendrier de remise du rapport annuel**

Le rapport annuel du concessionnaire est remis au plus tard le 15 mai de l'année N+1 à l'Institution Adour sur support papier et sur support électronique.

L'Institution Adour communique ses observations au concessionnaire dans un délai de 15 jours.

Le concessionnaire dispose alors d'un délai de 1 mois pour apporter les amendements nécessaires.

La non-fourniture du rapport annuel et/ou des réponses aux observations dans le délai prévu expose le concessionnaire à l'application des pénalités prévues à l'article 45 du présent contrat.





## Article 39. **Rencontres annuelles**

Le concessionnaire participera à minima à deux rencontres annuelles avec l'Autorité concédante :

- une première réunion au printemps, entre le 1<sup>er</sup> et le 15 juin : cette rencontre aura pour objectifs une présentation du « Rapport annuel » par le concessionnaire à l'Institution Adour, et notamment les éléments financiers ;

Le concessionnaire devra à la demande de l'Institution Adour effectuer a minima une présentation du rapport annuel auprès des élus de l'Institution Adour.

- une deuxième réunion annuelle vers la mi-octobre, pour examiner plus particulièrement les éléments techniques et le programme de travaux :

- 1° / point sur le suivi des visites et contrôles avec l'Institution Adour et les services de l'État concernés : avancement des travaux sur la base de l'ensemble des remarques suite aux visites et inspections (VTA, Inspections DREAL, Rapports ...) ;

- 2° / un état d'utilisation de la provision de l'année N-1 en regard des travaux réalisés ;

- 3° / un réajustement éventuel du programme de travaux prévus pour l'année N ;

- 4° / une proposition pour la provision des travaux au titre de l'année N+1.

Le concessionnaire devra créer et transmettre à l'Institution Adour et aux services de l'État, avant la fin du 2<sup>ème</sup> mois suivant la notification du présent contrat, un prévisionnel des rapports et contrôles annuels réglementaires liés aux ouvrages (Visite technique approfondie, rapports auscultation, rapport de surveillance... ).

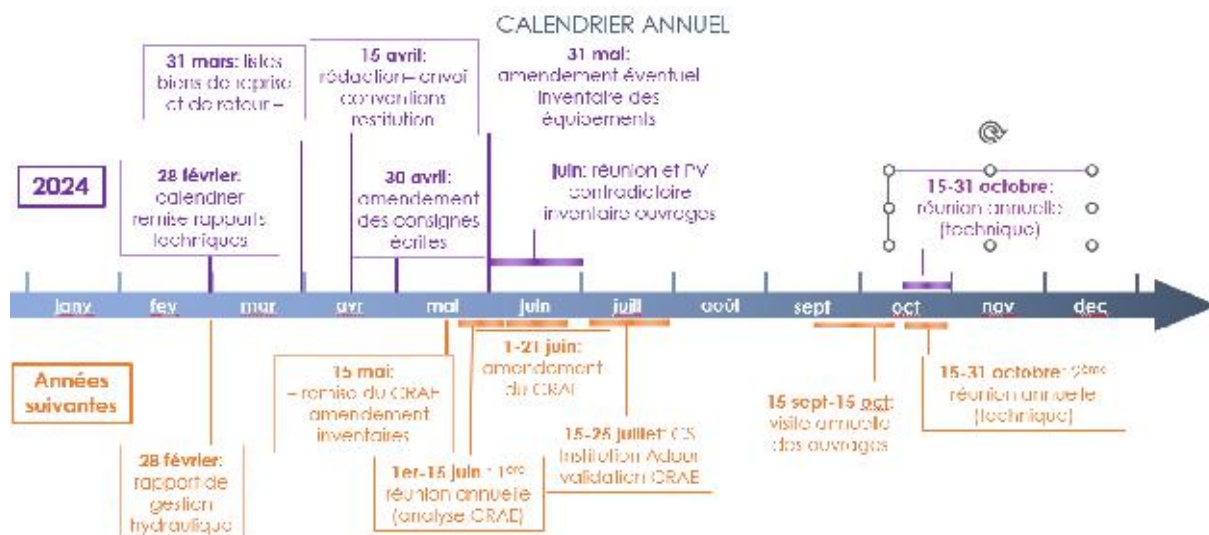
Ce prévisionnel devra être remis à jour annuellement et présenté lors de la rencontre technique annuelle d'automne.

Pour la première année du contrat (2024), la proposition de travaux correspondant à la provision 2024 sera établie et discutée avec l'Autorité concédante lors de la réunion d'inventaire des biens prévue à l'article 13.

Si le besoin s'en fait sentir, d'autres réunions pourront être proposées à l'initiative de l'Institution Adour ou à l'initiative du concessionnaire.

Lors de la réunion annuelle de présentation du rapport de gestion du concessionnaire, différents points pourront être revus et seront négociés, car pouvant influencer l'équilibre financier de la concession dans le cadre d'une clause de réexamen conformément à l'article R3135-1 du Code de la commande publique (Cf. article 43).





## Article 40. Suivi réglementaire

### 1. Information de l'Institution Adour

Le concessionnaire informe l'Institution Adour de ses échanges avec les autorités compétentes et lui en transmet copie, dans un délai maximal de 2 jours.

Le concessionnaire respecte les délais réglementaires de réponse et/ou d'actions fixés par les autorités compétentes.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

### 2. Dossier de suivi

Pour chaque ouvrage, le concessionnaire fournit chaque année, pour chaque aménagement un dossier comportant l'historique des échanges avec les autorités compétentes en matière environnementale.

Les visites et rapport d'exploitation sont notamment synthétisés dans le dossier de suivi.

Ce dossier doit être déposé au plus tard le 30 avril de l'année N+1 et fait l'objet d'une présentation en même temps que le rapport annuel du concessionnaire.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## Article 41. Exercice du contrôle par l'Institution Adour

### 1. Objet du contrôle

L'Institution Adour dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce droit comporte la possibilité de se faire fournir des documents ou d'aller les consulter dans les bureaux du concessionnaire.





Ce contrôle comprend notamment le droit d'accès aux informations relatives à la gestion du service concédé.

## 2. Obligations du concessionnaire

Le concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- autoriser à tout moment l'accès aux installations du service concédé aux personnes mandatées par l'Institution Adour,
- fournir à l'Institution Adour un accès en supervision au système de télégestion permettant une visualisation des données produites,
- répondre à toute demande d'information consécutive à une réclamation d'usager ou de tiers, de données ou présentations d'éléments de gestion émanant de l'Institution Adour,
- justifier, sur demande de l'Institution Adour, les informations qu'il a fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant au contrat,
- désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par l'Institution Adour,
- conserver, pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service concédé,
- mettre à disposition le personnel éventuellement nécessaire à l'exercice du contrôle,
- fournir à la demande de l'Institution Adour l'historique des problèmes techniques rencontrés depuis l'origine du contrat.

Les représentants désignés par le concessionnaire ne peuvent pas opposer le secret professionnel aux demandes d'informations se rapportant au contrat et présentées par les personnes mandatées par l'Institution Adour.

Le concessionnaire s'engage à répondre par écrit aux questions de l'Institution Adour et à lui transmettre les documents qu'il aura demandés, dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

## 3. Visite des installations

A compter de la date de prise d'effet du contrat et dans un délai de cinq mois, une visite contradictoire d'inventaire sera réalisée sur l'ensemble du périmètre d'exploitation du concessionnaire en présence des services de l'Institution Adour.

A défaut de présence de son représentant à ces visites programmées, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Un état des lieux complet des équipements et des ouvrages sera réalisé lors de cette visite. Cet état des lieux doit être détaillé par écrit et complété par le plan de maintenance et de renouvellement par le concessionnaire avec validation de l'Institution Adour et comprend à minima :

- nom de l'ouvrage,
- nom de l'équipement,
- référence détaillée des équipements,





- état de l'équipement avec identification précise des anomalies,
- photo de l'équipement lors de la visite,
- date de pose de l'équipement (dans le cas où la date n'est pas connue, le concessionnaire proposera une estimation de la date de pose).

Après chaque visite d'ouvrage, le concessionnaire dispose d'un délai de 1 (un) mois pour diffusion du document à l'Institution Adour.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Suite à cet état des lieux, une visite de tous les ouvrages du périmètre sera réalisée chaque année - sur la période de septembre jusqu'à la mi-octobre - en présence du concessionnaire et de l'Institution Adour. Le rapport d'état des lieux réalisé initialement sera incrémenté par les observations réalisées lors de ces visites afin d'établir une fiche de vie des ouvrages et des équipements.

Après chaque visite annuelle d'ouvrage, le concessionnaire dispose d'un délai de 1 (un) mois pour diffusion du document à l'Institution Adour.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

Une trame du document de fiche de vie des ouvrages devra être soumise par le concessionnaire à l'Institution Adour sous un délai de 1 (un) mois avant la date de la première visite annuelle.

A défaut, le concessionnaire s'expose aux pénalités définies à l'article 45 du présent contrat.

#### Article 42. **Commission paritaire**

---

En cas de désaccord dans l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de mettre en place une commission paritaire chargée du suivi de l'exécution du présent contrat.

Cette même commission pourra connaître toutes difficultés rencontrées par les parties dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Cette commission est composée d'une personne désignée par l'autorité concédante, d'une personne désignée par le concessionnaire et d'un expert compétent et indépendant désigné d'un « commun accord ». Le coût de l'intervention de l'expert est réparti par moitié entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Le concessionnaire et l'autorité concédante sont tenus de fournir aux membres de la commission spéciale tous les documents et les éléments d'informations utiles qui leurs sont demandés. La commission spéciale une fois constituée dispose d'un délai de six mois pour élaborer un projet d'accord qu'elle soumet aux parties.

La commission procède par voie de recommandations, soumises à l'approbation des organes dirigeants et décisionnaires de l'autorité concédante et du concessionnaire.



## Article 43. Révision des clauses contractuelles

### 1. Conditions de réexamen des conditions techniques et financières

Sans remettre en cause l'équilibre économique général du contrat, pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du contrat, ainsi que des événements extérieurs au service concédé modifiant, de manière substantielle, les conditions d'exploitation du service, les parties conviennent qu'il pourra à tout moment y avoir réexamen des dispositions du contrat et/ou des tarifs à la demande de l'une ou l'autre de celles-ci conformément à l'article R3135-1 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, les parties devront se rencontrer dès que possible et au plus tard dans le mois qui suit la survenance d'un des événements suivants pour revoir, le cas échéant, les termes du présent contrat, et ce dans la mesure où l'événement affecte substantiellement les conditions d'exploitation du contrat et ne résulte pas d'une faute du titulaire, dans les cas suivants :

- modification, changement de la législation et réglementation,
- modification des conditions d'exploitation consécutive à un changement de réglementation ou à l'intervention d'une décision administrative non prévisible à la signature du contrat,
- variation, à périmètre constant, de plus de 10 % du volume souscrit aux usagers, calculé sur la moyenne des trois dernières années, par rapport à la moyenne des volumes reportés dans le compte d'exploitation prévisionnel pour les trois mêmes années,
- variation, à périmètre constant, de plus de 10 % du nombre d'abonnés, calculé sur la moyenne des trois dernières années, par rapport à la moyenne du nombre d'abonnés reporté dans le compte d'exploitation prévisionnel pour les trois mêmes années,
- si le montant du chiffre d'affaires connaît une diminution de plus de 5 % par rapport aux montants inscrits au compte d'exploitation prévisionnel « CEP » figurant en annexe 6 sur deux années consécutives au moins et résultant d'un événement imprévisible et extérieur au titulaire à la date de signature du contrat,
- quand le coefficient d'indexation  $UT/UT_0$  défini à l'article 31 a varié de plus de 25 % depuis l'origine du présent contrat ou de la dernière révision,
- en cas de variation des modalités de gestion conduisant à une réduction substantielle des surfaces souscriptibles, soit 5 %,
- si pour deux exercices consécutifs, la part des redevances des usagers dont le recouvrement a été abandonné par le concessionnaire après avoir fait toutes les diligences nécessaires dépasse 1 % du montant total des redevances émises.
- si le montant d'une taxe, impôt ou réversion à la charge du concessionnaire varie de plus de 15 % par rapport à son montant initial qui figurera dans le premier rapport annuel du concessionnaire ou si une nouvelle taxe, un nouvel impôt ou une nouvelle réversion entraîne une charge supplémentaire,
- si le coût global de fourniture d'énergie représente plus de 12 % du chiffre d'affaire (hors redevance compteurs) sur une année ;
- impossibilité d'exploiter totalement ou partiellement les équipements pour une faute exclusivement imputable à l'Autorité concédante,
- si l'Autorité concédante décide d'imposer au titulaire de nouvelles contraintes de fonctionnement de nature à modifier substantiellement l'économie générale du présent contrat, en ce compris au regard des coûts supplémentaires d'exploitation devant être supportés par le titulaire,
- modification du périmètre de la concession,
- modification des ouvrages, modification substantielle des caractéristiques et/ou des fonctionnalités des équipements ayant un impact substantiel sur l'exploitation du service,
- inclusion ou exclusion de nouveaux équipements dans le périmètre du contrat après la mise à disposition des aménagements et équipements actuels, et notamment les futurs ouvrages présentés à l'article 13-2 ;





- modification de l'assiette des usages bénéficiaires, et notamment selon les conclusions des travaux sur le nouveau modèle socio-économique de soutien d'étiage ;
- en cas de la perte par le candidat de l'agrément relatif à la réglementation « sécurité des ouvrages hydrauliques » ;
- en cas de non atteinte du taux de de recueil des données de 90% des points de prélèvement au 1er juin 2027 ;
- en cas d'évènement ou manifestation provoqué par des tiers conduisant à la destruction totale ou partielle d'un ou plusieurs biens objet de la concession ;
- en cas d'application d'une disposition réglementaire qui ne permet plus d'exécuter le contrat ;
- en cas d'écart de plus de 5% sur l'enveloppe d'investissement arrêtée au 31 décembre 2027 prévue à l'article 30 ;
- lorsque les modalités d'affectation des recettes complémentaires du système Neste auront été définies entre tous les propriétaires d'ouvrages contribuant à la réalimentation du système Neste ;
- en cas de réforme tarifaire sur le système Neste.

## 2. Modalités de réexamen de la rémunération du concessionnaire

En cas de survenance d'un ou plusieurs évènements mentionnés ci-dessus, le concessionnaire (titulaire) en informe l'autorité concédante (collectivité), pour lui permettre d'apprécier les évolutions à prendre en compte dans la révision, les informations nécessaires en sa possession, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel évènement.

Ce mémoire comporte :

- l'identification de l'évènement,
- l'impact de l'évènement sur les missions du titulaire,
- les mesures éventuellement envisageables pour limiter les conséquences de l'évènement sur les conditions d'exploitation,
- les conséquences financières liées à la survenance de l'évènement : justificatifs des différentiels de charges ou de recettes et un nouveau compte d'exploitation faisant ressortir le détail, par installation et par rubrique, des charges et tous les éléments utiles à la discussion. Les informations ainsi données peuvent être de nature technique, financière ou comptable.

A compter de la date de réception de ce mémoire, la collectivité dispose d'un délai de quinze (15) jours pour prendre position sur l'existence et sur l'estimation des conséquences financières liées à la survenance dudit évènement et sur les aménagements contractuels souhaités.

Dans les cas d'inclusion de nouveaux équipements dans le périmètre du contrat après la mise à disposition des aménagements et équipements actuels par l'Institution Adour (futurs ouvrages présentés à l'article 13-2.), les parties se rencontrent pour définir les termes d'un avenant au présent contrat.

Dans le cadre de l'application de son pouvoir général de contrôle sur l'exécution du contrat, la collectivité peut mettre en œuvre, à l'occasion de la procédure de révision, tous les moyens définis au présent contrat. Chaque partie peut se faire assister par un ou plusieurs experts de son choix.

Les parties se concerteront alors pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter, qui sera formalisé par voie d'avenant au contrat.

À défaut d'accord dans un délai de deux mois à compter de la demande de la partie qui aura sollicité la révision, il sera fait application uniquement des dispositions de l'article 49 « Règlement des litiges ».



## CHAPITRE 7 - GARANTIE ET SANCTIONS

### Article 44. Garantie à première demande

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de la prise d'effet du contrat, le concessionnaire fournit à l'Institution Adour une garantie à première demande, délivrée par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Midi Pyrénées - 10 avenue Maxwell - 31023 Toulouse et annexée au présent contrat (annexe 10).

Le montant total de la garantie s'élève à 95 000 euros (Quatre-vingt-quinze mille euros).

L'Institution Adour peut faire appel à cette garantie pour recouvrer :

- le paiement des pénalités dues par le concessionnaire en cas de non versement dans les conditions prévues par l'article 45 du présent contrat,
- le paiement de toutes les sommes restant dues par le concessionnaire à l'expiration du présent contrat.

La garantie prend fin six (6) mois après le terme du présent contrat.

### Article 45. Pénalités

Dans les cas prévus ci-après, faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice s'il y a lieu de dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités seront prononcées au profit de l'Institution Adour.

Les jours de retard s'entendent en jour ouvré.

Les pénalités sanctionnent les manquements suivants :

1. Non-production des attestations d'assurance telle que prévue à l'article 7 du contrat : 100 €/jour de retard ;
2. Non-remise de la mise à jour de l'inventaire et de l'actualisation des plans telle que prévue à l'article 13 du contrat : 50 €/jour de retard ;
3. Listes des biens propres et de reprise
  - a. non-fourniture de la liste des biens de reprise telle que prévue à l'article 13-1 du contrat : 150 €/ jour de retard,
  - b. non-fourniture de la liste des biens propres telle que prévue à l'article 13-1 du contrat : 150 €/jour de retard,
  - c. remise d'une liste manifestement et substantiellement incomplète ou non conforme aux dispositions du contrat (article 13-1) : pénalité forfaitaire de 3 000 € ;
4. Non remise des modèles de conventions de restitution à jour pour validation de la part de l'Institution Adour telle que prévue à l'article 19 du présent contrat : 100 €/jour de retard ;
5. Interruption partielle ou totale non-justifiée de la fourniture d'eau brute de plus de 8h consécutives : 1 000 € HT/h/abonné au-delà de 8 heures d'interruption, comptées à partir de la première heure d'interruption (applicable à la facturation suivant l'interruption) ;
6. Non-respect des engagements clientèle visés à l'article 19 : 200 € HT/heure de retard, comptées à partir de la 1ère heure du constat ;





7. Non remise des journaux de bord des opérations d'entretien prévue à l'article 21 du présent contrat : 50 €/jour de retard, comptée à partir de la précédente visite/intervention sur site non renseignée ;
8. Non-respect du délai d'établissement des conventions de restitution dans le délai précisé à l'article 21-3 : 200 €/jour de retard ;
9. Non continuité du service : non rappel ou réponse des personnels d'astreinte dans un délai de 12 heures tel que précisé à l'article 21-5 : 100 €/heure de retard ;
10. Non remise de la cartographie des contrôles des prélèvements réalisée sur l'année N telle que prévue à l'article 22 : 150 €/jour de retard ;
11. Non création de l'accès et de l'outil serveur pour les données de supervision, accessible par internet, dans les délais précisés à l'article 23-2 : 200 €/jour de retard à la fin d'un délai de développement de la solution de 2 mois (ne devant pas excéder 6 mois) après la signature du contrat ;
12. Non remise des réponses techniques à apporter suite aux visites d'inspection ou autre visites techniques prévue à l'article 23-2 du présent contrat : 100 €/jour de retard ;
13. Non remise des comptes rendus et supports de présentation de réunions dans les délais prévus à l'article 25 : 150 €/jour de retard ;
14. Non amendement des consignes de surveillance dans le délai précisé à l'article 26.2 : 100 €/jour de retard ;
15. Retard ou non remise des rapports techniques selon calendrier précisé à l'article 26-7 : 100 €/jour de retard ;
16. A défaut pour le concessionnaire de procéder au remplacement des équipements et matériels détériorés (article 27), le propriétaire pourra infliger au concessionnaire, une pénalité de 100 €/jour de retard et par équipement défectueux ;
17. Non mise à disposition des usagers de(s) l'outil(s) permettant de déclarer les prélèvements(s) par anticipation : 100 €/jour de retard comptés à parti du délai précisé à l'article 30-1 ;
18. Dispositifs communicants des données de consommation :
  - a. Non déploiement selon le calendrier proposé à l'article 30-2 : 50 €/jour de retard à compter du 1<sup>er</sup> juin de l'année N, pour chaque compteur non installé par rapport au nombre prévisionnel prévu,
  - b. Non atteinte des taux objectifs de recueil des données de consommations précisés à l'article 30-2 : 100 €/jour de retard à compter du 15 juin de l'année N, et au 1<sup>er</sup> juin 2027, pour chaque % en deçà des seuils objectifs, et pour chacun des sous-bassins réalimentés,
  - c. Non remplacement des dispositifs communicants dans le délai précisé à l'article 30-2 : 200 €/jour de retard ;Ces pénalités ne sont pas applicables si le Concessionnaire fait face à un refus d'installation de compteur par un propriétaire. Le cas échéant, le Concessionnaire en informera, sans délai, l'autorité Concédante qui fera le nécessaire.
19. Non déploiement des stations hydrométriques selon le calendrier précisé à l'article 30-3 : 100 €/jour de retard ;
20. Non déploiement des pluviomètres (si option retenue) selon le calendrier précisé à l'article 30-4 : 100 €/jour de retard ;
21. Rapport annuel (articles 37 et 38 du présent contrat) :
  - a. Non remise du rapport de gestion hydraulique constituant le bilan quantitatif à remettre aux services de l'Etat, telle que prévue à l'article 37-2 : 100 €/jour de retard





- b. Non-fourniture du rapport annuel (technique et financier - 1<sup>ère</sup> version) au 30 avril ou du rapport amendé suite aux remarques de l'Autorité concédante au 21 juin telle que prévue par le contrat : 100 €/jour de retard ;
- c. En cas de remise à l'Institution Adour d'un rapport annuel manifestement et substantiellement incomplet ou, manifestement et substantiellement non conforme aux dispositions du contrat (sur les plans technique et/ou financier), et après avis positif de la Commission paritaire le concessionnaire verse à l'Institution Adour la pénalité calculée comme suit : 0,5% des recettes annuelles du concessionnaire.

## 22. Suivi réglementaire

- a. Non-information de la part du concessionnaire sur les échanges ou non réponses dans les délais selon les modalités prévues à l'article 40-1 du présent contrat : 100 €/jour de retard ;
- b. Non remise du dossier de suivi selon le calendrier précisé à l'article 40-2 : 100 €/jour de retard ;

## 23. Opérations de contrôle :

- a. Non remise de bilans ou données de gestion demandées par l'Autorité concédante ;
- b. Non réponse au courrier rappelant les obligations dans le délai précisé à l'article 41-2 : 100 €/jour de retard à compter du seizième jour suivant la date de réception par le concessionnaire de la demande ;
- c. Non présence du représentant du concessionnaire aux visites telles que prévue à l'article 41-3 du contrat : 250 €/absence,
- d. Non remise du rapport d'état des lieux amendé après chaque visite annuelle des ouvrages, dans le délai précisé à l'article 41-3 : 500 €/jour de retard
- e. Non remise du document « fiche de vie des ouvrages » selon les modalités et délai précisé à l'article 41-3 : 100 €/jour de retard ;

## 24. Obligations relatives à l'entretien, à la maintenance et aux réparations courantes :

Défaut d'entretien des installations (constaté par un agent de l'Institution Adour sur la base des obligations définies aux chapitres 3 et 4 du contrat), non réparation ou remplacement suite à détérioration et non correction des défauts notifiés par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de cette mise en demeure : 200 €/jour de retard,

Si à l'expiration du contrat, le concessionnaire ne s'est pas conformé à l'ensemble de ses obligations relatives à l'entretien, au nettoyage des locaux, à l'évacuation des objets inutilisables et aux réparations courantes, il verse une pénalité égale aux dépenses que l'Institution Adour supporte pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du concessionnaire (et qu'il justifie), majorées de 10 % pour charges de maîtrise d'ouvrage ;

## 25. Non remise des documents et fichiers dans les délais précisés à l'article 54 : 100 €/jour de retard.

Les différentes pénalités visées au présent article sont appliquées après mise en demeure restée sans effet. Les pénalités peuvent être cumulatives néanmoins celles-ci ne peuvent dépasser 1% du chiffre d'affaire annuel du périmètre de la concession.

Les pénalités sont payées par le concessionnaire dans un délai de trente jours (y compris celles notifiées à la fin du contrat) à compter de la réception de leur notification, par recommandé électronique ou recommandé postal, par l'Institution Adour.

En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal augmenté de deux points.





Leur paiement n'exonère pas le concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des collectivités et des tiers.

Les pénalités sont dues par le concessionnaire sans qu'une mise en demeure préalable de l'Institution Adour ne soit nécessaire.

## Article 46. **Sanctions coercitives**

### 1. L'exécution d'office

1. Faute pour le concessionnaire de pourvoir à l'entretien des installations du service, l'autorité concédante pourra procéder ou faire procéder aux frais du concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service et ce, après constat contradictoire et mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, le coût de l'entretien des installations du service sera supporté par le concessionnaire.
2. En cas d'interruption injustifiée du service et après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours, l'autorité concédante pourra assurer ou faire assurer par une autre personne qu'elle choisira le fonctionnement des installations faisant l'objet de la présente délégation au lieu et place du concessionnaire.
3. Cependant, l'autorité concédante ou la personne chargée par elle de l'exécution d'office restera responsable des dommages corporels ou incorporels consécutifs ou non, résultant d'accidents survenus lors de l'exécution d'office.

### 2. La mise en régie provisoire

En cas de faute grave du concessionnaire suite à laquelle la sécurité publique venait à être compromise, l'autorité concédante pourra mettre le service délégué en régie provisoire dans les conditions définies ci-après.

Après mise en demeure adressée par l'autorité concédante au concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de 5 jours, l'autorité concédante pourra se substituer ou substituer toute personne désignée par elle dans les droits et obligations du concessionnaire.

L'autorité concédante, ou la personne qu'elle aurait subrogée au concessionnaire, aura accès aux ouvrages nécessaires au fonctionnement du service.

L'utilisation des ouvrages par l'autorité concédante ou l'exploitant qu'elle aura subrogé au concessionnaire, sera précédée d'un état des lieux contradictoire dressé à la demande de l'une ou l'autre des parties. Il en sera de même à la fin de la régie provisoire. Les responsabilités respectives des parties en découleront.

L'autorité concédante ou l'exploitant désigné par elle pour être subrogé au concessionnaire assumera seule les risques accidentels résultant de l'exploitation en régie provisoire.

Sauf le cas de faute caractérisée du nouvel exploitant, les avaries et, en général, toutes dégradations de matériels, d'équipements ou des installations ayant leur fait générateur antérieur à la mise en régie provisoire resteront à la charge du concessionnaire.

Durant la période de mise en régie des installations, il sera interdit au concessionnaire de poursuivre l'exploitation de ces installations ou de faire entrave à l'accès aux installations nécessaires à l'exploitation (y compris les biens mis à disposition par le concessionnaire).





Après la mise en régie provisoire, le risque commercial résultant d'une baisse de fréquentation ou toute autre cause à caractère commercial entraînant une baisse du chiffre d'affaires par rapport à une période similaire antérieure sera assumé par le seul concessionnaire.

Dans l'hypothèse où la cause ayant généré la mise en régie provisoire disparaîtrait du fait de la diligence du concessionnaire, ce dernier sera autorisé à reprendre l'exploitation du service et bénéficiera à nouveau de tous les droits attachés au contrat de délégation.

#### Article 47. Déchéance - Résiliation pour faute

En cas de faute du concessionnaire d'une particulière gravité, l'Institution Adour peut prononcer elle-même la résiliation du présent contrat, notamment dans les cas suivants :

- le concessionnaire ne prend pas en charge les biens du service concédé à la date d'effet du contrat,
- le concessionnaire interrompt totalement l'exploitation et la réalimentation pendant une période prolongée, et qui ne résulte pas d'un fait extérieur, soit plus de 15 jours, par défaut d'entretien des installations, des équipements ou du matériel dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et les dispositions du présent contrat et après constat contradictoire effectué sous le contrôle d'un bureau de contrôle indépendant,
- si la sécurité venait à être compromise,
- le concessionnaire refuse de s'acquitter des obligations pécuniaires stipulées au présent contrat,
- le concessionnaire a réalisé une fraude ou une malversation manifeste,
- le concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans autorisation,
- le concessionnaire est en liquidation judiciaire.

Seront considérés comme exonératoires, les cas de force majeure rendant impossible la poursuite de l'exploitation, les événements conduisant à l'occupation sans droit ni titre des biens par des tiers ou leur destruction au cours d'activités ou manifestations organisées sans l'accord de la CACG.

La déchéance sera prononcée par délibération de l'autorité concédante, après mise en demeure restée sans effet notifiée, par lettre recommandée avec avis de réception, au concessionnaire d'avoir à remédier aux fautes constatées dans un délai de 15 jours, sauf cas d'urgence dûment constaté par l'autorité concédante. La déchéance prendra alors effet 72 heures à compter du jour de la réception de la notification par l'autorité concédante au concessionnaire, et à condition que ce dernier n'ait pas agi dans ce délai.

Les suites de la déchéance et notamment les surcoûts d'exploitation engendrés par ladite déchéance seront mis au compte du concessionnaire.

En cas de déchéance, le concessionnaire n'a droit à aucune indemnité.

#### Article 48. Résiliation

La résiliation peut être prononcée par l'Institution Adour, comme le prévoit les articles L.3136-1 à L.3136-6 du Code de la commande publique.





## Article 49. Règlement des litiges

L'Institution Adour et le concessionnaire conviennent qu'à défaut d'accord amiable, toutes difficultés relatives à l'application ou l'interprétation du présent contrat seront soumises à la commission paritaire prévue à l'article 42, à la demande de la partie la plus diligente.

Quand l'une des parties n'accepte pas les conclusions de la commission, elle notifie son désaccord à l'autre partie dans un délai d'un mois et en précise les raisons.

Si les contestations persistent entre le concessionnaire et l'autorité concédante au sujet du présent contrat, elles sont soumises à la juridiction administrative dans le ressort de laquelle se situent les ouvrages.

projet



## CHAPITRE 8 - FIN DU CONTRAT

### Article 50. Expiration

Le présent contrat n'ouvre droit à aucune indemnité lorsqu'il arrive à son échéance normale.

La convention prendra fin à son échéance dans les conditions prévues par les dispositions du présent contrat :

- échéance du présent contrat, fixée dans les dispositions de l'article 5,
- déchéance du délégataire prononcée par l'autorité concédante (article 47),
- résiliation pour motif d'intérêt général, en pareil cas, l'autorité concédante devra une indemnité prévue à l'article 51.

### Article 51. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

L'Institution Adour peut à tout moment mettre fin au contrat avant le terme prévu pour un motif d'intérêt général.

L'Institution Adour notifie sa décision au concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par huissier avec un préavis minimal de 3 (trois) mois, sauf nécessité impérieuse d'intérêt général où le délai est réduit à 1 (un) mois.

L'Institution Adour devra alors verser une indemnité d'éviction qui porte sur le manque à gagner du concessionnaire provoqué par la fin anticipée du présent contrat.

Cette indemnité est fixée d'un commun accord entre les parties sur le fondement d'un dossier justificatif fourni par le concessionnaire dans les deux mois suivant la notification des préavis par l'Institution Adour.

Ce manque à gagner sera apprécié au moment de la résiliation du présent contrat, selon les prix en vigueur à cette date et dûment justifié par le concessionnaire.

Cette indemnité est versée dans les deux mois qui suivent la notification de la résiliation.

### Article 52. Continuité du service en fin de contrat

#### 1. Principes généraux

De façon générale, l'Institution Adour a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les 6 (six) derniers mois de la concession toute mesure qu'il estime nécessaire pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le concessionnaire.

D'une manière générale, l'autorité concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires pour, le cas échéant, faciliter le changement d'exploitant.

L'autorité concédante réunit les représentants du concessionnaire ainsi que le cas échéant, ceux du nouvel exploitant pour organiser le transfert de l'exploitation du service délégué et notamment pour permettre au concessionnaire d'exposer les principales consignes et modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service délégué. Le concessionnaire





accepte d'être accompagné par les représentants de l'autorité concédante et le cas échéant, les agents du futur exploitant pendant une durée de deux semaines.

## 2. Continuité des contrats du concessionnaire conclus avec des tiers

En fin de contrat, l'Institution Adour se réserve le droit de poursuivre ou de faire poursuivre par un tiers de son choix, les contrats et engagements que le concessionnaire a passés, pour son compte, avec des tiers pour l'exécution du contrat.

Un an au moins avant la fin du contrat, le concessionnaire remet à l'Institution Adour une liste de tous les contrats d'approvisionnement, de fournitures, de location ou de services (électricité, téléphone, matériel d'exploitation, etc.) qui détaille les éléments principaux de chaque contrat (objet, fournisseur, conditions financières).

En cas de poursuite de l'un des contrats susvisés, l'Institution Adour se substitue ou se fait substituer dans les droits et obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire veille à ce que soient insérées dans les contrats qu'il passe avec des tiers, les stipulations propres à permettre l'application du présent article conformément à l'article 9 du présent contrat.

## Article 53. Régime des biens en fin de contrat

Au terme de la convention, pour quelque raison que ce soit, les biens, équipements et installations contribuant à l'exploitation des ouvrages hydrauliques, sont répartis entre le concessionnaire et l'autorité concédante, selon les modalités et aux conditions définies par le présent cahier des charges.

Le concessionnaire sera tenu de remettre les biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation revenant à l'autorité concédante, en bon état d'entretien et de fonctionnement, et libres de toute hypothèque, privilège ou nantissement.

### 1. Régime des biens de retour

Les biens matériels ou immatériels affectés au service et mis à disposition du concessionnaire en début ou en cours de contrat sont remis gratuitement à l'Institution Adour en fin de contrat.

Ils font l'objet d'une inscription en annexe 3 du présent contrat. Ils appartiennent à l'autorité concédante dès l'origine et sont remis gratuitement à cette dernière en fin de contrat.

Ces biens doivent être remis en bon état de fonctionnement. A cette fin, dans le compte-rendu de l'année précédant la fin de contrat, le concessionnaire établit un état des biens concernés et, s'il y a lieu, la liste des travaux de renouvellement et des interventions lui incombant et qu'il doit avoir exécutés au plus tard un mois avant la fin du présent contrat.

Une visite contradictoire est effectuée entre les parties concernées un mois avant la fin du présent contrat pour contrôler et évaluer l'état des biens revenant à l'Institution Adour.

A défaut, l'Institution Adour peut exercer son droit d'exécuter, aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

A la date de son départ, le concessionnaire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service concédé ainsi que l'évacuation des déchets, boues et tous les objets inutilisables. A défaut, l'Institution Adour procède à ces opérations aux frais du concessionnaire.





## 2. Régime des biens de reprise

Les biens mis à disposition par le concessionnaire et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public, font l'objet d'une inscription en annexe 3 du présent contrat. Ils peuvent être repris par l'Institution Adour.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée au concessionnaire dans les trois mois qui suivent leur reprise éventuelle par l'Institution Adour. Ces indemnités seront estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

Le candidat doit fournir la liste des biens de reprise qu'il entend laisser pour être affectés au service.

## 3. Régime des biens propres

Les biens propres sont constitués des biens étrangers au fonctionnement du service public.

Ils n'ont pas vocation à être remis à l'Institution Adour en fin de contrat. Ils restent propriété du concessionnaire.

Ils font l'objet d'une inscription en annexe 3 du présent contrat.

## Article 54. Remise des documents et des fichiers

Un an au moins avant l'expiration du contrat ou dans un délai de quinze jours après que l'Institution Adour ait prononcé la déchéance du contrat, le concessionnaire doit fournir un dossier à l'Institution Adour comprenant les informations suivantes :

- liste des fonctions et taux d'emploi sur le service,
- fichier des usagers comprenant, au minimum, les informations transmises lors de la procédure mandataire,
- compte des usagers,
- tous plans relatifs à la réalimentation (forme papier et informatique),
- dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notice d'entretien, notice d'exploitation, schémas électriques, notice Hygiène et Sécurité),
- documents d'exploitation et de maintenance dont la liste figure à l'article 16 relatant le fonctionnement des installations sur la durée complète du présent contrat,
- données du service dont la liste figure à l'article 16 du présent contrat,
- rapports de contrôle réglementaire (VTA, auscultation, surveillance, contrôle électrique, appareils sous pression, lavage, ...),
- contrats en cours (électricité, téléphone, prestations de services ...),
- inventaire des biens du service,
- inventaire des biens dédiés au service public remis à l'Institution Adour en fin de contrat.

A défaut de remise de ces documents dans les délais précisés ci-dessus, le Concessionnaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 45.





## Article 55. Solde des comptes

Si le présent contrat prend fin sans que le concessionnaire n'ait encore émis l'ensemble de la facturation de l'année civile en cours, le solde du compte de chaque usager est réalisé à partir des informations de relevés de compteurs opérés par l'Institution Adour ou, le cas échéant, le nouvel exploitant, en appliquant un *prorata temporis* sur les volumes facturés.

Le concessionnaire demeure seul responsable du recouvrement des factures qu'il a émises même après la fin du présent contrat. Il reste soumis aux dispositions financières jusqu'à l'accomplissement complet de ses obligations contractuelles. L'Institution Adour s'engage à ne pas faire obstacle au recouvrement, par le concessionnaire, des montants en cause.

En dehors des cas visés ci-dessus, le concessionnaire s'engage à fournir à l'Institution Adour ou, le cas échéant, au nouvel exploitant tous éléments utiles pour lui permettre de répondre aux réclamations des usagers concernant la période pendant laquelle il assurait la gestion du service concédé.

En cas d'erreur de sa part dans la facturation, il est tenu de procéder au remboursement du trop-perçu.

## Article 56. Défaut de remise en état des biens

Dans l'hypothèse où le concessionnaire n'a pas remis en état les ouvrages dont il a la charge, il verse à l'Institution Adour une somme correspondant au montant des travaux non exécutés.

Les montants correspondants sont payés par le concessionnaire un mois après l'émission d'un titre de recette par l'Institution Adour ou déduits par l'Institution Adour des sommes dues par lui.

## Article 57. Accès aux ouvrages

A l'occasion d'une remise en concurrence de l'exploitation du service concédé, l'Institution Adour peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Dans ce cas, le concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service concédé aux dates fixées par l'Institution Adour.

## Article 58. Elections de domicile

Pour l'exécution du présent cahier des charges, les parties font élection de domicile :

- Pour l'autorité concédante :  
Institution Adour  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX
- Pour le concessionnaire :  
Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne  
Chemin de Lalette - CS 50449  
65004 TARBES CEDEX





## Article 59. Signatures

Fait à Mont de Marsan, le

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour l'Institution Adour,  
Le Président

Pour le concessionnaire,  
Le Directeur général

Paul CARRERE

Willy LUIS

### Annexes au présent contrat :

- Annexe 1 : Fiches descriptives et financières (éléments techniques et CRAE)
  - Annexe 1bis : Conventions
  - Annexe 1ter : Arrêtés
  - Annexe 1quater : Cadre de la gestion
- Annexe 2 : Modèle de convention de restitution
- Annexe 3 : Inventaire des Biens
- Annexe 4 : Modèle de rapport annuel
- Annexe 5 : Grille Tarifaire
- Annexe 6 : Compte prévisionnel d'exploitation
  - Annexe 6 bis : Charges de personnels prévisionnels
  - Annexe 6 ter : Plan quinquennal
- Annexe 7 : Calendrier de remise des rapports réglementaires
- Annexe 8 : Compte annuel de résultat de l'exploitation
  - Annexe 8 bis : Charge de personnel
  - Annexe 8 ter : Compte annuel à concaténer à chaque fin d'exercice
- Annexe 9 : Attestation d'assurance
- Annexe 10 : Garantie à première demande
- Annexe 11 : Entretien des accès
- Annexe 12 : Cartographie Entretien Végétation



Annexe 6  
COMPTE PREVISIONNEL D EXPLOITATION A COMPLETER PAR LE CANDIDAT

| CPTE PREVISIONNEL D EXPLOITATION  | 2 024     |          |           | 2 025     |          |           | 2 026     |          |           | 2 027     |          |           | 2 028     |          |           | 2 029     |          |           |
|---|-----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|
|   | Direct    | Indirect | Total     | Direct    | Indirect | Total     | Direct    | Indirect | Total     | Direct    | Indirect | Total     | Direct    | Indirect | Total     | Direct    | Indirect | Total     |
| tous ouvrages   |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| PRODUITS D'EXPLOITATION   |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Produits d'exploitation du service agricoles                                    | 2 269 293 |          | 2 269 293 | 2 337 373 | 0        | 2 337 373 | 2 405 453 | 0        | 2 405 453 | 2 473 533 | 0        | 2 473 533 | 2 541 613 | 0        | 2 541 613 | 2 541 613 | 0        | 2 541 613 |
| Produits AEP et IND   | 49 910    |          | 49 910    | 49 910    |          | 49 910    | 49 910    |          | 49 910    | 49 910    |          | 49 910    | 49 910    |          | 49 910    | 49 910    |          | 49 910    |
| PRODUITS ACCESSOIRES  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Produits divers et accessoires  | 152 500   |          | 152 500   | 152 500   | 0        | 152 500   | 152 500   | 0        | 152 500   | 152 500   | 0        | 152 500   | 152 500   | 0        | 152 500   | 152 500   | 0        | 152 500   |
| Reprise sur provision, créances douteuses                                       |           |          |           | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Reprise sur provision, garantie continuité de service                           |           |          |           | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Autres produits   |           |          |           | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| PRODUITS FINANCIERS   |           |          |           | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS  |           |          |           | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| I - TOTAL des PRODUITS  | 2 471 703 | 0        | 2 471 703 | 2 539 783 | 0        | 2 539 783 | 2 607 863 | 0        | 2 607 863 | 2 675 943 | 0        | 2 675 943 | 2 744 023 | 0        | 2 744 023 | 2 744 023 | 0        | 2 744 023 |
| CHARGES D'EXPLOITATION  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| ACHATS  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Achats de matières premières, fournitures et consommables                       |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Eau et assainissement   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Energie - Electricité   | 273 570   |          | 273 570   | 273 570   | 0        | 273 570   | 273 570   | 0        | 273 570   | 273 570   | 0        | 273 570   | 273 570   | 0        | 273 570   | 273 570   | 0        | 273 570   |
| Achats de matériel et petits équipements  |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Autres achats   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| SERVICES  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Sous-traitance  | 64 993    |          | 64 993    | 64 993    | 0        | 64 993    | 64 993    | 0        | 64 993    | 64 993    | 0        | 64 993    | 64 993    | 0        | 64 993    | 64 993    | 0        | 64 993    |
| Locations   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Services extérieurs : Entretien, réparation, maintenance                        |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Primes d'Assurances   | 50 991    |          | 50 991    | 50 991    | 0        | 50 991    | 50 991    | 0        | 50 991    | 50 991    | 0        | 50 991    | 50 991    | 0        | 50 991    | 50 991    | 0        | 50 991    |
| Personnel extérieur à l'entreprise : intérimaires, intermédiaires et honoraires |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Publicité, publications, relations publiques                                    |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Déplacements, missions réceptions   | 51 366    |          | 51 366    | 51 366    | 0        | 51 366    | 51 366    | 0        | 51 366    | 51 366    | 0        | 51 366    | 51 366    | 0        | 51 366    | 51 366    | 0        | 51 366    |
| Frais postaux et de télécommunications  | 51 909    |          | 51 909    | 51 909    | 0        | 51 909    | 51 909    | 0        | 51 909    | 51 909    | 0        | 51 909    | 51 909    | 0        | 51 909    | 51 909    | 0        | 51 909    |
| Divers - Autres services  |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| IMPOTS  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Impôts taxes et versements assimilés,   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| CH de PERSONNNEL  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Rémunérations brutes  | 217 697   | 200 951  | 418 648   | 217 697   | 200 951  | 418 648   | 217 697   | 200 951  | 418 648   | 217 697   | 200 951  | 418 648   | 217 697   | 200 951  | 418 648   | 217 697   | 200 951  | 418 648   |
| Charges sociales patronales   | 108 848   | 100 476  | 209 324   | 108 848   | 100 476  | 209 324   | 108 848   | 100 476  | 209 324   | 108 848   | 100 476  | 209 324   | 108 848   | 100 476  | 209 324   | 108 848   | 100 476  | 209 324   |
| AUTRES  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Réversion d'exploitation  | 230 000   |          | 230 000   | 280 000   | 0        | 280 000   | 330 000   | 0        | 330 000   | 330 000   | 0        | 330 000   | 330 000   | 0        | 330 000   | 330 000   | 0        | 330 000   |
| Autres charges  |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| CHARGES FINANCIERES   | 64 200    |          | 64 200    | 64 200    | 0        | 64 200    | 64 200    | 0        | 64 200    | 64 200    | 0        | 64 200    | 64 200    | 0        | 64 200    | 64 200    | 0        | 64 200    |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| DOTATIONS   |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| Amortissement et maintenance logiciels  | 86 857    |          | 86 857    | 86 857    | 0        | 86 857    | 86 857    | 0        | 86 857    | 86 857    | 0        | 86 857    | 86 857    | 0        | 86 857    | 86 857    | 0        | 86 857    |
| Amortissement investissement  | 241 999   |          | 241 999   | 241 999   | 0        | 241 999   | 241 999   | 0        | 241 999   | 241 999   | 0        | 241 999   | 241 999   | 0        | 241 999   | 241 999   | 0        | 241 999   |
| Provision créances douteuses  |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Provisions de maintenance et/ou renouvellement                                  | 700 698   |          | 700 698   | 700 698   | 0        | 700 698   | 700 698   | 0        | 700 698   | 700 698   | 0        | 700 698   | 700 698   | 0        | 700 698   | 700 698   | 0        | 700 698   |
| TRAVAUX   |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| travaux de maintenance (1)  |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| travaux de renouvellement (2)   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| Provisions d'exploitation   |           |          | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         | 0         | 0        | 0         |
| II - TOTAL des CHARGES  | 2 143 128 | 301 427  | 2 444 555 | 2 193 128 | 301 427  | 2 494 555 | 2 243 128 | 301 427  | 2 544 555 | 2 243 128 | 301 427  | 2 544 555 | 2 243 128 | 301 427  | 2 544 555 | 2 243 128 | 301 427  | 2 544 555 |
| III - RESULTAT avant IMPOT  |           |          | 27 148    |           |          | 45 228    |           |          | 63 308    |           |          | 131 388   |           |          | 199 468   |           |          | 199 468   |
| IV - IMPOTS sur LES SOCIETES  |           |          | 6 787     |           |          | 11 307    |           |          | 15 827    |           |          | 32 847    |           |          | 49 867    |           |          | 49 867    |
| V - RESULTAT : BENEFICE ou PERTE  |           |          | 20 361    |           |          | 33 921    |           |          | 47 481    |           |          | 98 541    |           |          | 149 601   |           |          | 149 601   |
| (1) dont charge de personnel Maintenance  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |
| (1) dont achats de maintenance  |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |           |          |           |

Annexe 6 bis  
CHARGES de PERSONNEL PREVISIONNELLES - REPARTITION ANALYTIQUE

| CH PERSONNEL PREVISIONNELLES<br>tous ouvrages | 2 024   |          |         | 2 025   |          |         | 2 026   |          |         | 2 027   |          |         | 2 028   |          |         | 2 029   |          |         | 2 030   |          |         | 2 031   |          |         | 2 032   |          |         | 2 033   |          |         | TOTAL ouvrages |           |           |
|---|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|---------|----------------|-----------|-----------|
|   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct  | Indirect | Total   | Direct         | Indirect  | Total     |
| NBRE ETP AFFECTE =                            | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 6,03    |          |         | 60,3           |           |           |
| REPARTION des ETP PAR FONCTION / MISSIONS     |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |                |           |           |
| Gestion des eaux                              | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 1,29    |          |         | 12,9           |           |           |
| Gestion des contrats                          | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 1,06    |          |         | 10,6           |           |           |
| Suivi et contrôle                             | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 1,93    |          |         | 19,3           |           |           |
| Sécurité des ouvrages                         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 1,75    |          |         | 17,5           |           |           |
| COUT TOTAL des ETP (€)                        | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 326 545 | 301 426  | 627 971 | 3 265 450      | 3 014 260 | 6 279 710 |
| REPARTION des COUTS PAR FONCTION / MISSIONS   |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |         |          |         |                |           |           |
| Gestion des eaux                              | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 84 564  | 78 059   | 162 623 | 845 640        | 780 590   | 1 626 230 |
| Gestion des contrats                          | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 58 187  | 53 711   | 111 898 | 581 870        | 537 110   | 1 118 980 |
| Suivi et contrôle                             | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 85 772  | 79 174   | 164 946 | 857 720        | 791 740   | 1 649 460 |
| Sécurité des ouvrages                         | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 98 022  | 90 482   | 188 504 | 980 220        | 904 820   | 1 885 040 |

Annexe 6ter  
PLAN DECENNAL

| PLAN QUINQUENNAL<br>ouvrages  | 2 024        | 2 025        | 2 026        | 2 027        | 2 028        | 2 029        | 2 030        | 2 031        | 2 032        | 2 033       | TOTAL interventions | TOTAL annuel<br>ouvrages |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|---------------------|--------------------------|
| Arthez barrage et station : modernisation électrique  |              | 30 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 30 000,00 €         | 3 400,00 €               |
| Arthez : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                       |              |              |              |              |              | 4 000,00 €   |              |              |              |             | 4 000,00 €          |                          |
| Arrêt-Darré transfert : Renouvellement d'un<br>démarreur et révision des pompes                 |              |              |              |              | 20 000,00 €  |              | 50 000,00 €  |              |              | 30 000,00 € | 100 000,00 €        | 19 200,00 €              |
| Arrêt-Darré transfert : Ajout d'une exhaure petits<br>débits                                    | 55 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 55 000,00 €         |                          |
| Arrêt-Darré barrage et transfert : modernisation<br>électrique                                  |              |              | 37 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |             | 37 000,00 €         |                          |
| Ayguelongue : modernisation électrique  |              |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         | 8 720,00 €               |
| Ayguelongue : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                  |              |              |              |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |             | 7 200,00 €          |                          |
| Ayguelongue : étanchéité des joints du seuil de<br>l'évacuateur de crues                        |              |              |              | 65 000,00 €  |              |              |              |              |              |             | 65 000,00 €         |                          |
| Balaing : modernisation électrique  |              | 22 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 22 000,00 €         | 21 200,00 €              |
| Balaing : révision niveau 4 de la vanne jet creux   |              |              |              |              | 120 000,00 € |              |              |              |              |             | 120 000,00 €        |                          |
| Balaing : remplacement du grillage de l'évacuateur<br>de crues                                  |              |              |              |              |              |              |              |              | 70 000,00 €  |             | 70 000,00 €         |                          |
| Bourghès : modernisation électrique   | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         | 2 500,00 €               |
| Bourghès : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                     |              |              |              |              |              |              |              | 4 000,00 €   |              |             | 4 000,00 €          |                          |
| Bourghès : renouveler la vanne de vidange rapide  | 6 000,00 €   |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 6 000,00 €          | 2 220,00 €               |
| Brousseau : modernisation électrique  |              |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Brousseau : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                    |              |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |              |              |             | 7 200,00 €          | 1 900,00 €               |
| Cassagnaou : modernisation électrique   |              |              |              |              |              |              |              |              | 15 000,00 €  |             | 15 000,00 €         |                          |
| Cassagnaou : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                   |              |              |              |              | 4 000,00 €   |              |              |              |              |             | 4 000,00 €          | 1 900,00 €               |
| Charros : modernisation électrique  |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Charros : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                      |              |              |              |              |              |              |              |              |              | 4 000,00 €  | 4 000,00 €          | 3 720,00 €               |
| Coudures barrage et station : modernisation<br>électrique                                       | 30 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 30 000,00 €         |                          |
| Coudures : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                     |              |              |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |              |             | 7 200,00 €          | 2 220,00 €               |
| Fargues : modernisation électrique  |              |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Fargues : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                      |              |              |              |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |             | 7 200,00 €          | 29 200,00 €              |
| Gabas barrage et transfert : modernisation<br>électrique  | 37 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 37 000,00 €         |                          |
| Gabas transfert : remplacement du charlatte par un<br>anti-bélier                               |              |              |              |              |              | 95 000,00 €  |              |              |              |             | 95 000,00 €         |                          |
| Gabas transfert : renouvellement de 3 démarreurs<br>et d'une pompe                              |              |              | 30 000,00 €  |              |              | 50 000,00 €  |              |              | 30 000,00 €  |             | 110 000,00 €        |                          |
| Gabas barrage : renouveler les couvre-joints (autre<br>technique)                               |              |              |              | 50 000,00 €  |              |              |              |              |              |             | 50 000,00 €         | 5 420,00 €               |
| Hagetmau : modernisation électrique   | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Hagetmau : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                     |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |              |              |              |             | 7 200,00 €          |                          |
| Hagetmau : renouveler les couvre-joints (autre<br>technique)                                    |              | 32 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 32 000,00 €         | 2 400,00 €               |
| Lapeyrie : modernisation électrique   | 20 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 20 000,00 €         |                          |
| Lapeyrie : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                     |              |              |              |              |              |              | 4 000,00 €   |              |              |             | 4 000,00 €          | 6 500,00 €               |
| Louet : modernisation électrique  |              |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Louet : révision de la vanne de restitution   |              |              |              |              |              |              |              | 50 000,00 €  |              |             | 50 000,00 €         | 9 720,00 €               |
| Lourden : modernisation électrique  |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Lourden : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                      |              |              |              |              |              |              |              |              |              | 7 200,00 €  | 7 200,00 €          |                          |
| Lourden : révision de la vanne de<br>restitution/vidange ou renouvellement par un autre<br>type |              |              |              | 75 000,00 €  |              |              |              |              |              |             | 75 000,00 €         | 3 400,00 €               |
| Maribot barrage et station : modernisation<br>électrique  |              |              |              |              | 30 000,00 €  |              |              |              |              |             | 30 000,00 €         |                          |
| Maribot : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                      |              |              |              |              |              |              |              | 4 000,00 €   |              |             | 4 000,00 €          | 3 720,00 €               |
| Miramont barrage et station : modernisation<br>électrique                                       | 30 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 30 000,00 €         |                          |
| Miramont : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                     |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |              |              |              |             | 7 200,00 €          | 2 220,00 €               |
| Renung : modernisation électrique   | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Renung : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                       |              |              |              |              |              |              |              | 7 200,00 €   |              |             | 7 200,00 €          | 1 900,00 €               |
| Saint-Jean : modernisation électrique   |              |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Saint-Jean : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                   |              |              |              |              |              |              | 4 000,00 €   |              |              |             | 4 000,00 €          | 6 720,00 €               |
| Tillac barrage et station : modernisation électrique  |              | 30 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 30 000,00 €         |                          |
| Tillac : répartition risque renouvellement vantellerie  |              |              |              |              |              |              |              |              | 7 200,00 €   |             | 7 200,00 €          |                          |
| Tillac transfert : renouveler une pompe   |              |              |              |              |              |              |              | 30 000,00 €  |              |             | 30 000,00 €         | 1 900,00 €               |
| Tailluret : modernisation électrique  |              | 15 000,00 €  |              |              |              |              |              |              |              |             | 15 000,00 €         |                          |
| Tailluret : répartition risque renouvellement<br>vantellerie                                    |              |              |              |              |              |              |              |              |              | 4 000,00 €  | 4 000,00 €          | 26 600,00 €              |
| Stations hydrométriques : reprise de seuils   |              | 35 000,00 €  |              | 35 000,00 €  |              |              | 35 000,00 €  |              | 35 000,00 €  |             | 140 000,00 €        |                          |
| Stations hydrométriques : modernisation électrique  |              |              | 15 750,00 €  | 15 750,00 €  | 15 750,00 €  | 15 750,00 €  | 15 750,00 €  | 15 750,00 €  | 15 750,00 €  | 15 750,00 € | 126 000,00 €        | 166 680,00 €             |
| TOTAL   | 223 000,00 € | 194 000,00 € | 157 750,00 € | 240 750,00 € | 204 150,00 € | 171 950,00 € | 115 950,00 € | 125 350,00 € | 172 950,00 € | 60 950,00 € | 1 666 800,00 €      |                          |



## Renouvellement exploitation 2024 - 2033

## Structures redevances proposées et évolutions relatives

## Lot 1 - Ouvrages de l'Institution Adour :

## 1/ Sous-bassins Adour, Bahus, Gabas-Lèes, Luys, Louts, Louet

|                           |                                    | Rappel 2019 - 2023                   | Proposition 2024 - 2033               |
|---------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire            | 29 €                                 | 36 €                                  |
|                           | Part fixe 2 selon quota            | quota en m <sup>3</sup> /ha x 0,01 € | quota en m <sup>3</sup> /ha x 0,013 € |
|                           | Part prop conso 1 (<60 % quota)    | 0,01 €/ m3                           | 0,013 €/ m3                           |
|                           | Part prop conso 2 (60-100 % quota) | 0,02 €/ m3                           | 0,025 €/ m3                           |
|                           | Pénalités pour dépassement         | 0,17 €/ m3                           | 0,20 €/ m3                            |

## Montants moyens des redevances par sous-bassins

|  | Louet | Adour 40 | Gabas-Lèes | Bahus | Luy France | Luy Béarn | Louts |
|--|-------|----------|------------|-------|------------|-----------|-------|
| Quota (en m <sup>3</sup> /Ha)            | 1720  | 1800     | 1800       | 1500  | 1500       | 1500      | 1500  |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota) | 59    | 62       | 55         | 54    | 58         | 53        | 63    |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha) | 61,59 | 63,77    | 62,19      | 56,95 | 57,60      | 56,78     | 57,93 |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)          | 66,60 | 68,96    | 67,26      | 61,58 | 62,29      | 61,40     | 63,71 |
| Evolution redev 2023/2022 (%)            | 8,1   | 8,1      | 8,1        | 8,1   | 8,1        | 8,1       | 10    |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)          | 71,55 | 74,12    | 72,27      | 66,03 | 66,81      | 65,84     | 68,33 |
| Evolution redev 2024/2023 (%)            | 7,4   | 7,5      | 7,5        | 7,2   | 7,3        | 7,2       | 7,2   |

## 2/ Sous-bassins Midour et Douze

|                           |                                    | Rappel 2019 - 2023 | Proposition 2024 - 2033 |
|---------------------------|------------------------------------|--------------------|-------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire            | 0,024 €            | 0,029 €                 |
|                           | Part prop conso 1 (<60 % quota)    | 0,01 €/ m3         | 0,013 €/ m3             |
|                           | Part prop conso 2 (60-100 % quota) | 0,02 €/ m3         | 0,025 €/ m3             |
|                           | Pénalités pour dépassement         | 0,17 €/ m3         | 0,20 €/ m3              |

## Montants moyens des redevances par sous-bassins

|  | Midour        | Douze         |
|--|---------------|---------------|
| Quota [équivalent m <sup>3</sup> /Ha] (en m <sup>3</sup> /l/s) | [1440] (2400) | [1440] (2400) |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)*                      | 45            | 44            |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha)                       | 44,86         | 44,70         |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                                | 48,51         | 48,34         |
| Evolution redev 2023/2022 (%)                                  | 8,1           | 8,1           |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                                | 50,18         | 50            |
| Evolution redev 2024/2023 (%)                                  | 3,5           | 3,4           |

\* Pas de discrimination entre consommations du Midour amont et Midour aval , Douze amont et Douze aval



### 3/ Sous-bassins Arros - Estéous

|                           |                                    | Rappel 2019 - 2023            | Proposition 2024 - 2033               |
|---------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire            | Forfait de 0 à 100 % du quota | 36 €                                  |
|                           | Part fixe 2 selon quota            |                               | quota en m <sup>3</sup> /ha x 0,013 € |
|                           | Part prop conso 1 (<60 % quota)    |                               | 0,013 €/ m <sup>3</sup>               |
|                           | Part prop conso 2 (60-100 % quota) |                               | 0,025 €/ m <sup>3</sup>               |
|                           | Pénalités pour dépassement         |                               | 0,20 €/ m <sup>3</sup>                |

#### Montants moyens des redevances par sous-bassins

|  | Arros amont (de la réalimentation Arrêt-Darré) | Arros aval                              | Estéous       |
|--|--|---|---------------|
| Quota (en m <sup>3</sup> /Ha) [ <i>équivalent pour Estéous</i> ] | 1900   | 1900                                    | 2100          |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)                         | 42   | 62                                      | 42            |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (€/Ha)                         | 14,31  | 28,62                                   | 85,98         |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                                  | 16,72  | 33,40                                   | 99,78         |
| Evolution redev 2023/2022 (%)                                    | 16,8   | 16,7                                    | 16,1          |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                                  | <b>Si application directe<br/>71,07</b>        | <b>Si application directe<br/>76,47</b> | 74,77         |
| Evolution redev 2024/2023 (%)                                    | <b>325 %</b>                                   | <b>129 %</b>                            | <b>- 25,1</b> |

#### Proposition d'une progressivité sur 5 ans de l'augmentation de la redevance Arros :

| En UT                       | 2024    | 2025    | 2026    | 2027    | 2028 et ultérieur |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| Terme fixe forfaitaire      | 33,9184 | 34,4388 | 34,9592 | 35,4796 | 36,0000           |
| Terme fixe proportionnel    | 0,0026  | 0,0052  | 0,0078  | 0,0104  | 0,0130            |
| Part proportionnelle 1      | 0,0026  | 0,0052  | 0,0078  | 0,0104  | 0,0130            |
| Part proportionnelle 2      | 0,0050  | 0,0100  | 0,0150  | 0,0200  | 0,0250            |
| Majoration pour dépassement | 0,2000  | 0,2000  | 0,2000  | 0,2000  | 0,2000            |



| Progressivité tarif Arros aval           | sur 5 ans (+ 20%/an) |         |         |         |         |
|--|----------------------|---------|---------|---------|---------|
| (Arros aval : 6846/7181 Ha)              | 2024                 | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    |
| <u>appliquée / part fixe + conso moy</u> |                      |         |         |         |         |
| prix payé si conso moyenne               | 42,01 €              | 50,63 € | 59,24 € | 67,86 € | 76,47 € |
| augmentation en € /2023                  | 8,61 €               |         |         |         |         |
| augmentation en %/2023                   | 26%                  |         |         |         |         |
| augmentation annuelle en €               |                      | 8,61 €  | 8,61 €  | 8,61 €  | 8,61 €  |
| augmenattion annuelle en %               |                      | 21%     | 17%     | 15%     | 13%     |
|  |                      |         |         |         |         |
| Progressivité tarif Arros amont          | sur 5 ans (+ 20%/an) |         |         |         |         |
| (Arros amont : 333 /7181 Ha)             | 2024                 | 2025    | 2026    | 2027    | 2028    |
| <u>appliquée / part fixe + conso moy</u> |                      |         |         |         |         |
| prix payé si conso moyenne               | 27,59 €              | 38,46 € | 49,33 € | 60,20 € | 71,07 € |
| augmentation en € /2023                  | 10,87 €              |         |         |         |         |
| augmentation en %/2023                   | 65%                  |         |         |         |         |
| augmentation annuelle en €               |                      | 10,87 € | 10,87 € | 10,87 € | 10,87 € |
| augmenattion annuelle en %               |                      | 39%     | 28%     | 22%     | 18%     |

#### 4/ Sous-bassin Bouès (tarification du Décret Neste, déjà appliquée en 2023)

|                           | Quota de 4 000 m <sup>3</sup> /l/s                | Rappel avant 2023  | Instaurée en 2023 |
|---------------------------|---|--|-------------------|
| Structure de la redevance | Part fixe 1 forfaitaire                           | Forfait de 0 à 100 % du quota :<br><br>97,44 €/ l/s<br>(équivalent 58,46 €/Ha) | 110 € /l/s        |
|                           | Part prop conso 1 (0-2500 m <sup>3</sup> /l/s)    |  | 0,0125 €/m3       |
|                           | Part prop conso 2 (2500-3000 m <sup>3</sup> /l/s) |  | 0,02 €/ m3        |
|                           | Part prop conso 3 (3000-4000 m <sup>3</sup> /l/s) |  | 0,05 €/ m3        |
|                           | Pénalités pour dépassement                        | €/ m3  | 0,20 €/ m3        |

#### Montants moyens des redevances du sous-bassin Bouès

|  | Bouès                                      |
|--|--|
| Quota [équivalent m <sup>3</sup> /Ha] (en m <sup>3</sup> /l/s) | [2400] 4000                                |
| Consommation moyenne 2019-2022 (% quota)                       | 44   |
| Redevance 2022 pour conso moyenne (équivalent €/Ha)            | 58,46                                      |
| Redev.2023 conso moyenne (€/Ha)                                | 79,05                                      |
| Evolution redev 2023/2022 (%)                                  | 35,2                                       |
| Redev.2024 conso moyenne (€/Ha)                                | 79,05 + ?*                                 |
| Evolution redev 2024/2023 (%)                                  | (*selon coef actualisation 2024 non connu) |